ABREGÉ

DES

PRINCIPAUX TRAITÉS.

ABREGÉ
DÈS PRINCIPAUX
TRAITÉS,

CONCLUS depuis le commencement du quatorzième siècle jusqu'à présent, entre lès différentes Puissances de l'Europe ;

DISPOSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

SECONDE Partie de la BIBLIOTHEQUE POLITIQUE, à l'usage dès Sujèts dèstinés aux Négociations :

DÉDIÉ A MONSIEUR.

PAR LE VICOMTE DE LA MAILLARDIÉRE,
Lieutenant Général pour le Roi en Vermandois & Thièrrache, Capitaine de Cavalerie, &c. Honoraire de l'Académie Royale des Sciences & Arts de Dijon, de celle de Lyon, &c. dès Sociétés Royales d'Agriculture de Paris, Rouen, &c.

Lés passions furieuses naquirent, & attirèrent contre l'Homme un animal plus féroce, l'Homme même.... Ce que la guèrre pourroit ravir, le commèrce peut le donner ; au lieu d'être énnemi, on devient ami. POPE, *Essai sur l'Homme, Epit. III.*

TOME I. DE LA SECONDE PARTIE.

A PARIS,
Chez la Veuve DUCHESNE & VALADE, Libraires, rue Saint-Jacques.

M. DCC. LXXVIII.
AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROI.


LIBRARY
JAN 8 1973
UNIVERSITY OF TORONTO

ÉPITRE

DEDICATOIRE.

A MONSIEUR.

MONSEIGNEUR,

'AIMANT lès Lèttres, &
retraçant ſous cèt autre aſpèct

l'auguste Père qui Vous fit héritier de sès qualités du cœur & de l'ésprit, puisse un Ouvrage que Vous m'avez pèrmis d'offrir à vos regards, en être digne, & m'obtenir de votre part l'honneur d'un suffrage auquèl je pourrois devoir aussi celui de votre Protèction.

Puisse, MONSEIGNEUR, la Bibliothèque Politique *être utile, en même temps qu'au Négociateur, aux Princes appellés à gouverner lès Nations, dont èlle leur éxpose également*

lès intérêts & lès engagemens rèſpèctifs.

De quèlque manière, & dans quèlques mains qu'èlle le fût, èlle auroit par-là rempli la principale fin de ma tentative en cètte carrière d'affaires, où lès miens, depuis cinq ſiècles, eurent le bonheur de ſèrvir utilement leurs Rois.

Déja je me vois de nouveau récompenſé de l'application que j'y ai donnée, par l'honneur qu'èlle m'occaſionne aujourd'hui de vous préſenter dans ce foible

hommage de mon travail, celui du très-profond rèſpèct avec lequèl je ſuis,

MONSEIGNEUR,

Votre très-humble, très-ſoumis, & très-dévoué ſerviteur le Vte. DE LA MAILLARDIÉRE.

DISCOURS
PRÉLIMINAIRE.

CONSACRER la feconde partie de la *Bibliotheque Politique* à l'*Abrégé dès Traités entre lès Puiſſances*, n'eſt pas ſeulement ce qui nous a ſemblé le plus conforme à ſon but d'inſtruction ; c'eſt auſſi ce qui ſuit le plus à propos le *Précis du Droit dès Gens*, par ce rapport qu'on aime à voir entre lès Loix naturèlles, & lès conventions de la Société.

Là nous avons, par le Précis, mis à la portée dès ſujèts cès Puffendorf & cès Grotius, dont Voltaire a remarqué qu'*on ſe fait quèlque violence pour lès lire ;* ici, par l'Abrégé, nous raſſemblons pour eux dès Traités

tèllement épars, & dont lès Recueils ſont ſi volumineux, qu'ils demeuroient ſouvent ignorés de ceux même à qui la connoiſſance en eſt la plus indiſpenſable.

On n'aura pas trouvé trop de préciſion dans le Précis, pour peu qu'on ait réfléchi qu'on le donne uniquement comme un guide à qui eſt dans le cas, par état, d'approfondir cès matières ; & qu'il tient lieu de cès Ecrivains qui lès ont épuiſées au Lecteur qu'èlles intéreſſoient moins particuliérement, ou qui ne les enviſageroit que comme a fait ce même Voltaire, en parlant de ce qu'en a traduit & commenté Barbeyrac.

« Il ſemble, dit-il, que cès » Codes, qui n'ont jamais ſervi » à aucun Traité de Paix, ni » Déclaration de Guèrre, ni à » aſſurer le droit d'aucun hom» me, ſoient une conſolation » pour lès Peuples, dès maux

» que font la politique, & la » force : ils donnent l'idée de la » justice, comme lès portraits » cèlle dès pèrsonnes qu'on ne » peut voir. »

L'exclusion est trop généralisée pour que nous l'adoptions ; & qu'à cèt égard le systême moral ne soit pas chez nous d'accord avec le plan politique : alliances & pacifications dérivent, à nos yeux, dès devoirs mutuèls dès Peuples, assez souvent du moins, pour rendre utile un enseignement de cès devoirs consigné dans le droit de la nature & dès gens.

Lès Traités, qui sont d'un effet plus réèl, n'en auroient pas davantage que lès Loix, si la politique & la force inspiroient seules aux Etats la paix ou la guèrre. Contre un petit nombre où la foiblesse est victime de l'ambition, quelle quantité de-

Traités ne voyons-nous pas être en partie la conséquence, ou la confirmation de ceux antérieurs? Quiconque a médité sur lès différends entre lès nations depuis qu'èlles se sont civilisées, en a, comme nous, vu la plûpart, en cela semblables aux procèdures entre lès Citoyens, discutés, & décidés lès titres en main.

Si donc, comme il est le plus général, lès Traités sont au Négociateur ce que sont à l'Avocat lès pieces du procès, on sent assez sous cèt aspèct, à quèl point ce dèrnier doit en possèder l'ensemble: il manquoit un Ouvrage où leur réunion lui fît mieux saisir tous leurs rapports: il le trouvera dans cètte seconde partie, pour qui nous avons moins à le prévenir, portant avec soi, par cela même, une recommandation égale à tout ce qu'èlle a coûté de recherches, & de travaux.

Analyser lès Traités, en rendoit à l'Auteur la compilation plus aisée, plus intéressante; au Lècteur, l'étude, encore simplifiée, plus agréable à tous ègards: mais une considération qui doit l'emporter sur cèlles-là, ne nous a permis que de lès réduire, & nous a contraint de faire, au lieu d'une analyse, un abrégé.

Dans lès stipulations d'un Traité, le mot est sacramental: réflexion qui, plus étendue quand nous en serons aux devoirs & talens du Négociateur, est ici bornée à ce que d'autres termes offriroient souvent un autre sens; & qu'ainsi l'Analyste induiroit en erreur celui que l'Abréviateur éclaire avec plus de sécurité. La même considération a voulu, pour lès Traités en Latin, que cèt abrégé lès y laissât, à l'instar dès Recueils qui

l'ont précédé ſur cètte partie.

Nous citons *Rouſſet*, comme le plus moderne & le plus connu de leurs Auteurs. Dans cinq volumes de ſès *Intérêts dès Puiſſances* & vingt dès *Actes & Négociations*, où l'on n'a lès principaux Traités que de cent ans, une quantité paſſés encore en Latin, ſont conſèrvés dans cètte langue mère, auſſi fréquemment employée, que l'eſt depuis la Françoiſe à pareille fin.

L'Europe littéraire accorde à ſi peu de Traducteurs d'avoir exactement rendu la penſée de l'original, que, dans une matière auſſi délicate, un Politique évitera toujours cèt écueil, & ſans que ſa production perde aucunement de ſon utilité.

Tout Sujèt à qui le Latin ne ſera pas aſſez familier pour s'aſſurer, le Dictionnaire en main, du ſens d'une ſtipulation, ne

doit pas entrer dans la carrière où l'appelleroit, ſous la ſeule accèption d'homme d'eſprit, la faveur dès Cours : il en compromèttroit lès intérêts au premier Traité dans cètte langue avec un Plénipotentiaire auſſi rafiné que l'étoit, par exemple, un Cardinal Mazarin.

L'exprèſſion *deſtinés*, ſuppoſant ici pour lès négociations le ſavoir en droit de prétendre à cès emplois, qui ne l'a point, n'eſt pas dans le cas de profiter de notre ouvrage : il ne doit remplir ſon but qu'avec celui chez qui l'étude politique eſt précédée fructueuſement de cèlles ordinaires à la meilleure éducation.

Sur ce qu'on y dit de la précaution aux termes, il ſuffit de renvoyer pour l'inſtant à Wicquefort, tome 2, page 164 & ſuivantes, où ſont détaillés lès

préjudices enſuivis du trop dē confiance à cèt égard. Une obſèrvation qu'il croyoit, peut-être, étrangère à ſon genre, & que nous devons à l'humanité, c'eſt qu'un tèrme équivoque, en occaſionnant la guèrre, a coûté quèlquefois la vie à dès milliers de Citoyens, par une ſuite de l'impéritie du Chargé de pouvoirs.

Comme on vient d'aſſimiler pour la diſcuſſion lès affaires politiques aux civiles, on aſſimilera pour la diction lès Traités entre lès Puiſſances aux Arrêts & contrats ſur lès intérêts particuliers. L'on pourroit à beaucoup de cès divers actes, appliquer ce que diſoit Deſpreaux au Duc d'Enguien, ſur lès pièces d'un Auteur du temps : « Cela » eſt clair, cela dit bien ce » que cela veut dire ; cela ne » laiſſe pas d'être le plus plat » du monde. » Auſſi dans tous

s'attache-t-on plus au lumineux, qu'à l'ingénieux dès dispositions; &, loin de s'y modéler sur lès ouvrages de goût, dèscend-on même exprès à la portée de tout ce Public dont èlles doivent être entendues.

Il ne faut pas plus chèrcher dans lès Traités lès grâces de l'élocution : ce n'est point par cèt endroit qu'on en admirera quèlques-uns, qui sont dès chef-d'œuvres politiques à servir d'exemple à tous lès Négociateurs. La propriété dès tèrmes y tient lieu d'une élégance, en pareil cas au moins superflue.

Nous savons trop avec combien plus de fruit lès fera lire un Précis dès négociations qui lès ont amenés, pour ne le pas faire entrer dans la suite de l'Ouvrage. Analysant, & rapprochant là dès causes de cès divèrs Traités lèsquèlles ont donné le branle aux

opérations ultérieures, on développera dans cèt ensemble, & comme par degrés, le systême ancien & présent dès Puissances: on y renvèrra pour lès stipulations générales à cètte seconde partie, où l'ordre chronologique offre aussi-tôt au Lècteur tout ce qu'il peut chercher d'èssentièl dans cès mêmes Traités.

On vèrra peut-être à leur tête, avec d'autant plus d'intérêt, la Confédération de Républicains du Continent, qu'èlle est le modèle adopté par cès Peuplades d'outre-mer qui fixent en ce moment lès regards de l'Europe.

Avec cètte seconde partie, avec ce que nous venons d'en annoncer la suite, on fera de notre *Histoire politique d'Allemagne & dès Etats circonvoisins*, une lècture encore plus utile à la négociation auprès dès Princes d'Allemagne, & d'Italie. Nous

n'avons pu qu'y citer tout Traité qui scèlla leurs révolutions, qu'y donner l'idée de leur Gouvèrnement intérieur; mais nous venons, par cèt autre Ouvrage, au secours d'un Lècteur dans le cas d'en approfondir tous lès rapports.

Avant de s'imaginer connoître assez l'intérêt présent dès Nations, & pouvoir diriger conséquemment sa négociation, l'on a dû se faire un Tableau général, & de leur Constitution, & de leur Histoire, & de leurs Traités : toute autre connoissance est secondaire; & ne l'a-t-on point établie sur cètte bâse, un Négociateur, dès qu'il faut agir, s'alarme à contre-temps, ou se voit éconduit au sein d'une confiance mal fondée.

S'il étoit un seul Pays où la présomption ait introduit dans cètte carrière un Sujèt neuf pour

èlle, où nos Conſeils obviaſſent à dès inconvéniens de l'inèxpérience auſſi fréquens qu'ils ſont peu manifèſtés, une politique amie du genre humain auroit trop à s'applaudir de leur avoir donné plus d'étendue, dans un Ouvrage où nous montrons influer ſur ſa proſpérité lès qualités accomplies du Négociateur.

Un de nos Compatriotes a dit de cèt art de négocier, dont il traita : « Qu'il eſt ſi important, » que la fortune dès plus grands » États dépend ſouvent de la » bonne ou de la mauvaiſe con» duite, & du degré de capacité » dès Négociateurs qu'on y em» ploie ; qu'il n'eſt pas ſurprenant » que dès hommes qui s'enga» gent dans cès emplois pour » jouir du titre & dès appointe» mens, & qui n'ont pas la moin» dre idée de tous lès devoirs » qui y ſont attachés, y faſſent

» un apprentiſſage ſouvent très-
» préjudiciable aux affaires qu'on
» leur confie. »

Mais on ne peut s'appuier de raiſonnemens plus profonds ſur ce qu'une négociation habile a d'avantageux, mal-adroite, a de fatal pour lès Princes, & pour leurs Sujèts, que ceux de l'immortèl Richelieu, dans lès Chapitres VI & VII de ſon Tèſtament politique : il eſt tèl Lècteur, peut-être, à qui nous aurons rendu ſèrvice en lès indiquant.

Si, faiſant abſtraction du bien public, on ne s'attachoit qu'à l'intérêt privé, celui ci voudroit encore, ou qu'on acquît lès talens dès places, ou qu'on ceſsât d'y prétendre, autant du moins qu'on ſeroit ſenſible au véritable honneur.

L'Incapable, après avoir promené ſa honte dans lès Cours, rappelé de la ſiènne ennuiée de

ſon impéritie, ne fait plus que languir dans un rebut qui réjaillit quèlquefois ſur toute ſa Maiſon : mais que le Négociateur habile attend un ſort bien différent !

Du ſecond ordre où ſa capacité s'eſt annoncée, paſſé ſans brigue au premier qui la mèt dans ſon plus grand luſtre, à la conſidération dès Etrangers, à la confiance, à l'affèction de ſon Souverain, il joint un retour privé, peut-être auſſi ſatisfaiſant, ſur ce qui lès mérita chez lui. S'agit-il de mèttre à la tête dès affaires, auxquelles il a pris part, un nouveau Sujèt, c'eſt parmi cès Politiques conſommés dont il fait partie, que lès Citoyens en déſignent auſſi tôt pluſieurs. S'il en eſt le plus digne aux yeux du Souverain, ſon choix, s'arrêtant ſur lui, l'élevera dès le milieu ſouvent de ſa carrière,

au plus haut point où chacun d'eux eût ambitionné.

Puiſſent ici dès exemples auſſi frappans, inſpirer cette conſtante application, qu'on n'y craint point de dire indiſpenſable au Négociateur, puiſqu'èlle, décide en général, du ſuccès dès affaires d'Etat dont il eſt chargé.

Si l'on a juſtement défini l'émulation la mère dès talens & dès vertus, ſi c'eſt l'exciter que de promèttre un grand prix à de grands efforts, le patriotiſme exigeoit encore ici de nous cètte autre invitation à l'acquit, lequèl, dans dès Candidats plus aptes à la politique, offriroit à la Nation dès Sèrviteurs plus utiles, & plus précieux.

Il n'y a guère autre différence entre lès talens du Miniſtre Public, & ceux du Miniſtre d'Etat, pour cètte partie, que cèlle d'une

administration générale, ou particulière dès mêmes intérêts. L'un, d'ailleurs, conduisant à l'autre aussi fréquemment que cètte marche est dans l'ordre naturel, l'émulation doit appercevoir en cès rapports communs un puissant motif d'embrasser leur universalité dans lès études analogues. En étendant ainsi sès lumières, èlle augmenteroit tout ensemble & la capacité dans lès affaires publiques, & cès droits que le succès y donne à se voir enfin confier ce qu'èlles ont de plus important.

Ebauchons-nous donc le tableau de ce qu'on attend d'un Ministre d'Etat ; ce sera, sur ce principe, indiquer ce dont un Ministre Public a tout sujèt de se rendre également capable. Or, nous allons, sous cèt aspèct; en tracer quèlques traits conformes aux regles adoptées généralement.

A la connoiſſance de l'hiſtoire dès Nations, ajouter cèlle de la manière de penſer, d'agir, & de traiter tant dès Princes étrangers, que de leurs Miniſtres & de leurs Négociateurs; connoître à fond l'intérieur du Gouvernement, & prèſque au même degré celui dès autres Etats; peſer lès intérêts rèſpèctifs dès Couronnes; en poſſéder le ſyſtême général, non moins que celui propre à ſa Nation.

Garder dans lès affaires qui le demandent un ſecret impénétrable; éviter le plus qu'on peut d'en confier la conduite qu'à dès gens à la fois heureux & circonpècts; ſavoir s'ouvrir ou diſſimuler, ſelon lès circonſtances, & connoître auſſi bien lès hommes avec qui l'on eſt en relation, que ſe garder qu'ils nous pénétrent à leur tour; pour cela joindre à l'art de maîtriſer dès mou-

vemens qui trahiroient, ce coup d'œil fixe & sûr, qui découvre en autrui lès imprèſſions de l'âme au travers dès ſignes extérieurs.

Savoir s'aſſurer lès hommes & lès conduire à ſon but, en flattant leurs paſſions, en ſe pliant à leurs préjugés, lorſqu'il ſeroit moins expédient de lès contrarier; s'acquérir l'heureux don de ſe rendre maître dès cœurs, & d'en tirer le parti le plus favorable aux intérêts qu'il faut ſoutenir; pouvoir également manier lès eſprits par une profondeur de lumières, une ſagèſſe de raiſonnemens, une fécondité de moyens.

Diſcèrner le mérite apparent du mérite réel, pour ne fonder ſa prédilèction que ſur une connoiſſance éxacte, & du caractère & de l'habileté du Poſtulant. N'oublier jamais qu'on répond du choix qu'on a fait faire, & dès Sujèts qu'on a placés; n'em-

ployer dans lès négociations que ceux d'une capacité reconnue, d'une trempe également éloignée, ſoit de trahir la Nation par dès condèſcendances aviliſſantes ou préjudiciables, ſoit de l'engager témérairement par dès prétentions outrées, à dès guèrres injuſtes, ou plus déſavantageuſes que lès privations.

Réunir cès lumières heureuſes qui développent aux yeux de l'eſprit toute la chaîne dès événemens, qui mèttent à portée de lès maîtriſer par la force ou par le conſeil; avec cètte éloquence auſſi duë aux talens naturèls qu'aux talens acquis, poſſéder dès qualités du cœur dont la conſidération lui donne encore plus d'éfficace; ſacrifier tout ce qui n'eſt qu'intérêts ou ſentimens particuliers à la maxime tranſcendante du bien public, y diriger toutes ſès vues, toutes ſès

actions, embrasser tous lès moyens à sa portée de concourir pour une si belle cause.

Combiner le degré de puissance avantageux aux Corps politiques, & l'envisager toujours dans sès différentes opérations; suivre habilement, malgré lès difficultés, le projèt heureux que la persévérance est dans le cas de réaliser; savoir quand l'on doit sacrifier l'objèt dès maximes reçues, pour ne pas s'engager dans ce qu'auroient d'embarrassant lès inconvéniens particuliers; modifier dans la pratique cèlles qui seroient trop ambitieuses en certains cas, lès envisager dans leur conséquence, ainsi que dans leur principe; enfin, rapporter constamment à la maxime générale cèlles de détail, en quoi l'on s'abuseroit souvent sans cètte liaison.

Si nous n'avons donné qu'une

foible idée de ce que doit réunir le Négociateur, combien ne jugera-t-on pas qu'il faut à cèt effet d'acquis joint aux dons na-naturèls ? Concentré d'abord dans la seule Italie, l'art de la Politique a passé chez nous avec lès Lèttres dont cètte contrée fut le berçeau ponr lès modèrnes : il est très-composé sans doute, & n'est cependant pas au dèssus de la portée commune, en y apportant une suffisante application. A partir du règne d'Henri IV, on auroit, sur ce qu'on vient d'avancer, dès exemples assez nombreux.

Nous n'entendons point qu'une étude isolée donne en cèt art la pèrfèction, mais qu'èlle y dispose, & qu'èlle est un préalable èssentièl à cet exèrcice, avec quoi seul on y parvient. L'un doit toujours être une suite de l'autre : en effèt, si l'on ne se

mèt, par l'uſage, à portée d'appliquer lès précèptes abſtraits de la Politique, ils ne font ſouvent qu'égarer l'Adèpte enthouſiaſmé de ſon ſavoir, rendre inutiles ou pèrnicieux lès moyens qu'il a cru devoir employer.

Tant il eſt vrai que la pratique eſt pour le moins auſſi nécèſſaire à joindre à la théorie dans cètte partie de l'adminiſtration, que dans aucune ! Avant que de prendre en main lès intérêts d'un Etat, il faut, dans le fait, comme dans le droit, ſi l'on peut ainſi parler, ſe mèttre au pair ſur lès principes qu'on doit adopter, ſur la voie qu'on doit ſuivre, eu égard non-ſeulement au plan formé par ſès prédéceſſeurs, mais encore à cès viciſſitudes ordinaires en tout ce qui eſt ouvrage humain.

C'eſt pour l'avenir un guide ſi peu sûr que le paſſé ; lès circonſtances ont tant de variétés ;

la divèrſité d'intérêts ſe reproduit ſous tant de faces ; on trouve, & dans lès affaires, & dans lès hommes appèllés à lès négocier, tant de changemens, tant d'inégalités, que le ſeul Maître à la ſuite dès premiers élémens, ce ſont lès affaires èlles-mêmes, une pratique étudiée de cèlles du temps, précédée toujours d'une notion & de cèlles antérieures, & de de leur concluſion, tèlles que nous la mèttons ſous lès yeux par ce préſent Abrégé.

Aux talens naturèls & acquis, il faut abſolument joindre ici l'expérience ; une connoiſſance égale, & de l'enſemble, & dès détails ; un diſcèrnement éclairé ſur lès moyens adaptés aux temps, aux lieux, aux inclinations, aux conjonctures, enfin, à tous lès divers rapports, qu'avoient pratiqué ſès prédécèſſeurs dans la geſtion dès mêmes inté-

rêts : c'eſt ce que doit encore trouver l'Etat chez un Négociateur, rendu l'arbitre de ſon ſort par cètte gèſtion, à laquèlle il n'eſt que trop ſouvent lié.

Oui, de toutes lès parties d'adminiſtration exèrcées au nom de cèt Etat, la corrèſpondance avec lès Cours étrangères eſt cèlle, peut-être, exigeant au plus haut degré lès qualités du cœur, & lès talens de l'éſprit. Le Souverain doit porter ſur cètte portion de Gouvèrnement une d'autant plus ſcrupuleuſe attention, que lès opérations y ſont pour ſa ſatisfaction, pour ſa gloire propre, pour la paix, pour le bonheur de ſon peuple, d'une conſéquence toujours la plus importante, ſouvent la plus dangereuſe, & la moins facile à prévenir.

Il ne ſeroit que trop de malheureuſes ſuites à citer dès dèſtinations où la faveur a tenu

lieu du mérite ; on ne peut donc, pour porter lès Sujèts à ne s'appuyer que ſur ce dèrnier, revenir aſſez ſur la nécèſſité pour un Etat de s'aſſurer de la façon de penſer, de voir & d'agir de ceux à qui, ſoit en chef, ſois en ſous ordre, il confie une dirèction de ſès intérêts, par-tout ſi délicate, & par-tout maniée ſouvent avec peu de dextérité.

Si quèlquefois le Négociateur ſe montra ſacrifier cès mêmes intérêts à celui de ſon ambition & ou de ſa cupidité, plus fréquemment encore le vit-on adopter, comme utile, un parti funeſte à ſa Nation, lui préjudicier le plus de ce dont il croyoit la ſèrvir le mieux, la mèttre au ſein de la bonne foi dans lès embarras que lui ſuſciteroit ailleurs l'infidélité.

N'étant point aſſez en garde, ici contre un raiſonnement faux,

là contre un avis dicté par l'intérêt ; surpris par dès exposés infidèles, ou dès résultats captieux ; jetté par un défaut de lumières, une confiance indiscrète, une aveugle crédulité dans l'erreur qui s'offre à lui sous l'apparence contraire, il est sans cèsse entraîné si ce n'est par son intérêt propre, ou par celui sensible ou secret de sès plus familiers ; c'est soit par sès prétentions, soit par sès méprises ; & lorsque le Prince & son Conseil n'auront pu voir que par sès yeux, cèlles-ci lès entraîneront à leur tour dans le mauvais parti qui aura fait prendre à cèt Incapable, ou la foiblèsse de l'âme, ou l'inconséquence de l'esprit.

Que résultera-t-il de sès faux pas pour l'Etat qu'il avoit à sèrvir ? Tantôt l'abandon forcé dès prétentions lès plus fondées de ce même Etat, tantôt dès guèrres

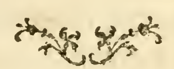
auſſi propres à tarir ſès rèſſources en tous lès cas, qu'èlles le ſeroient encore en celui d'infériorité relative, à hauſſer le courage à dès voiſins plus favoriſés du deſtin, à le réduire à tèl point de foiblèſſe à leur égard, qu'il ne s'en releveroit qu'à la longue, & que très difficilement.

Lorſque nous aurions tant de preuves à fournir dès funèſtes effets de l'inaptitude, animé du deſir de lès voir moins fréquens, nous n'avons pas cru nous devoir moins étendre ici ſur leur cauſe : on n'y pouvoit trop inculquer tout ce que la négligence à ce ſujèt a de défavorable, & pour l'intérêt dès Princes, & pour le véritable intérêt de leurs Miniſtres publics.

La plupart de cès obſervations ſur l'étude politique auroient, nous le ſentons, été placées plus naturèllement à la première qu'à

cètte ſeconde partie : mais d'autres occupations empêchèrent alors dans tout ce qui s'en trouve à la tête, un fini que nous regretâmes après de n'y pas voir : au ſurplus, ce qui s'en pouvoit réparer, l'eſt dans ce Diſcours préliminaire : on en a fait comme l'introduction à cès deux parties, autant que l'ont pèrmis lès bornes où, dans tèl cas, il convient de ſe reſſerrer.

Si ce cours d'inſtruction, fruit d'un travail de huit années, eſt mis à profit, nous redoublerons de zèle à lui donner ſa pèrfection ; ayant conſacré ce que le ſort nous en réſerve à tout ce qui peut concourir au ſèrvice de la Patrie.

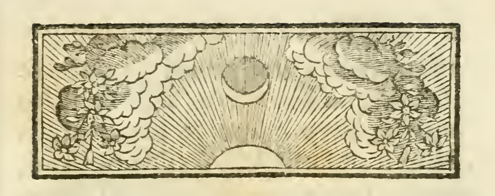




ORDRE
CHRONOLOGIQUE
DÈS PRINCIPAUX
TRAITÉS.



ABRÉGÉ



ABRÉGÉ

DÈS PRINCIPAUX

TRAITÉS

CONCLUS depuis le commencement du quatorzième siècle jusqu'à présent, entre les différentes Puissances de l'Europe.

L'ALLIANCE

DÈS TROIS PAYS D'URY, SCHWITZ, ET UNTERWARDEN.

§. I.er

Nous, les Paysans d'Ury, de Schwitz & d'Unterwarden, faisons à savoir à tous ceux qui liront ou ouiront cès présentes, que nous

A

avons perpétuèllement promis & juré de nous aſſiſter lès uns lès autres, avec corps & biens à nos dépens, dedans & hors de nos Pays, contre tous ceux qui uſent de force, ou voudroient uſer à l'endroit des perſonnes & biens de nous, ou des nôtres.

§. I I.

NOUS nous ſommes auſſi réſolus, que nul de nous dèſdits Pays n'endurera être gouverné par Seigneur, ne recevoir aucun Prince & Seigneur, ſans l'avis & conſeil de l'autre; toutefois un chacun, ſoit homme ou femme, ſera tenu rendre le devoir & obéiſſance raiſonnablement à ſon vrai Prince ou Seigneur.

§. I I I.

NOUS avons auſſi accordé que nul dèſdits Pays, ne aucun de nous dèſdits Alliés, de ſoi-même ne devra faire ſerment, ne aucune alliance avec les autres, ſans le conſeil des autres Pays & Alliés.

§. V.

NOUS avons auſſi arrêté non recevoir ou avoir aucun Juge, qui par argent ou autres biens, achetera l'Office, & qui ne ſoit de notre Pays.

§. VII.

SURVENANT différend entre nous lèſdits trois Pays, & que l'un d'eux qui auroit différend n'en voudroit condèſcendre à la Juſtice, ou amiablement, en ce cas le troiſième aſſiſtera l'autre, ſoit par Juſtice, ou amiablement.

§. XII.

NOUS lès ſuſdits Payſans & Alliés d'Ury, de Schwitz & Unterwaeden, avons fait pendre nos Sceaux à cès préſentes, qui furent faites à Brumen, l'an après la Nativité de Notre Seigneur, treize cent quinze, le premier Mardi après le jour de St. Nicolas.

L'ALLIANCE

DÈS quatre Cantons Lucerne, Ury, Schwitz & Unterwaeden.

I.

NOUS les Voyers, les Conseillers, & généralement les Bourgeois de la Ville de Lucerne; les Paysans d'Ury, Schiwitz & Unterwaeden, faisons savoir que nous nous sommes ensemble conjoints, & assurés pèrpétuellement, de manière que par serment avons promis de nous assister & aider lès uns lès autres de nos corps & biens.

I I.

NOUS lèsdits de Lucèrne, d'Ury, de Schwitz & d'Unterwaeden, nous avons résèrvé notre très - honoré Sieur l'Empéreur, le Saint-Empire Romain, & les droitures que nous

leur ſommes tenus, ainſi que du paſſé nous avons bonne coutume.

A Lucerne, le Samedi devant le jour de Saint Martin, l'an après la Nativité de Notre Seigneur, courrant treize cent trente-deux.



FŒDUS

CAROLI VII cum Helvetia anno 1453 : (est primus Tractatum, inter Galliam & Helvetios initum.)

CAROLUS,
Dei gratia Francorum Rex.

§. II. §. III.

CUM Magistri Civium, Schulteli, Ammanni, Consules, Cives, Communitates & Patriotæ Civitatum, oppidarum & tenarum Liguæ veteris Allemanicæ altæ, videlicet de Bern, Solodero, Lucerna, Urania, Schwitz, Unterwaeden, suprà & sub sylvà, Zug & Glaris, in regno nostro convenari affectantes, apud nos nuper intercesserint, ut illos amicitiam nostram complecti vellemus; nos pro nobis nostrisque successoribus, promisimus contrà profatos Magistros Civium, Schultelos Ammannos, Consules, Cives,

Communitates & Patriotas cuiquam personnarum contrà ipsos facere volenti subsidium non præstare, nec consentire per ditiones nostras id attentare volenti.

§. IV.

ITEM, quod prædicti, prædictarum Civitatum, oppidorum & terrarum incolæ subditi, Legati, Nobiles, Mercatores, Habitatores quicumque cum omnibus bonis transire possint secure per Regnum, & ditiones nostras, gentes armigeræ, & non armigeræ, quacumque molestiâ cessante.

§ V.

DATUM feria quarta post Festum Paschæ, anno Domini millesimo quadragentesimo quinquagesimo-tertio.



ALLIANCE

ET CONFEDERATION pèrpétuelle dès Sèpt Cantons de Zurich, Lucerne, Ury, Schwiltz, Unterwaeden, & Claris, d'une part; & les Grisons, d'autre, du Mercredi devant la St. Jean, mil quatre cent quatre-vingt-dix-sept.

LÈSDITES parties promèttront l'une à l'autre laisser aller & venir par leurs tèrres toutes marchandises vendables; & des deux côtés seront les chemins publics ouverts & libres aux parties, sans aucune imposition de nouveaux péages, ni autres innovations.

§. VII.

SI l'une dès susdites deux parties avoit guèrre avec aucuns, ne pourra prendre, ni accèpter paix, ni trève, que l'autre partie n'y soit aussi comprise.

Nous lès ſuſdits ſept Cantons dès Ligues ; & nous ladite Ligue Griſe du haut Pays des Griſons, avons réſèrvé & réſèrvons en cètte pèrpétuèlle alliance, en premier lieu, le Saint-Siége de Rome, le Saint-Empire Romain, & toutes lès confédérations anciènnes.



TRAITÉ DE PAIX

ENTRE Henri II, Roi de France, & Phillippe II, Roi d'Efpagne, à Château-Cambrefis, le 3 Avril 1559.

SANS déroger aucunement aux trois Traités précédens, lèfquèls demeureront en tèlle force qu'ils étoient auparavant lès guèrres commencées entre l'Empéreur Charles V & lès Rois Très-Chrétiens modèrnes, l'an 1551, & continués depuis entre lès deux Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, eft convenu;

I.

QUE dorénavant entre lèfdits Seigneurs Rois, mèfdits Seigneurs leurs enfans, fuccèffeurs, héritiers, leurs Royaumes, Pays & Etats, y aura bonne & ftable paix & amitié.

II.

POUR le fingulier defir que les

deux Princes ont toujours eu au bien de la Chrétienté, ont accordé qu'ils s'emploieront de tout leur pouvoir, à la convocation & célébration d'un Saint Concile Univèrſèl, tant nécéſſaire à la réformation & réduction de toute l'Egliſe Chrétiènne, en une vraie union & concorde.

III.

LÈS Villes, Sujèts, Manans & Habitans dès Comtés de Flandre & d'Artois, jouiront dès priviléges, franchiſes & libèrtés qui leur ont été accordées par ledit Roi Très-Chrétien & ſès prédécèſſeurs Rois de France; & pareillement lès Villes, Manans, Habitans & Sujèts du Roi de France jouiront auſſi des priviléges, franchiſes & libèrtés, qu'ils ont au Pays-Bas d'icelui Roi Très-Catholique.

IV.

LE Roi Dauphin entrera le jour de la publication du préſent Traité en la poſſèſſion de la Seigneurie de Crèvecœur, pour en jouir comme

il faiſoit auparavant la guèrre, ſans préjudice du droit prétendu par le Seigneur de Crunighem.

V.

LA Reine Très-Chrétiènne Madame Eléonore décédée, délaiſſa l'Infante de Portugal, Madame Marie ſa fille unique : ladite Dame Infante jouira de la dot que ladite feue Reine avoit en France, ainſi que ladite Dame faiſoit à ſon trépas ; & quand à ce qui peut lui être dû de ſon douaire juſqu'au jour de ſondit trépas, lui en ſera faite tèlle raiſon qu'èlle aura occaſion de contentement.

V I.

LÈSDITS Seigneurs Rois rèſtitueront, ſavoir ledit Seigneur Roi d'Eſpagne audit Seigneur Roi de France, lès Villes, Places & Châteaux de Saint-Quentin, le Câtelet & Ham, enſemble tous lès autres Châteaux, Lieux, Bourgs, Forts & Villages à lui & ſès Sujèts appartenans, dont ils jouiſſoient avant lès dèrnières

guèrres. Ledit Seigneur Roi de France rèſtituera auſſi audit Seigneur Roi d'Eſpagne lès Places, Villes, Châteaux de Thionville, Marienbourg, Yvoix, Damvilliers & Montmédy, & généralement tous lès autres Châteaux, Lieux, Bourgs, Forts & Places par lui & ſès Sujèts occupés ſur ledit Seigneur Roi d'Eſpagne, & ſès Sujèts.

VII.

Pour ce que, lorſque la Ville & Cité de Térouanne fut priſe ſur ledit Seigneur Roi de France, èlle fut démolie, a été convenu que le lieu & tèrritoire ou a été aſſiſe ladite Ville ſera remis en ſon obéiſſance, & ſera loiſible audit Seigneur Très-Chrétien, attendu lèſdites démolitions, faire démolir lès fortifications de la Ville d'Yvoix, laquèlle Ville le Seigneur Roi Catholique ne pourra fortifier; comme auſſi ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, faire aucun Fort au pourpris (dans l'enceinte) dudit Térouanne.

VIII.

L'ON députera pour le premier du mois de Juin prochain, de chacun côté, deux Commiſſaires, lèſquèls, avec l'intèrvention de celui que députera l'Archevêque de Reims Métropolitain, ſe trouveront à Aire, pour faire éxactement répartie de toute la rente de la Table, tant Epiſcopale, que Capitulaire, & généralement de tous lès biens & revenus appartenans à l'Evêché, Chapitre & Egliſe dudit Térouanne & dès dignités, Offices, Prébendes & autres Bénéfices, dès droits, tant de collation qu'autres, & auſſi de tout le Diocèſe, pour attribuer la moitié à l'Evêché qui s'érigera ès Pays dudit ſieur Seigneur Roi Très-Chrétien, ſoit à Boulogne où ailleurs, où bon lui ſemblera : & l'autre moitié à l'Evêché qui s'érigera à Saint-Omer ou autres Villes & Pays du ſuſdit Roi Très-Catholique que bon lui ſemblera ; & porteront lès uns & lès autres la moitié dès charges ; ſupplieront lèſdits Sei-

gneurs Rois notre St. Père le Pape d'approuver ladite diviſion, & de faire l'érèction dès deux Evêchés.

I X.

AUSSI ſe rendra la Ville de Bovines (ou Bovignes) à M. de Liége, & Fromel, & généralement ce que préſentement s'occupe par ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, de ce que devant le commencement de cètte guèrre poſſédoit l'Evêque, le Chapitre, l'Egliſe & Pays de Liége, & ſpécialement le Château de Bouillon, ſans y rien démolir; y délaiſſant l'artillerie trouvée dedans au temps de l'occupation dèrnière, & ce ſans préjudice du droit que le Sieur de Sedan & ceux de la Maiſon de la Mark y peuvent prétendre; & auxdits Evêques & Chapitres demeureront réſèrvées leurs éxcèptions, pour, par voie de Juſtice, s'en pouvoir ſervir rèſpèctivement lès uns lès autres, & non autrement. Pour vuider lès différends ſe choiſiront deux arbitres, l'un par ledit Sieur Evêque, Chapitre & Com-

munauté de Liége ; & l'autre par lèſdits Sieurs de Sedan, lèſquèls ſe dénommeront par lès parties dans deux mois, pour ſe trouver dans la Ville de Cambray le premier Septembre, & pour ce que Madame la Comtèſſe de Breuner & ſès cohéritiers prétendent pluſieurs choſes à l'encontre du corps de ladite Communauté de Liége, s'eſt auſſi accordé que lès mêmes Arbitres auront pouvoir de vuider lès différends d'entr'eux.

X.

HESDIN & le Bailliage, avec toutes ſès appartenances & dépendances, demeurera audit Seigneur Roi Catholique en la forme & manière que ſès prédécèſſeurs le poſſédoient avant qu'il fût occupé par le feu Roi François.

X I.

POUR tèrminer lès querèlles pour l'Abbaye de Saint-Jean-au Mont, les Princes pourront choiſir quatre Arbitres pour le proces par eux inſ-

truit, & même un ſuper-Arbitre en cas de diſcorde.

XII.

Au regard dès choſes qui, dès le Traité de Crèſpy, ſe prétendent être faites d'un côté & d'autre, au préjudice de l'un ou de l'autre; & lès différends entre lès deux Seigneurs Princes, tant ſur lès limites que autres, ſe remèttront à la déciſion dès Miniſtres qui, dès deux partis, s'aſſembleront pour vuider iceux en ce lieu de Château-Cambreſis, le premier Sèptembre prochain.

XIII.

La Dame d'Eſtouteville reprendra le Comté de Saint Pol du Roi Catholique, pour en jouir comme ſès prédécèſſeurs en ont joui avant l'échange fait dudit Comté de Saint-Pol avec celui de Montfort l'an 1536. Quant au droit de repriſe que le Roi Très Chrétien prétend lui appartenir, ſès actions lui demeureront réſèrvées, comme audit Roi

Catholique lès siènnes ; & pour en connoître, se députeront dans six mois deux Commis de chacun côté dèsdits Princes pour instruire le procès sur ce, & le vuider, s'ils peuvent : sinon que dans un an après le procès instruit lèsdits Seigneurs Princes s'accorderont d'un super-Arbitre.

X I V.

Le Roi d'Espagne rentrera en la possèssion du Comté de Charolois, pour en jouir sous la souverainetè du Seigneur Roi de France.

X V.

Pour autant qu'il y a aucunes tèrres tenues en séance entre le Comté de Bourgogne, & lès tèrres possédées du Roi Très-Chrétien, l'on a accordé que de la part dèsdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique se députeront Commis dès deux côtés, lèsquèls feront de commun consentement égal département dèsdites tèrres de surséance,

pour mèttre la moitié d'icèlles plus proches ſous l'obéiſſance dudit Roi Très-Chrétien, & l'autre moitié plus voiſine au Comté de Bourgogne, ſous l'obéiſſance du Roi Catholique. Lès Commis communiqueront auſſi ſur ce que ceux du Comté de Bourgogne prétendent devoir jouir de l'éxemption dès Gabèlles, & Impoſitions foraines qui ſe lèvent au Duché de Bourgogne, comme ceux dudit Duché ne lès paient pas audit Comté.

X V I.

Se rèſtituera au Duc de Mantoue le Marquiſat du Montfèrrat, ſans rien réſèrver de ce que lèſdits Rois Très-Chrétien & Catholique, ou qui que ce ſoit de leur côté, en occupent préſentement; ſans préjudice toutefois dès éxemptions ou actions que autres y pouvoient avoir, lèſquèlles ne pourront ſe pourſuivre que par voie de Juſtice.

X V I I.

Aussi ſe départira le Roi Très-Chrétien de la Ville de Valence,

qui eſt du Duché de Milan, laquèlle ſera remiſe ès mains du Roi Catholique.

XVIII.

Le Roi Très-Chrétien recèvra lès Génois en ſa bonne grâce, & rèſtituera toutes lès Places qu'il tient préſentement dans l'iſle de Corſe, en l'état qu'èlles ſont, ſans rien démolir.

XIX.

Le Roi Très-Chrétien retirera tous lès gens de guèrre, qu'il a devant la Ville de Montalino & autres Places du Siènnois & Toſcane, & ſe déſiſtera de tous droits qu'il peut prétendre en cès Villes & Pays.

XX.

Tous Gentilshommes Siènnois & autres Sujèts dudit Etat qui ſe détèrmineront à ſe ſoumèttre au Magiſtrat établi au Gouvèrnement de la République de Siènne y feront reçus; & leur ſera pardonné tout ce que l'on pouvoit prétendre à l'en-

contre d'eux, ſans que pour avoir ſuivi le parti du Roi Très-Chrétien on lès puiſſe endommager; & pour sûreté de ce que ci-dèſſus le Duc de Florence ſera tenu de ratifier le contenu, & de même ſera pardonné à tous ceux qui en Toſcane auront en cètte guèrre ſuivi le parti du feu Empéreur Roi Catholique le ſien ou dudit Duc.

XXI.

POUR plus grande confirmation de cètte paix, lès Députés ayant dits en vertu de leurs pouvoirs au nom dèſdits Princes, & ſe faiſant forts lès Députés du Roi Très-Chrétien de Madame Eliſabèth, fille aînée dudit Roi, ont accordé mariage, qui ſe fera par Procureur par parole de préſent, & au plutôt que faire ſe pourra, entre le Roi Catholique & Madame Eliſabèth; & aura ladite Dame pour dot quatre cent mille écus ſoleil, pour tous droits patèrnèls & matèrnèls; laquèlle ſomme ſera payée le tièrs au temps de la conſommation du mariage, l'autre tièrs au bout

de l'an & jour de ladite consommation, & l'autre tièrs six mois après, en la Ville d'Anvèrs, comptant, chacun dèsdits écus soleil au prix de quatre-vingt gros, monnoie de Flandre : & sera ladite dot assignée sur bons & suffisans assignaux ; bien entendu que ladite assignation s'y fera si avant qu'èlle se contente de l'hypothèque sur Villes & Places pour sûreté de sès deniers, sans jouir dès assignaux par sès mains au denier quatorze, & si èlle en veut jouir par sès mains au denier dix-huit, soit au choix de ladite Dame.

Et ne pourra ladite Dame Elisabèth prétendre autre chose ès biens & succèssion du Roi Très-Chrétien son père, ni de la Reine sa mère, à quoi dès maintenant èlle renonnce, & si en baillera le lendemain de la consommation dudit mariage valable renonciation au profit du Roi Très-Chrétien & dès siens, & pour ce faire sera suffisamment autorisée par le Roi Catholique, son futur époux, sauf toutefois à ladite Dame Elisabèth lès échutes & succèssions collatérales.

Et si sera ladite Dame Elisabèth, jouaillée par le Roi son futur époux jusqu'à la somme de cinquante mille écus qui sortiront nature d'héritage, comme aussi seront lès autres bagues & joyaux qu'èlle portera, lèsquèlles demeureront pour èlle, sès hoirs & ayant causes.

Et se donnera par le Roi Catholique à ladite Dame Elisabèth entretènement, tèl qu'à la fille & femme de si grands Rois appartient; & icelui duement assigné sur Villes & Places, dont èlle jouira par sès mains, y pourvoyant de tous offices & bénéfices, pourvu que ce soit aux naturèls du Pays, & conformément aux constitutions d'icelui.

Et au lieu du douaire dont on a accoutumé d'user au Royaume d'Espagne, elle aura pour arrhes, selon l'usage dèsdits Pays du Roi Catholique cent trente-trois mille trois cent trente-trois écus & un tièrs d'écu, revenant au tièrs de sadite dot; lèsquèlles arrhes, dissolu le mariage, & icèlle Dame survivant, sortiront nature d'héritage pour èlle & lès siens; lorsqu'èlle en pourra

diſpoſer, ſoit entre-vifs, ſoit en dèrnière volonté, lui ſera ladite ſomme dès maintenant aſſignée, ledit cas d'arrhes advenant, en la même manière que dèſſus a été dit de ladite dot.

Et ſi pourra ladite Dame Eliſabèth, ledit cas de diſſolution de mariage advenant, précédant le Roi Catholique, ſe retirer dès Royaumes & Pays dudit Roi Catholique toutes & quantes fois il lui plaira, & avec èlle tous ſès Officiers, Sèrviteurs & Familiers, & s'en retourner au Royaume de France, faire emporter avec èlle tous & chacun de ſès biens, ſans qu'aucun empêchement ſoit fait à la jouiſſance de ſèſdites arrhes.

XXII.

D'AUTANT que la plus grande partie dès guèrres qui ont eu cours depuis pluſieurs années, ſont procédées à cauſe dès prétentions que Sa Majèſté Très-Chrétiènne prétend avoir ſur lès Pays de Savoie, Brèſſe, Pièdmont & autres que tenoient lès Ducs de Savoie; & que Très-Excèllent

lent Prince Emmanuèl - Philibèrt, Duc de Savoie, lui a fait entendre la bonne intention qu'il a de lui en faire raiſon, &, comme ſon très-humble parent, le reconnoître de tout l'honneur & obſervance d'amitié qu'il lui ſera poſſible; le ſuppliant qu'il veuille, pour plus fermement établir cètte reconciliation, avoir agréable que le mariage de Très-Excèllente Princèſſe Madame Marguerite de France, ſa ſœur unique, Duchèſſe de Cherry, ſe puiſſe faire, ce que Sa Majèſté a reçu à grand plaiſir, deſirant, de ſa part, le gratifier dudit mariage; pour ces cauſes, ont lèſdits Députés, en vèrtu de leurſdits pouvoirs, accordé que ledit Seigneur de Savoie aura à femme ladite Marguerite, à laquèlle Ladite Majeſté Très-Chrétiènne laiſſera pour ſon entrenement la jouiſſance ſa vie durant dudit Duché de Cherry, & autres Tèrres & autres revenus dont èlle jouit à préſent; & davantage lui baillera en dot pour tous ſès droits patèrnèls & matèrnèls, & autres qui lui peuvent appartenir, auxquèls

èlle renoncera, la ſomme de trois cent mille écus ; à ſavoir, cent mille écus comptant le jour de la conſommation dudit mariage, autres cent mille écus un an après ladite conſommation, & lès autres cent mille écus ſix mois après ledit temps révolu ; recevant laquèlle ſomme, ou partie d'icèlle, ledit Seigneur de Savoie, il ſera tenu l'aſſigner bien ſur le Duché de Savoie, péage de Suze, & Gabèlle de Nice ; & advenant que ledit Seigneur de Savoie aille de vie au trépas avant ladite Dame, èlle aura pour ſon douaire la ſomme de trente mille livres par an, qui lui eſt, & lui ſera aſſignée ſur les Pays de Brèſſe, Bugey, Valromey & autres Pays dudit Seigneur de Savoie, dont èlle jouira par ſès mains ſa vie durant, avèc la diſpoſition dès Offices & Bénéfices dèſdits lieux ; & ſi aura pour ſa demeure la maiſon de Bourg en Brèſſe, ou de Pantain, à ſon choix.

Sera ledit mariage ſolemniſé en face de Sainte Egliſe, & conſommé entr'eux dans deux mois prochain ; à cètte fin s'obtiendra la diſpenſe

de notre Saint-Père le Pape ; & dès-lors délaissée audit Seigneur de Savoie, pour lui, ses hoirs & ayans causes, l'entière & pleine possession paisible, tant du Duché de Savoie, Pays de Brèsse, Bugey, Valromey, Moriènne, Tarentaire, Vicairie de Barcelonète, comme de la Principauté de Piedmont, Comté d'Aste, Marquisat de Cevé (*Ceva*), le Comté de Canavèze & lès Tèrres de Langhen, de Gatières, & lès Tèrres de la Comté de Nices, de la Tèrre de Vaud, que de tout ce que le feu Duc Charles son père tenoit quand il fut mis hors de ses Pays du vivant du feu Roi François, éxcèpté lès Villes & Places de Turin, Quiers (*Chirei*), Pignerol, Chyvaz & Ville neuve d'Ast, avèc lès appartenances ; pour icèlles Places, & dites appartenances tenir par le Roi Très-Chrétien, jusques à ce que lès différends sur lès droits par Sa Majèsté prétendus contre ledit Duc de Savoie soient tèrminés, ce que lesdits Seigneurs s'obligent de faire dans trois ans ; & iceux vuidés, & ledit temps de trois ans échu, en laissera Sa

Majesté Très Chrétiènne la possèssion libre au Duc de Savoie, pour en jouir, ainsi que dès autres Tèrres; lèsquèls différends se vuiderond selon lès Concordats, & ainsi qu'il a été accoutumé, quand aucuns différends se sont ouvèrts entre la Maison de France & cèlle de Savoie; & là où ils ne pourroient être détèrminés par ledit moyen, seront dans six mois après la célébration dudit mariage, choisis Arbitres à la détèrmination d'iceux différends.

Et, pour obvier à toute occasion de trouble, est convenu que ledit Seigneur de Savoie jurera & promèttra, de remèttre & pardonner toute haine qu'il pourroit avoir conçu à l'encontre dès Sujèts dèsdits Pays pour avoir obéi & sèrvi lèsdits Seigneurs Rois Très-Chrétiens, durant le temps qu'ils ont possédés lèsdits Pays, & en baillera dès Lèttres Patentes; & le semblable fera ledit Seigneur Roi Très-Chrétien réciproquement pour le regard de ceux qui ont sèrvi & suivi ledit Seigneur Duc de Savoie, & le feu Duc son père, autres que Sujèts naturèls

de Sa Majesté Très-Chrétiènne, qui demeureront éxclus du bénéfice de ce présent Traité.

A été convenu qu'au même temps du mariage dudit Seigneur de Savoie & de madite Dame Marguerite, le Roi dès Espagnes laissera aussi ledit Seigneur de Savoie en l'entière possèssion de toutes lès Villes, Places & Forterèsses de sès Pays, èsquèlles ledit Seigneur Roi dès Espagnes tient Garnison qu'il en fera sortir, pour en jouir par ledit Duc de Savoie, sès hoirs & ayant causes, tout ainsi que faisoit avant le commencement de la guèrre le feu Duc son père, &c. . . .

XXIII.

En cètte paix seront compris, 1.° de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, notre Saint-Père le Pape, l'Empéreur, lès Elèčteurs, Princes & Etats du Saint-Empire, & lès Ducs Jean-Frédéric & Jean-Guillaume de Saxe de Wurteniberg, & le Landgrave de Hèsse, la Comtèsse de Frise orientale & son fils,

enſemble les Villes maritimes, le Roi Dauphin & la Reine Dauphine, Roi & Reine d'Ecoſſe, ſelon lès anciens Traités qui ſont entre le Royaume de France & l'Ecoſſe; le Roi de Bohême, MM. lès Archiducs ſès frères, enfans dudit Seigneur Empéreur; lès Rois de Portugal, Pologne, Danemarck & Suède, la Reine Eliſabèth, veuve du feu Roi Jean Vaivode, & le Roi ſon fils; le Duc & la Seigneurie de Veniſe, lès treize Cantons dès Ligues Suiſſes, M. le Duc de Lorraine, M. le Duc de Savoie, le Duc de Fèrrare, la Marquiſe de Montfèrrat, le Duc de Mantouë, la République de Lucques, lès Evêques & Chapitres de Mètz, Toul & Vèrdun; l'Abbé de Gorre, (ſans par cètte compréhenſion faire aucun préjudice à celui que de la part du Roi Catholique, ou prétend être Abbé de Gorre); lès Seigneurs de la Maiſon de la Mark, le Duc de Palliano, lès Ducs de la Mirandole, lès Comtes Pétigliane, lès Sieurs Strozi, Salviati, Benti Voglio, Bailons; que le conſentement que ledit

Seigneur Roi Catholique donne à la Comtèſſe de Friſe orientale & de ſon fils, ſoit ſans préjudice du droit que Sa Majèſté Catholique prétend ſur lès Pays d'iceux.

Et, de la part dudit Seigneur Roi Catholique, notre Saint-Père le Pape, l'Empéreur dès Romains, MM. ſès enfans, leurs Royaumes & Pays, lès Elècteurs Princes, & Etats du Saint-Empire; ſpécialement l'Evêque de Liége, le Duc de Clèves, l'Evêque & Cité de Cambray & Pays Cambreſis, lès Villes maritimes, lès Comtes d'Oſt-Friſe, MM. lès Cantons dès Ligues dès hautes Allemagnes, & lès Ligues Griſes; la Reine d'Angleterre, ſuivant ce qui a été ſtipulé entre ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, ledit Roi & Reine Dauphine, Roi & Reine d'Ecoſſe & Elle; le Roi de Portugal, le Roi de Pologne, le Roi de Danemarck, le Duc de Savoie, le Duc de Lorraine, le Duc & Seigneurie de Veniſe, lès Républiques de Gênes & de Lucques; lès Ducs de Florences & de Fèrrare, lès Ducs de Mantouë, d'Urbin, le

Duc de Parme & de Plaiſance, le Seigneur de Monaco, le Marquis de Spinal.

Pour plus grande sûreté de ce Traitè de Paix, ledit Seigneur Roi Très-Chretien fera jurer par Monſeigneur le Roi Dauphin, ſon fils, le fera entériner en la Cour de Parlement à Paris, & en tous autres Parlemens de France; & fera auſſi ledit Traité vérifié & enregiſtré en la Chambre dès Comptes de Paris, pour l'affèctuèlle exécution d'icelui, & validation dès quittances, renonciations, & autres choſes contenues audit Traité; lèſquèlles ratifications, entérinemens ſeront délivrés ès mains dudit Seigneur Roi Catholique dans trois mois; & ledit Seigneur Roi Catholique fera faire en ſon Grand Conſeil, & autres ſès Conſeils & Chambres de Comptes, ſemblables entérinemens, & dans ſix mois lès fera auſſi ratifier par Monſeigneur le Prince dès Eſpagnes, ſon fils.

XXIV.

Et d'abondant ont accordé lèſdits

Procureurs ; ſavoir , ceux du Seigneur Roi Catholique, que le plutôt que convenablement faire ſe pourra, le Roi Catholique jurera ſur la Croix & ſaint Evangile de Dieu & Canon de la Mèſſe, & ſur ſon honneur, d'obſèrver pleinement le contenu èſdits articles ; & le ſemblable fera le Roi Très-Chrétien.



TRAITÉ

PARTICULIER

ENSUITE du Traité général, entre le Roi Henri II & le Roi d'Espagne, à Château-Cambresis, le 3 Avril 1559.

I.

MESSIRE GUILLAUME, Prince d'Orange, héritier univèrsèl, institué par le tèstament de Messire René de Châlons, en son vivant Prince d'Orange, sera institué en ladite possession de la Principauté d'Orange, souveraineté & dèrnier rèssort d'icèlle; & sera fait défense à la Cour de Parlement de Grenoble, & à toutes autres Cours & Juges de ne rien attenter au préjudice dèsdits droits de souveraineté.

I I.

SERA ledit Prince d'Orange rèsti-tué en la jouissance dès Tèrres &

Seigneuries d'Orpièrre, Tèrclus, Montoiron, Cuonier, la Parérie, Voveran, & autres appartenant à lui ès Pays du Dauphiné; Cuiſeaux, Varènnes & Beaurepaire, Aſſiſes & Vicomtés d'Auxonne, rèſſort de Saint-Laurent, Maiſons, Vignes, &c. ſera pareillement remis en tous lès autres droits, noms, raiſons, actions qu'il avoit avant ladite guèrre.

III.

TOUT ce qui fut traité à Crépy au Traité particulier, concèrnant la Princèſſe de Gauze, ſortira ſon éffèt en faveur du Comte d'Egmont, à préſent Prince dudit Gauze, lequèl ſera remis en la poſſèſſion de tous lès biens que lui ou feu ladite Dame ſa mère poſſédoient avant lès guèrres.

IV.

MESSIRE Philippe de Croui, Duc d'Archos, ſera remis en la poſſeſſion dès choſes que le feu Duc ſon frère poſſédoit au Royaume de France à l'ouvèrture de la guèrre.

V.

Aussi ſera faite bonne juſtice aux héritiers de la Maiſon de Vergy, en ce qu'ils prétendent ſur Saint-Dizier, Vitry en Barois, la Seigneurie de Vergy & autres lieux.

V I.

Sera fait au Sieur Glajon bonne & briève juſtice au procès qu'il a pendant pour la Baronnie de Chaumont.

V I I.

Le Sieur de la Trouillère rentrera ès biens qu'il poſſède au Royaume de France.

V I I I.

Sera auſſi fait bonne & briève juſtice à Meſſire Charles de Poitiers, Sieur de Vaydans & à ſes frères, de ce qu'ils prétendent ès biens de feu Meſſire de Poitiers.

I X.

Quant à la rèſtitution que le

Duc d'Albuquèrque demande d'aucune vaissèlle d'argent & autres meubles qu'il prétend lui avoir été pris par aucun Ministre du feu Roi Très-Chrétien en l'année 1545, après le Traité de Crepy, lui en sera fait bonne justice.

X.

Le Baron Nicolas de Polleviler, & sès frères seront compris au Traité de paix.

X I.

Madame Diane de Poitiers, Duchèsse de Valentinois, prétend le Marquisat de Crotone, le Comté de Catanzaro, & autres Tèrres au Royaume de Naples, Sa Majèsté Catholique lui fera faire bonne justice.

X I I.

Au Révérendissime Cardinal de Fèrrare seront rendus lès deniers qu'il prétend lui avoir été arrêtés au Duché de Milan.

XIII.

Le Général Albicio d'Elbène, Florentin, Officier du Roi Très-Chrétien, sera remis en la possession de tous lès biens à lui appartenans, en la Jurisdiction du Duc de Florence; & le semblable sera fait au regard dès autres Florentins demeurant au Royaume de France, autres que ceux qui auroient été bannis de l'Etat du Duc de Florence; à moins qu'il ne se trouve que le Duc d'Elbène ou autres Florentins eussent conspiré contre la pèrsonne du Duc, au préjudice de la République & Etat de Florence.

XIV.

Le Comte Scipion Siecque & Octavien Frégoze, jouiront du bénéfice du Traite de paix; & quant à ce qu'ils prétendent leur être retenu de leurs biens, ils en feront poursuite à Gênes & ailleurs; & tiendra ledit Seigneur Roi Catholique la main à ce qu'il leur soit fait bonne & briève justice.

X V.

Ét généralement tous Sujèts, tant du Royaume de France, que dès Pays du Seigneur Roi Catholique, seront réintégrés en tous lès biens dèsquèls ils ont été dépossédés à cause de ladite guèrre.

X V I.

La Sentence de ceux qui se commèttront du Traité de paix, aura décision du différend qui demeure entre lès Princes touchant Saint-Pol; ou à faute de se pourvoir, lèsdits Commissaires accordés, le super-Arbitre choisi s'éxécutera, & aura force, sans appèl ou réclamation quèlconque.



TRAITÉ DE PAIX

ENTRE l'Empéreur Fèrdinand II, & Louis XIII, touchant le différend pour la ſuccèſſion dès Duchés de Mantouë & de Montferrat, fait à Ratisbonne le 13 Octobre 1630.

SA Sainteté voyant le ſoulevement d'armes ſurvenu en Italie, à raiſon du différend mu pour la ſuccèſſion dès Duchés de Mantouë & de Montfèrrat, entre le très-auguſte Empéreur, d'une part, & lès Rois & Princes armés ſur ce ſujet, d'autre; ayant intèrpoſé ſur ce ſon autorité; Sa Majèſté l'Empéreur & le Roi Très-Chrétien, tant en leur nom, que comme ſe faiſant fort dès Princes & Parties intérèſſées de part & d'autre, ont paſſé lès articles de paix en la forme qui s'enſuit.

I.

LE Roi Très-Chrétien promèt qu'il n'offenſera, dirèctement ni

indirèctement, l'Empéreur dès Romains, ni le ſacré Empire, ni lès Etats & Provinces héréditaires de Ladite Majèſté Impériale; qu'il n'aſſiſtera lès énnemis de Sa Majèſté Impériale & du ſacré Empire qui ſont actuèllement déclarés ou qui ſe déclareront ci-après; comme auſſi, de ſon côté, l'Empéreur promèt qu'il n'offenſera, dirèctement ni indirèctement, le Roi Très-Chrétien, le Royaume de France, ni lès Etats & Domaines à lui appartenans; qu'il n'aſſiſtera lès énnemis du Roi Très-Chrétien, qui ſont à préſent déclarés ou qui ſe déclareront ci-après.

II.

L'EMPEREUR déclare, & le Roi Très-Chrétien trouve bon, que, conformément au dèrnier Traité fait en Italie, entre le Duc de Savoie, d'une part, & le Duc de Nevers Charles Gonzague, de l'autre; l'on donne au Duc de Savoie pour tous lès droits qu'il a ſur le Montfèrrat, Train, (*Trino*) & autres Places dans le Montfèrrat, de la valeur de dix-

huit mille écus de revenu pèrpétuèl, & dèſquèlles Places ſera fait choix, priſée & aſſignation au Duc de Savoie par le Commiſſaire de l'Empéreur & par lès Députés du Roi Très-Chrétien, lèſquèls jugeront de la valeur dèſdits écus, s'ils ſeront écus d'or.

III.

Et quant aux prétentions de la Duchèſſe de Lorraine, Sa Majèſté Impériale conſent qu'èlles ſe définiſſent à l'amiable ou par compromis, ou qu'on lès remètte à la connoiſſance & jugement de Sadite Majèſté, laquèlle, après avoir communiqué lès titres dès Parties aux Princes & Elècteurs de l'Empire, pris ſur ce leurs avis, rendra la Sentence définitive, ſix mois après qu'aura été donnée l'invèſtiture.

IV.

Afin que le Duc de Guaſtalle renonce à tous lès droits qu'il a ſur le Duché de Mantoue en faveur du Duc Charles & de ſès dèſcendans

mâles Sa Majèsté Impériale lui accorde six mille écus de rente en fonds de Tèrre par chacun an, pour le paiement dèsquèls il aura & possédera en toute supériorité, & à la façon qu'en ont joui ci-devant lès Ducs de Mantouë, une ou plusieurs Tèrres ci-dessous spécifiées, à savoir, Dozoles, Lulcara, Zuzara & Regiolo.

V.

Ledit Duc Charles demandera grâce à Sa Majèsté par écrit, en tèrmes de soumission & prières, tèls qu'ils ont été concèrtés.

V I.

Et lors à la demande honnête du Duc Charles, qui sera faite par Agent exprès, & à la prière de sa Sainteté & du Roi Très-Chrétien, qui sera faite aussi par écrit en faveur du Duc Charles, Sa Majèsté Impériale lui donnera six semaines après l'invèstiture dès Duchés de Mantouë & de Montferrat.

I X.

L'INVESTITURE de l'un & de l'autre Duché ayant été délivrée au Duc Charles de Gonzague, Sa Majèsté Impériale retirera toutes sès Troupes d'Italie; èlle pourta néanmoins tenir garnison ordinaire dans la Ville & Citadèlle de Mantouë, & dans Carr-to, laissant lès autres Places en la libre disposition du Duc Charles; en même temps toutes lès Troupes du Roi Catholique se retireront de la Ville & Château de Cazal, du Duché de Montfèrrat & Principauté de Piedmont; dans ce même temps le Roi Très-Chrétien sera tenu de faire rentrer toutes sès Troupes de la Citadèlle de Cazal, de tout le Montsèrrat, Piedmont, Savoie, & généralement de toute l'Italie, éxcèpté de Pignerol, Brigueras, Suze & Veillane, auxquèls lieux il pourra laisser garnison ordinaire; le Duc de Savoie pareillement retirera tous sès gens de guèrre du Montfèrrat, éxcèpté ceux qu'il tient dans Trino, lequèl lui demeurera en propriété en l'état qu'il est.

X.

Ensuite la Ville, Château & Citadèlle de Cazal & toutes lès autres Places du Montfèrrat, éxcèpté cèlles qui feront affignées au Duc de Savoie, feront mifes ès mains du Duc Charles, èfquèlles il pourra mèttre garnifon de fa part.

X I.

Tout ce qui eft dit ayant été éxécuté, l'Empéreur fera remèttre ès mains du Duc Charles la Ville de Mantouë & le Fort de Porto, comme auffi Carreto, en laiffera la libre difpofition au Duc Charles; comme auffi en même temps le Roi de France retirera fès garnifon de Pignerol, Brigueras, Suze & Veillane, & remèttra lèfdites Places ès mains du Duc de Savoie.

X I I.

Sa Majèfté Impériale abandonnera lès Pas de la Valteline & dès Grifons,

& tous lès lieux & forts qu'èlle tient audit Pays, fera démolir toutes lès fortifications nouvèllement faites, à la charge que toutes lèsdites Places ne pourront être occupées ni fortifiées par qui que ce soit.

X I V.

A la Très-instante prière du Roi Très-Chrétien, Sa Majèsté Impériale accorde que la République de Vénise entre dans cètte paix; consent que toutes lès Places que l'on a prises sur èlle lui soient rèstituées; à la charge que ladite République retirera toutes ses Troupes, & gardera tèl ordre en la quantité de sa Milice, que lès Princes voisins n'en puisse rentrer en aucun soupçon.

X V.

Les Commissaires de l'Empéreur ayant allégué qu'il y avoit du différend, & de nouvèlles entreprises faites ès tèrritoire & Evêchés, Cités impériales de Toul, Mètz & Vèrdun, & ès autres lieux & Fiefs

de l'Empire ; & l'Ambaſſadeur de France ayant déclaré qu'il n'avoit ni charge ni connoiſſance de cela, Sa Majèſté Impériale a trouvé très-éxpédient, que dans cèrtains lieux ſoient nommés, de part & d'autre, Commiſſaires, qui traitent à l'amiable de tous cès différends, & que cependant l'on entreprènne rien contre lès droits de l'Empire.

X V I.

ENSUITE l'Ambaſſadeur de France ayant fait grande inſtance pour la démolition du Fort de Moyenſvic, & auſſi afin de faire retirer lès Troupes de l'Empéreur dès limites de France ; & lès Députés de l'Empéreur ayant requis que lès François euſſent à démolir lès Citadèlles de Mètz & Vèrdun, & à rèſtituer tous cès lieux & autres ſemblables par eux occupés, l'Ambaſſadeur de France demeurant & pèrſiſtant en ſès premières demandes, qu'il n'avoit point charge de traiter, qu'il ne ſavoit pas qu'èlle étoit la volonté du Roi ſur ce ſujèt, a été con-

venu de part & d'autre, que l'on feroit retirer toutes lès Troupes qui ſont ſur les frontieres ; & d'autant que le Duc de Lorraine durant ces troubles a levé quelque Gendarmerie pour garder ſès Etats, Leurs Majèſtés Impériale & Très-Chrétiènne ont trouvé bon qu'il ſoit compris en cètte paix.



TRAITÉ

TRAITÉ

ENTRE l'Empéreur & le Roi Louis XIII, pour l'éxécution de la Paix d'Italie, fait à Quiérasque, le 6 Avril 1631.

ENCORE que par le Traité de Ratisbonne, il soit dit que ledit Sieur Duc de Savoie aura dix-huit mille écus de revenu, néanmoins, attendu la valeur & qualité de l'écu, & dès biens qui se donnent audit Sieur Duc de Savoie, Son Altèsse de Savoie, pour soi & pour sès héritiers, Princes & Princèsses de sa Maison, pour toutes lès prétentions, tant anciènnes, que nouvèlles, qu'il peut avoir sur lès Duchés & Tèrres de Mantouë & de Montfèrrat, auxquèls même Sadite Altèsse renonce en faveur de Son Altèsse de Mantouë & de sès succèsseurs, se contentera de la somme de quinze mille écus d'or de revenu, à prendre sur autant de Tèrres qu'il appartiendra,

du nombre de cèlles ci-après ſpécifiées dans un cahier à part, & ſigné dèſdits Sieurs Députés ; que l'écu ne ſera pas évalué à la valeur courante de l'écu d'or, mais réduit ſeulement à vingt-huit florins ; & jugeant lèſdits Députés, n'être pas raiſonnable que Son Altèſſe de Mantouë perdre le ſurplus dès biens & émolumens provenans dèſdites Tèrres, Son Altèſſe de Savoie lès paiera à Son Altèſſe de Mantouë de trois pour cent, & ce dans huit mois : pour aſſurance dèſdits deniers, Son Altèſſe de Savoie dépoſera ès mains d'un notable Bourgeois de Lyon ou de Paris, dès bagues ou joyaux, montant à ladite ſomme, avèc déclaration que ledit tèrme de huit mois paſſé, ledit Bourgeois ſera obligé de vendre lèſdites bagues, & du prix en payer Son Altèſſe de Mantouë; ſe fera la conſignation dèſdites bagues devant que ſon Altèſſe de Savoie prènne poſſèſſion dès Tèrres qui lui ſeront adjugées, ſi ce n'étoit que d'ailleurs il pût aſſurer le paiement.

Et Son Altèſſe de Savoie ſera obli-

gée de payer à la Séréniſſime Infante Marguerite, Duchèſſe de Mantouë, la dot & l'augment de ſa dot & de ſès bagues, & tout ce qu'elle ſauroit prétendre, & en acquittera le Duc de Mantouë & ſes héritiers.

Le droit de patronage de l'Abbaye de Lucédio & la ſouveraineté dès lieux dépendans de ladite Abbaye, enclavée dans l'étendue dès Tèrres que l'on donne au Duc de Savoie, demeureront au Duc de Mantouë & ſès ſucceſſeurs dans le Montfèrrat; & quant à la Juſtice dudit lieu de Lucédio, èlle demeurera à l'Abbé; & lès appèllations ſe vuideront par lès Députés de l'Abbé & du Sénat de Cazal, comme par le paſſé.

Son Altèſſe de Savoie ſouffrira que l'on tire tous lès ans dix mille ſacs de grain, pour la nécèſſité de Cazal, au prix qui courrera ès marchés lès plus voiſins.

Tous lès droits de patronage que les Vaſſaux & Sujèts du Duc de Mantouë avoient dans lès Tèrres que l'on donne au Duc de Savoie, demeureront en leur entier.

La navigation ſur le Pô ſera libre

jusqu'à Trin, tant à Son Altèsse de Savoie, qu'à Son Altèsse de Mantouë & à leurs Sujèts, sans payer aucuns droits ou gabèlles nouvèlles.

Se retireront de l'Etat ou de la Seigneurie de Vénise, toutes lès Troupes qui y sont; & se rendront toutes lès Places que l'on a occupées dans ladite Seigneurie.

Sa Majèsté Impériale donnera audit Duc de Mantouë & de Montfèrrat, & autres Tèrres dépendantes dèsdits Etats, une invèstiture conforme à cèlles de sès prédécèsseurs.

Sont compris en ce Traité lès Alliés, nommément lès Suisses & tous ceux qui auront assisté pendant cètte guèrre plus l'un que l'autre parti.



ÉTAT

DÈS Tèrres assignées audit Duc de Savoie dans le Montfèrrat, conformément au précédent Traité.

ENCORE que par le Traité d'accommodement fait entre lès Ducs de Savoie & de Mantouë, il a été cejourd'hui arrêté que l'on donnera audit Duc de Savoie dès Tèrres dans le Montfèrrat pour la somme de quinze mille écus de rente, néanmoins s'étant Lèsdites Altèsses accordées depuis ensemble à la somme de quinze mille & cinquante écus; de plus, que l'on feroit un état particulier dèsdites Tèrres assignées à Son Altèsse de Savoie, pour la satisfaction d'icèlles, sont cèlles ci-après :

SAVOIR;

Trin, Tucero, Palazuolo, Fontanète, Bienza, Carpanto, Livorno,

Salugia, Verolengo, Rondizzone, Valpiano, Fogglizo, Martevareo, Cigonio, Caluzo, Cavelia, Barone, Luceglio, Orio, Luzeglié, Montalengo, Sangregorio, Farria, le Kone, Buzzano, Rivaca, Forno, Kona-Dilorio, avèc ce qui est delà le Pô, éxcèpté Morano, Bulzola, Ville-Neuve & lès Granges, & lès Tèrres de l'Abbaye de Lucedio, situées delà le Pô.

Item, Burarco, Cavaganolo, Monte-Lauriano, Sans-Bartianno, Castaneto, Sans-Raphaelo, Cimena, Castiglione, Cordona, Sciolze, Buzelino, Biago, Marcorengo, Tonengo, Cinzano, Monenceo, Vergnano, Pogliano, Mondovio, Berzano Albugnano, Pino, Isola, Sans-Damiano, Guarena, Rocca, Cigliero, Somano-Verduno, Barolo, la Bozia, Grinzano, Perno, Borgomale, Bonnevello, Rodi, Rodello, Gutta, Secca, Camerana, Camo, Diano, Alba, Monte-Luppe & Barbarino, toutes lèsquèlles Tèrres montent à la somme de quinze mille cinquante écus de rente annuèlle.

TRAITÉ

ENTRE le Roi & M. le Duc de Savoie, par lequèl le Duc de Savoie cède au Roi la Ville & Château de Pignerol, fait à Saint-Germain-en-Laye le 5 Mai 1632.

LE Gouvèrneur de Milan ayant, non-ſeulement continué lès contraventions aux dèrniers Traités de paix, mais ayant outre cela ordonné de nouvèlles levées en divèrs endroits, il importe à toute l'Italie, pour y établir une paix durable & une tranquillité ſuivie, que Sa Majèſté Très-Chrétiènne, par la poſſèſſion de quèlques Places qui lui en donne la libre entrée, ſoit intérèſſée avèc tous lès autres Princes & Souverains d'Italie à la défenſe de ſon repos.

Le Duc de Savoie, pour lui & tous ſès ſuccèſſeurs, cède pour toujours au Roi de France & à ſès ſuccèſſeurs la propriété & ſouveraineté

de la Ville & du Château de Pignerol, Riva, Bodenareo, Biacareo supérieur, Corta grande, & ce qui est dans l'étendue du finage dudit Pignerol, le Village de l'Abbaye & Valdelemie, & leurs finages, ensemble lès Villages & Forts de la Pérouze, Pinaches, Villars, lès Portes, le grand & petit Diblov & leurs finages, & autres Tèrres situées dans la vallée de la Pérouze, éxcèptées cèlles dépendantes de ladite vallée de Pérouze qui sont à la main gauche, allant de Pignerol à la vallée de Pragelas, promèttant en outre ledit Duc de Savoie, afin que le passage demeure libre à Sa Majèsté Très Chrétiènne jusques à ladite Ville de Pignerol, de ne bâtir aucuns Forts entre la vallée de Pragelas & ladite Ville de Pignerol, tant deçà que delà la rivière de Cluçon : en récompense de ce que dèssus, Sa Majésté Très-Chrétiènne promèt audit Seigneur Duc de Savoie de l'en dédommager envèrs Son Altèsse de Mantouë de la somme de quatre cent vingt-quatre mille & tant d'écus, que ledit Sieur Duc

de Savoie eſt obligé de payer audit Sieur Duc de Mantouë, en éxécucution du Traité de paix fait à Quiéraſque le 6 Avril de l'année 1531 ; conſentant Sa Majèſté Très-Chrétiènne que ledit Sieur Duc de Savoie puiſſe retirer lès pierreries par lui conſignées.

En conſidération de ce que dèſſus, a été auſſi convenu que Son Altèſſe rèſtera obligée de donner libre paſſage par ſès Etats aux Armées & & Troupes du Roi Très-Chrétien, & y joindre lès ſiènnes ; en outre fournir lès étapes & vivres nécèſſaires aux Soldats & Officiers, en payant au prix courant, toutefois qu'il ſera beſoin pour la défenſe dès Etats & Princes alliés de Sa Majèſté Très-Chrétiènne ; comme auſſi Sa Majèſté demeurera obligée de défendre la pèrſonne & lès Etats de Son Altèſſe Monſeigneur le Duc de Savoye.



PAX WESTPHALIÆ.

SUMMARIA

ARTICULORUM instrumenti Pacis, Osnabrugo Westphaliæ.

PRŒMIUM.

INVOCATIO nominis divini, occasio factæ pacis ;

Nomina Plenipotentiariorum Cæsaris & Suediæ ;

Approbatio & consensus sacri Romani Imperii Statuum.

ARTICULUS I.

PAX sit inter belligerantes, eorum & Fœderatos.

II.

AMNISTIA generalis injungitur.

III.

§. I. STATUS plenariè restituuntur.

§. 2. Salvis tamen juribus cujuscumque.

I V.

§. 1. STATUS specialiter restituuntur.

§. 2. Causa Palatina componitur.

§. 3. Dignitas Electoralis Palatina, cum Palatinatu superiori, & Comitatu ea, in Ducem Bavariæ transfertur.

§. 4. Renuntiat Elector Bavariæ prætentioni in Austriam superiorem, & debitum 13 millionum.

§. 5. Electoratus Octavus Palatinus instituitur.

§. 6. Palatinatus inferior domui Palatino plenariè restituitur.

§. 7. Reluitio, Gallicè *dégagement*. Steadæ montanæ à Palatino Electori Moguntino reservatur.

§. 8. Electori Trevirensi, tanquam Episcopo Spirensi, ut & Episcopo Wormatiensi, prætentiones in bona quædam Ecclesiastica in Palatinatu inferiori sita reservantur.

§. 9. Extinctâ lineâ Wilhelminâ Bavarica, Palatinatus superior ad

Palatinatum redeat, & Octavus Electoratus cesset.

Pacta inter Domum Heidelbergensem & Neoburgicam serventur.

§. 11. Feuda Juliacensia aperta Domui Palatino adjudicentur.

§. 12. Imperator subsidium promittit in constituendo apanagio fratribus Electoris Palatini.

§. 13. Tota Domus Palatina, cum omnibus ejus Ministris, amnistiâ fruatur.

§. 14. Elector Palatinus cum fratribus, Imperatori fidelitatem spondeat, & Palatinatui superiori renuntiet.

§. 15. Imperator viduæ Electoris Palatini victaritium, & sororibus Electoris dotem promittit.

§. 16. Comites in Leinigen, & Daxbourg, quoad jura in Palatino non turbentur.

§. 17. Elector Palatinus liberam Imperii nobilitatem inviolatam relinquat.

§. 18. Feuda quædam concessa apud Electorem Palatinum renoventur.

§. 19. Exercitium Augustanæ con-

feſſionis in Palatinatu inferiori juxta annum 1614 conſervetur.

§. 20. Ludovicus Philippus, Comes Palatinus, reſtituitur.

§. 21. Fredericus, Comes Palatinus in quartam partem vectigalis Vilzbacencis, & Conobium Trombach reſtituitur.

§. 22. Leopoldus Ludovicus, Comes Palatinus, in Comitatum Veldens reſtituitur.

§. 23. Controverſia ſuper Hizingen, inter Epiſcopos Herbipolenſem & Bambergenſem & Marchiones Brandenburgicos terminetur, & Fortalitium Wilzbourg reſtituatur.

§. 24. Reſtituatur Domus Wurtembergica.

§. 25. Reſtituantur Duces Wurtembergici lineæ Mompelgardenſis.

§. 26. Marchiones Badences pleniſſimè reſtituantur. Cenſio ex Macchionatu inferiori ſuperiori debita tollitur, & alternatio precedentiæ inter utramque lineam introducitur.

§. 27. Principiſſa Badenſis in Baronatum Guolzek reſtituatur, ſi infra Biœnnium prætenſionem probaverit.

§. 28. Reſtituatur Dux de Croix.

§. 29. Controversia in Domo Nassau-Siegen vergentes reassumantur. Comes tamen Gothanus Mauritius, ejusque fratres, in possessione protegantur.

§. 30. Restituantur Comites Nassau - Sacræ - Pontani, salva prætensione Comituum de Leiningen.

§. 31. Restituantur Comes de Hanau;

§. 32. Et Comes Solmensis;

§. 33. Et Comes Solmensis in Holsen-Solnis;

§. 34. Et Comites de Isembourg;

§. 35. Et Rhein-Gravii;

§. 36. Et vidua Comitis Sainensis.

§. 37. Castrum & Comitatus Falkensteim restituetur ei cui competit, salvo jure Comitis de Rasemburg in Præfecturam Brezenheim & Baronatum Reipokkivels.

§. 38. Restituatur Domus Wa e-deck;

§. 39. Et Comes Ættingensis Joachinus Ernesti;

§. 40. Et Domus Hosenloica;

§. 41. Et Comes Ludovicus de Lœnvensteim & Vertheim.

§. 42. Restituatur Ferdinandus-

Carolus de Lœvensteim, salvo jure Mariæ-Christianæ, filliæ Georgii-Ludovici de Lœvensteim.

Restituatur & vidua Joannis Casimiri in dotalitium.

§. 43. Et Domus Erbacensis;

§. 44. Et hæredes Comitis à Brandensteim;

§. 45. Et Hevenhulleri Loffleri à Khelingen.

§. 46. Contractus, permutationes, &c. tempore belli vi, metuque extorta aboleantur, documenta extorta restituantur actionibus salvis.

§. 47. Contra debitores quibus à belligerantibus debita extorta sunt, processus executivi non decernantur.

§. 48. Processus in causâ violenter extortæ solutionis tollantur, pecunia verò pro aliis soluta restituatur.

§. 49. Sententiæ de rebus sanctoribus, hactenus latæ, salvæ sint & validæ salva revisione.

§. 50. Investitura feudorum hactenus neglecta renovetur.

§. 5 . Omnibus Imperatoris & Regni Suediæ fœderatis, & adhærentibus, exceptis Vassalis & subditis

Austriacis, Amnestia conceditur.

§. 52. Vassallis & Subditis Austriacis conceditur Amnestia quoad personam, ut tamen Legibus Regnorum & Provinciarum se accommodent.

§. 53. Bona verò eorum quæ antequam se coronis extraneis associarunt erepta sunt, novis possessoribus reliquantur.

§. 54. Quæ postea iis erepta sunt bona restituantur.

§. 55. Augustanæ confessioni addictis in Bohemia justitia administretur.

§. 56. Mobilia destructa, aliaque interversa non restituantur.

§. 57. Causa de successione Juliacensi ordinario processu dirimatur.

V.

§. 1. TRANSACTIO passaviensis, & pax Religiosa custodiantur, & æqualitas inter Catholicos & Protestantes servetur.

§. 2. Terminus à quo restitutiones in Ecclesiasticis, sit dies primus Januarii 1624.

§. 3 & 11. Status Ecclesiasticus & Politicus civitatum Augustæ vindelicorum, Dunkelspiel, Biberac & Rasvenburgt determinatur.

§. 12. De Donaverdæ restitutione in proximis consiliis agatur.

§. 13. Terminus restitutionis anni 1624, ad restituendos ex capite Amnestiæ non extendatur.

§. 14. Qui in possessione bonorum ecclesiasticorum erant die primâ Januarii 1624, eam retineant tranquille, usque ad amicabilem dissidiis Religionis compositionem.

§. 15. Reservatum Ecclesiasticum ab utraque parte servetur.

§. 16. Jura eligendi & postulandi, quatenus paci religiosæ & huic transactioni non contrariantur, serventur.

§. 17. Beneficia Ecclesiastica non jure hæreditario possideantur, & nobiles Patrici vel gradibus Academicis insigniti - juxta fundationes recipiantur.

§. 18. Jus primariarium precum determinatur.

§. 19. Armata jura, pactii, confirmationes, aliaque jura in bonis

Auguſtiæ-Confeſſionis Statuum ceſſent.

§. 20. Menſes Papales in capitulis mixtis anno 1624, uſitati & in poſterum exerceantur.

§. 21 & 24. Archiepiſcopatus & reliquæ Fundationes Suedis datæ in ſtatu ſuo relinquantur.

§. 25. Bona mediata anno 1624 die primâ Jannuarii poſſeſſa, Auguſtiæ Confeſſionis addictis reſtituantur.

§. 26. Idem & obtineat ratione Catholicorum, de oppignerationibus Imperialibus Conventum, Satus in earumdem tranquilla poſſeſſione manutenendos eſſe.

§. 27. Quomodo oppignerationes Statuum Imperii ſint vetuendæ.

§. 28. Jura Eccleſiaſtica Liberæ nobilitati Imperii conſerventur.

§. 29. Jus reformandi, aliaque jura Eccleſiaſtica, Civitatibus Imperialibus aſſeruntur.

§. 30. Jus Emigrandi diſſidentibus competat.

§. 31. Qui exercitium Religionis anno 1624 poſſederunt retineant.

§. 32. In exercitio Religionis turbati plenarie reſtituantur.

§. 33. Conventiones huic termino contrariæ resolvantur.

§. 34. Ii qui anno 1624, exercituum Religionis suæ non habuerunt, non turbentur, sed pacificè tolerentur.

§. 35. Subditi diversæ Religionis non contemnentur, nec à mercatorum, &c. communione, hæreditatibus, &c. excludantur.

§. 36. & 37. Beneficium Emigrandi conceditur.

§. 38. Jura & Religionis exercitium, Ducibus Silesiæ, & Civitati Wratis Laviensi relinquatur.

§. 39. Religionis exercitium in locis vicis habeant quoque reliqui in Silesiâ & Austriâ inferiori viventes, dummodo tranquillè se gerant.

§. 40. Tres novas Ecclesias astruere Evangelicis in Silesia permittitur.

§, 41. De majori Religionis exercitio in Ditionibus Cæsareis procurando, studia promittit Reginæ Suediæ.

§. 42. Jus reformandi in solâ qualitate feudali non pendeat, sed juxta annum 1624 judicetur.

§. 43. Status Religionis in Provin-

ciis ubi de ſuperioritate controvertitur, determinatur.

§. 44. Jus reformandi ex ſolâ Juriſdictione criminali non eſtimetur.

§. 45, 46 & 47. De reditibus eccleſiaſticis ſtatuitur.

§. 48. Juriſdictio eccleſiaſtica in Auguſtiæ - Confeſſionis additos ſuſpenſa & cuilibet. Principi libera eſto.

§. 49. Idem in Civitatibus mixtis obtineat.

§. 50. Pax religioſa & Weſtphalia nullo modo impugnetur.

§. 51. In Conventibus Deputatorum numerus ex utraque Religione equetur.

§. 52. Pluralitas votorum in negotiis ubi ſtatus ut unum corpus conſiderari nequeunt, vel ubi in duas partes abeunt, non attendatur.

§. 53. Statuitur de Cameræ Imperialis tranſlatione, reformatione, juſtitia, preſentatione aſſeſſorum, ut & de judicio Aulico.

§. 54. Proceſſus judiciarius in Aula Cæſarea idem qui in Camerâ eſto.

§. 55. Viſitatio judicii aulici fiat à Moguntino.

§. 56. Privilegia primæ inſtantiæ

Auſtregarum, &c. in judiciis Imperiis obſerventur, de Rothivilenzi judicio res ad proxima comitia remittitur.

§. 57. Schema repræſentationis Aſſeſſorum proponitur.

§. 58. Salva maneant jura, privilegia, & libertates ſtatibus Auguſtiæ-Confeſſionis in circulo Bavarico.

V I.

HELVETI declarantur liberi, & immenſes à judiciis Imperiis.

V I I.

§. 1. RELIGIONIS exercitium reformatis quoque conceditur.

§. 2. Præter tres memoratas Religiones, nulla in imperio toleretur.

V I I I.

§. 1. JURA antiqua & prerogativæ nec non liberum juris territorialis, tam in eccleſiaſticis, quam in politicis exercitium ſtatibus Imperii conſerventur.

§. 2. Gaudeant status jure suffragii in omnibus Deliberationibus super negotiis Imperii, præsertim ubi leges ferendæ, bellum decernendum, tributa indicenda, pax aut fœdera facienda.

§. 3. Comitia proxime habeantur, atque in iis de negotiis quibusdam gravibus agatur, verbi gratia de capitulatione agatur perpetuâ, &c...

§. 4. Civitates imperiales voto decisivo gaudeant, leges imperii serventur.

§. 5. Actionum contrà debitores ob bellicas calamitates fortunâ lapsos in futuris comitiis ratio habeatur.

I X.

§. 1. Abusus, qui durante bello, ratione vectigalium, invaluerunt tollantur.

§. 2. Antiqua jura, privilegia, telonia servantur.

X.

§. 1, 2 & 3. Pomerania citerior, cum Aucula Prugia, & quædam ex

ulteriori Pomeraniâ loca Suedis pleno jure ceduntur.

§. 4. Capitulum Caminenſe poſt capitularium deceſſum, tollatur, titulis & inſignibus Pomeraniæ; Rex Suedæ & Elector Brandenburgicus promiſcuè utantur opes autem ſucceſſionis; deficientibus Brandenburgicis, gaudeant Reges Suedæ ordines, & ſubditos Pomeraniæ Elector Brandenburgicus - juramento ex ſolvat.

§. 6. Civitas Wiſmarienſis Suedis ceditur.

§. 7. Item Archiepiſcopatus Bremenſis & Epiſcopatus Verdenſis ſub Ducatus titulo.

§. 8. Civitati Bremenſi libertas, & privilegia ſalva ſunto.

§. 9. Rex Sueciæ inter ſtatus imperii-corporatur, & ratione harum provinciarum votum & ſeſſionem in comitiis mancipitur.

§. 10. Ratione directionis in Circulo Saxoniæ inferioris inter Ducem Bremenſem, & Magden-Burgenſem alternatio introducitur, ſalvo Ducum Brunſvicenſium & Luneburgenſium condirectorio jure.

§. 11. Rex Sueciæ & Elector Brandenburgicus in Conventibus Deputatorum concurrant.

§. 12. Privilegium de non appellando Suecis conceditur, ea conditione ut tribunal appellationis conſtituant, eiſque electio fori, vel in Aulâ Cæſaris, vel camerâ Imperii detur.

§. 13. Jus erigendi Academiam Suecis conceditur.

§. 14. Subditi à juramento quo prioribus dominis obſtricti erant relaxantur, & Suecis erectio provinciarum ceſſarum promittitur.

§. 15. Regnum Sueciæ provincias ceſſas ut feuda imperii recognoſcat.

§. 16. Jura & privilegia ordinum ac ſubditorum, imprimis Civitatis Stalſundæ confirmentur, & Civitatibus Auſeaticis commercium exercitium conſervetur.

X I.

§. 1. Episcopatus Halberſtadienſis Electori Brandenburgico ceditur.

§. 2. Ut & Comitatus Halberſtadienſis.

§. 3.

§. 3. Comitatus Reinſteim Comiti à Tottenbach in feudum relinquatur.

§. 4. Epiſcopatus Mindenſis Electori Brandenburgico cedatur.

§. 5. Ut & Caminenſis Epiſcopatus.

§. 6. Immo & Archiepiſcopatus, Magdenburgenſis, quovis modo vocaturus.

§. 7. Subditi interea juramentum fidelitatis præſtent Electori.

§. 8. Civitati Magdenburgenſi priſtina privilegia conſerventur.

§. 9 Dinaſtiæ quatuor; Querfort, Interbock, Dame & Worck Electori Saxionæ ceduntur; Præfectura Egela Electori Brandemburgico ſtatim traditur, & quartam Canonicatuum Cathedralium partem menſæ ducali applicare permittitur.

§. 10. Debita ab adminiſtratore Auguſto Saxionæ Duce contracta, ex ejus ærario ſolvantur.

§. 11. Provinciæ hactenus recenſitæ ad Domum Brandenburgicam hæreditario jure pertineant; & ſinguli Marchiones Brandenburgenſes, & Principes Halberſtadienſes &

Mindenſes appellentur, jura tamen & privilegia eorum ſerventur.

§. 12. Regnum Sueciæ Electori Brandenburgico ulteriorem Pomeraniam cum Epiſcopatu Caminenſi cedit.

§. 13. Locis per Marchiam Brandenburgicam, Suæcis præſidiis inſeſſa, Electori reſtituantur.

§. 14 Commendæ & bona ad ordinem D. Johanis ſpectantia, quæ extra territoria Regno Sueciæ ceſſa continentur, à Suecis reſtituantur, omnia quæ documenta, & ea ſimul quæ Pomeraniam citeriorem concernunt extradantur.

X I I.

§. 1. Episcopatus Suerinenſis & Razeburgenſis Duci Megapolitano ceduntur.

Duci Guſtrovienſi verò in compenſationem abdicationis Epiſcopatus Razeburgici, duo Canonicatus Magdeburgi & Halberſtadi promittuntur.

§. 2. Duo Canonicatus in Ecleſiâ Clegentinenſi Ducibus Meklenburgicis conferantur.

§. 3. Duæ Commendæ Ordinis Equeſtris Johanis Hieroſolimitani, & Miron & Nemeron Ducibus Megapolitanis ceduntur.

§. 4. Vectigalia ad Albim Ducibus-Megapolitanis conceduntur & immunitas à tributis imperii, donec ſumma 200000 thaleorum imperalium compenſata fuerit; debitum Wigerahianum annihilatur.

X I I I.

§. 1. ALTERNATIVA ſucceſſio in Epiſcopatu Oſnabrugenſi Domuii Ducali-Brunſvicenſi conceditur.

§. 2. Guſtavus Guſtavi in Epiſcopatum hunc renuntiat, acceptis 80000 imperialibus.

§. 3 Perpetua Capitulatio in illo Epiſcopatu condatur.

§. 4. Status Religionis ineadem ad annum 1624 reducatur, & ſtatuum ac ſubditorum jura confirmentur.

§. 5. Preſente Epiſcopo Catholico decedente, ſtatim Erneſtus Auguſtus, Dux Brunſvicenſis ſuccedat, eique intra trimeſtre ſpatium homagium præſtetur.

§. 6. Alternativa ſucceſſio ſemper obtineat, ita ut ex Georgii poſteritate, eaque deficiente, ex Auguſti poſteris eligatur, atque poſtuletur Epiſcopus; & quidem, ſi plures ſint Principes, è natu minoribus eligatur, atque poſtuletur Epiſcopus; nullis verò exiſtentibus, natu minoribus ſufficiatur unus ex Principibus regentibus.

§. 7. Duces Brunſvicenſes in Epiſcopatu ſuccedentes ſtatum Ecleſiaſticum juxtà diſpoſitionem pacis, & capitulationis perpetuæ conſervent.

§. 8. Cenſura & poteſtas eccleſiaſtica contra Auguſtiæ-Confeſſionis addictos ſuſpenditur.

§. 9. Prælatura Vackenſied Ducibus Brunſvico-Luneburgicio in feudum imperii datur.

§. 10. Ut & Monaſterium Groeningenſe.

§. 11. Debitum Frederii Ulrici Ducis Guelpherbitam Cæſari à Rege Daniæ ceſſum, planè expungatur.

§. 12. Annuæ penſiones à Ducibus Cellenſibus Capitulo Raſenburgenſi hactenus præſtitæ, abolentur.

§. 13. Duæ præbendæ Antonio Ubrico & Ferdinando Brunſvicenſibus, in Epiſcopatu Argentinenſi conferantur vacaturæ.

§. 14. Poſtulationes ergo, & Coadjutoriæ in Archiepiſcopatibus hactenus recenſitis planè ceſſent.

X I V.

§. 1, 2 & 3. USUS fructus Cœnobii, & Præfecturam Linnæ, & Lobourg, Chriſtiano Withelmo Marchioni Brandenburgico antea adminiſtratori Archiepiſcopatûs Magdenburgici ad dies vitæ conceditur.

X V.

§. 1. AMNESTIA generalis Domui Haſſocaſſelanæ, ejuſque adhærentibus conceditur.

§. 2. Abbatia Hirſchfeldenſis ipſi ceditur.

§. 3. Dominum directum & utile in præfecturas Schamburg, Bukenburg, Saxenhagen & Stadhagen in Domum Haſſo Caſſelanam tranſfertur.

§. 4 & 12. 600000 thalesorum Domini Hasso Casselano solvantur.

§. 5 & 11. Ob sommam hanc transactam hypotheca in Civitatibus, reus in Archiepiscopatu Coloniensi, Coesfeld & Neuhaus, in Episcopatu Monasteriensi & Paderbonensi sitis, Hassiaticis datur, cum jure præsidia ibi alendi, donec satisfactum fuerit.

§. 13. Transactio inter domum, Hasso Casselanam & Darmstadinam de successione Marbugenti inita confirmatur.

§. 14. Transactio inter Landgravium Hasso Casselanum & Comitem Valdelluum facta confirmatur.

§. 15. Jus primo geniturae in Domo Hassiacâ Casselanâ & Darmstadinâ confirmatur.

X V I.

§. 1 & 6. HOSTILITATES post plene confectum instrumentum cessent & executio pacis per Directores & Præfectos Circulorum, aut per Commissarios ab Imperatore ad instantiam restituendam constitutos expediatur.

§. 7. Captivi dimittantur.

§. 12. Quinque myeyades imperialium Suecis pro exauctoratione militum à 7 sequentibus Circulis Imperii, Electorali Arhenano Saxonio superiori, Franconisco, Suevico, superiori Arhenano, Vestphalico & inferiori Saxonico solvantur.

§. 13 & 20. Solutâ illâ summâ, milites, ex locis hactenùs occupatis educantur, eique prestino Domino, salvo temen cujussibet loci jure restituantur; archiva, & documenta quoque restituantur.

XVII.

§. 1. RATIFICATIO pacis promittitur.

§. 2. Ea custodiatur, ut lex fundamentalis imperii.

§. 3 Nec ulla exceptio, aliudve remedium contra illam opponatur.

§. 4. Qui paci huic ullo modo, contra venerit, ipso jure & facto plenam fractæ Pacis incurrat.

§. 5. Pax hæc ab omnibus contrà quemcumque protegatur, & in causis posteà obortis amicabilis compositio adhibeatur.

§. 6. Eâ verò intra triennium effectumi non habente, arma contra violatores conjungantur, ejusque injuriæ vi repellantur.

§. 7. Via facti jus prosequi prohibetur, sub pæna fractæ pacis.

§. 8. Ad meliorem conservationem pacis Circuli redintegrentur.

§. 9. Transitus militum per aliena territoria innoxius suscipiatur.

§. 10 & 11. Pax sit universalis & ad utriusque partis Fæderatos extendatur.

§. 12. Subscriptio & subsignatio, instrumenti pacis.



SUMMARIA

INSTRUMENTI Pacis Monarteriensis.

ARTICULUS I.

§. 1. PAX sit christiana, universalis & perpetua, inter Cæsarem & Regem Galliæ, nec non inter omnes eorum fœderatos & adherentes.

I I I.

§. 1. CIRCULUS Bragundicus sit, maneatque membrum Imperii.

Statibus liberum sit huic illive Regno extra Imperii limites suppetias ferre.

I V.

§. 4. CONTROVERSIA Lotharingica componatur.

V.

§. 5. ARRESTUM mobilibus ad Principem Electorem Trevirensem

D v

ſpectantibus impoſitum, cum concordatis inter Electoratum Trevirenſem, & Ducatum Burgundiæ repugnet, tollatur.

§. 9. Caſtra Ehrenbreiſtein & Hameoſtein, imperata in manus Domini Electoris Trevirenſis, ejuſdemque Capituli Metropolitani tradet.

§. 31. Rex Chriſtianiſſimus reſtituat Duci Evurtenbergico civitates & fortalitia, Hohentiviel, Scoreudorff & Tubingen.

§. 32. Principes Vurſembergici-Lineæ Montpelgardenſis reſtituantur in omnes ſuas ditiones, in Alſatia & ubicumque ſitas, & nominatim in duo feuda Burgundica, Clerval & Paſſavant.

X I.

§. 70. SUPREMUM Dominium, jura ſuperioritatis, aliaque omnia in Epiſcopatus Metenſem, Tullenſem & Virodumenſem, urbeſque cognomine, eorumque Epiſcopatuum diſtrictus & nominatim Moyenvicum, eo modo quo hactenus ad Romanum ſpectabant Imperium in

posterum ad Coronam Galliæ spectent, eique incorporentur in perpetuum & irrevocabiliter, reservato tamen jure Metropolitano ad Archiepiscopatum Trevirensem pertinente.

§. 71. Restituatur in possessionem Episcopatûs Virodunensis, Dominus Franciscus Lotharingiæ Dux, tanquam legitimus Episcopus.

§. 72. Imperator & Imperium transferunt in Regem Galliæ jus directi dominii, súperioritatis & quadcumque aliud, quod sibi, & sacro Romano Imperio hactenùs in pignarolum competebat.

§. 73. Imperator pro se, totâque Serenissima Domo Austriacâ, itemque imperium cedunt omnibus juribus, proprietatibus, dominiis ac possessionibus & jurisdictionibus, quæ hactenùs sibi imperio & familiæ Austriacæ competebant in oppidum Brisacum, Landgraviatum superioris & inferioris Alsatiæ, sunt goviam, præfecturamque provincialem decem Civitatum Imperialium, in Alsatiâ sitarum, silicet Haguenau, Colmar, Schelestat, Weissemburg, Landau, Oberhuheim, Orosheim,

Munſter in valle Sancti Gregorii; Kaiſerberg, Turingheim, omneſque pagos, & alia quæcumque jura à dictâ præfecturâ dependentia, eaque in Regnum Galliarum transferunt.

§. 74. Itemque dictus Landgraviatus uteriuſque Alſatiæ & Suntgoviæ, tum etiam Præfectura provincialis in dictas decem Civitates, & loca dependentia, itemque omnes Vaſſali Landſaſitii, ſubditi homines, oppida, caſtra, villæ, arces, ſilvæ, foreſtæ, auri, argenti, aliorumque mineralium fodinæ, flumina, clivi, parcua, omniaque jura Regalia, & appertinentia, abſque ullâ reſervatione cum omnimodâ juriſdictione, & ſuperioritate, ſupremoque dominio, à modò in perpetuum ad Coronam Galliæ pertineant.

§. 75. Rex obligatus ſit in eis omnibus & ſingulis locis Catholicam conſervare Religionem, omnes quæ durante hoc bello novitates irrepſerunt removere.

§. 76. Chriſtianiſſimæ Majeſtati, ejuſque in Regno ſucceſſoribus, perpetuum jus ſit tenendi præſidium in Caſtro Philipsburg.

§. 77. Rex tamen præter protectionem, præsidium & transitum in dictum Castrum Phylipsburg, nihil ulterius pretendat, sed ipsa proprietas, omnimoda jurisdictio, & quidquid omnino, antiquitùs ibidem, & in totius Episcopatus Spirensis & etiamque illi incorporatarum districta, Episcopo & Capitulo Spirensi competebat, eisdem in posterum salva permaneant.

§. 79. Ad majorem supra dictarum cessionum & alienationum validitatem, Imperator, & Imperium derogant omnibus & singulis prædecessorum Imperatorum sacrique Romani Imperii decretis, constitutionibus, & consuetudinibus, nominatimque capitulationi Cæsaræ, quatenus alienatio omnimoda bonorum, & jurium Imperii prohibetur.

§. 82. Magistratus & incolæ Civitatis tabernarum neutralitatem servent, pateatque illic regio militi quoties postulatum fuerit tutus liberque transitus. Nullæ ad Rhenum munitiones in citeriori ripa extrui poterunt Basilea usque Phi-

lipsburgum, neque ullo molimine deflecti, aut interverti fluminis cursûs ab unâ alterâve parte.

§. 83. Quod ad æs alienum attinet, quo Camera Emisheimiana gravata est, Dominus Archiduce Ferdinandus Carolus recipiat in se tertiam omnium debitorum partem sine distinctione, sive chirographariâ, sive hypothecaria sint, dummodò utraque sint in formâ authenticâ, vel specialem hypothecam habeant, vel, si nullam habeant, in libellis rationariis receptorum ad Cameram emisheimianam respondentium usque ad finem anni 1632 agnita.

§. 84. Quæ verò debita Collegii ordinum ex singulari per Austriacos Principes cum ipsis in dictis provincialibus inita conventione attributa, aut ab ipsis ordinibus, communi nomine contracta sunt, debet inter eos qui in conditionem regis veniunt, atque illos qui sub dominio domûs Austriacæ remanent iniri conveniens distributio.

XII.

§. 85. Rex Christianissimus resti-

tuit domui Austriacæ quatuor Civitates Sylvestres Rheinfelden, Sekingen, Lauffenbourg, Waltshutum, cum omnibus appertinentiis iis, & ultra Rhenum itemque Comitatum Haivenstein, Sylvam nigram, totamque superiorem & inferiorem Brisgoiam, ad sublime territorii jus, patrimoniumque Domûs Austriacæ antiquitus spectantes, totam item Ortnaviam, cum civitatibus imperialibus Offemburk, Gengenback & Hammersbak quatenùs scillicet Profecturæ Ortuaviensi obnoxiæ sunt. Libera sint in universam inter utriusque Reni ripæ, & provinciarum utriusque adjacenticam incolas, commercia & commeatus; in primis verò libera sit navigatio, sola inspectione quæ ad visitandas merces fieri consuerit exceptâ, nec etiam liceat nova & insolita vectigalia, pedagia, passagia, datia, aut alias que modi exactiones ad Rhenum imponere.

§. 86. Omnes Vassali, subditi, cives, incolæ quicumque eis & ultrà Rhenum Domui Austriacæ, sicut etiam illi qui immediate

imperio ſubjecti erant, vel alios Imperii ordines ut ſuperiores recognoſcunt, bonis ſuis immobilibus, & ſtabilibus ſive corporalia ſivè incorporalia ſint, villis, caſtris, oppidis, fundis poſſeſſionibus reſtitui debent citrà ullam exceptionem meliorationum, expenſarum compenſationum, & citrà reſtitutionem mobilium ac ſe moventium & fructuum perceptorum.

§. 87. Teneatur Rex Galliæ, non ſolum Epiſcopos Argentinenſem & Baliſcenſem cum Civitate Argentinenſi, ſed etiam reliquos per utramque Alſatiam Romano Imperio immediate ſubjectos Ordines, Abbates Murbacenſem & Luderenſem, Abbatiſſam Andlavienſem, Monaſterium, in Valle St. Gregorii, Benedictini Ordinis, Palatinos de Lutzelſteim, Comites & Barones de Hanau Flekenſteim, Obenſteim, totiuſque inferioris Alſatiæ nobilitatem, item prædictas decem Civitates Imperiales, quæ Præfecturam hagenoenſem agnoſcunt in ea libertate, & poſſeſſione immedietatis erga Imperium Romanum quâ hac-

tenùs gavisæ sunt relinquere ; ita ut nullam ulterius in eos regiam superioritatem prœtendere possit, sed iis juribus contentus maneat, quæcumque ad Domum Austriacam spectabant, & per hunc, pacificationis tractatum Coronæ Galliæ ceduntur, Ita tamen, ut præsenti hâc declaratione nihil detractum intelligatur de eo omni supremi Dominii Jure quod suprà concessum est.

§. 88. Rex Galliæ Domino Archiduci Ferdinando-Carolo solvi curabit tres milliones librarum teronensium annis proxime sequentibus ; scillicet 1649, 1650 & 1651 in Festo S. Johannis-Baptistæ.

§. 89. Rex Gallìæ teneatur in se recipere duas tertias debitorum Cameræ Enris Heimianæ.

90. Rex Galliæ curet Præfato Domino Archiduci restitui omnia, & singula litteraria documenta, quæ terras eidem restituendas concernunt.

§. 91. Quadsi talia documenta sint publica, quæ cessas etiam terras pro indiviso concernunt, de his Archiduci exempla authentica, quoties cumque requiserit, edentur.

XIII.

§. 92. TRACTATUS Ehraric 6 Aprillis, anno 1631, cum ſubſecuta ſuper eodem Ducatu Montisferrati executione firmus in perpetuum manebit, excepto tamen Pinarolo, ac pertinentiis inter ſuam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, ac dominum Ducem Sabaudiæ definitis.

§. 94. Quadraginta & nonaginta quatuor aureorum millia, quæ Ludovicus XIII in exonus Domini Ducis Sabaudiæ ſe Domino Duci Mantuæ ſoluturum ſpopondit, Chriſtianiſſima Majeſtas præſenti parataque pecunia dicto Domino Duci Mantuæ muneram faciet.

§. 95. Cæſarea Majeſtas concedat Domino Duci Sabaudiæ, unâ cum inveſtiturâ antiquorum feudorum, inveſtituram quoque Montisferrati, cum appartinentiis, vigore prædicti tractatûs Cherarcenſis, ſicuti quoque feudorum novelli Montisferrati, Simy, Monchery & Caſtelleti cum appertinentiis, juxta tenorem inſtrumenti acquiſitionis à Duce Vic-

tore Amadeo factæ sub 13 Octobris anni 1634, cum confirmatione omnium Privilegiorum quæ Sabaudiæ Ducibus hactenùs inducta fuerunt.

§. 96. Dux Sabaudiæ & successores ejus nulla tenus à Cæsareâ Majestate turbentur in jure superioritatis quod habent in feudis Roscheverani, Olmi & Carolæ, cum appertinentiis quæ à Romano Imperio nulla ratione dependent.

X I V.

§. 97. CÆSAREA Majestas restitui faciat Comitibus Cacherani feudum Rocha arati cum appartinentiis.

Declaret Imperator in investitura Ducatus Mantuæ comprehendi castra Reggioli & Luzaræ, cum suis territoriis & dependentiis, quorum possessionem Dux Guastallæ Duci Mantuæ restituere teneatur, reservatis tamen eidem juribus pro 6000 scrutatorum annuorum quæ pretendit.

X V.

§. 106. NEC prædicatum Landgravii Alsatiæ Imperatori attributum

Regi Galliæ ullum præjudicium afferat.

X V I I.

§. 117. Sub præsenti Pacis Tractatu comprehenditur Republica Veneta, uti Mediatrix hujus tractatus.

§. 120. Acta sunt hoc Monasterii Westpholorum, die vigesimâ quartâ mensis Octobris anni millesimi, sexcentessimi quadragesimi octavi.



SUMMARIA

TRACTATUS Pacis 30 Januarii 1648; Monaſterii Weſtphalorum, inter Philipum Regem Hiſpaniarum, & Ordines generales - Fœderatorum-Belgii Provinciarum.

CONCLUSIO.

POST longum bellum quo regna & regiones, tam Regi Hiſpaniarum quam Ordinibus Generalibus Fæderatarum Belgii Provinciarum ſubjectæ oppreſſæ fuerunt, prædicti Domini Philipus Quartus Rex Hiſpaniæ, & Ordines Generales unitarum Belgii Provinciarum in urbe Monaſterienſi Weſtpaliæ concluſerunt ſequentes articulos.

I.

DICTUS Dominus Rex agnoſcit dictos Dominos Ordines Generales,

unitarum Provinciarum Belgicarum, & Provincias ipsas respective, cum omnibus sibi associatis ditionibus, urbibus & terris appartinentibus, liberos & supremos Ordines Provincias, ac terras, in quas, vel earum ve, associatas ditiones, urbes, ac terras prædictas dictus Dominus Rex nec nunc, nec posthac pro se ipso, suis successoribus & posteritate unquam quicquam prætendat.

I I I.

UNUSQUISQUE fruatur ditionibus urbibus, locis, terris, ac dominiis quæ in præsentiarum tenet consequenta, totus majoratus silvæ ducencis, ut & omnia dominia ab eadem urbe & majoratu silvæ ducenci, urbe, & Marchionatu Bergolzomensi, urbe & Baronatu Bredano, urbe trajectinâ ad Mosam ejusque jurisdictione, ut & comitatu Vronhorio, urbe graviâ & ditione Cinthiâ, Hulstâ, & Baillivatu Hulstæ, & Ambactâ Hulstensi, ut & Ambachtâ Axeliâ, cum fortatitiis, quæ profati Domini ordines nunc tenent

in ditione varia, & omnes alias urbes & locos quos vel quas dicti Domini Ordines possident in Brabantiâ Flandriâ & alibi, maneant penes prædictas Dominos Ordines in omnibus & iisdem juribus æque ac possident Provincias unitarum Provinciarum. Quod attinet tres tractus transmozanos, nempè Fackenburgum, Dalhemum & Rhodiam Ducis, maneant in statu in quo nunc sunt, & in casu controversiæ super iidem remittantur ad decisionem cameræ dispartitæ.

V.

NAVIGATIO & commercia in orientali & occidentali Indiis conserventur juxtà privilegia in eum finem jam data, vel deinceps danda; comprehendanturque sub eodem tractatu omnes potestates, nationes & gentes, cum quibus prædicti Domini Ordines, aut Indiarum orientalis ac occidentalis Societates eorum nomine intra limites privilegiorum suorum sunt in amicitiâ & fædere.

Et alte memorati Domini Rex & Ordines maneant unusquisque res-

pectivè, in possessione dominorum, urbium castellorum, commerciorum & terrarum in orientali & occidentali Indiis, ut & in Brazilia, item in oris maritimis Asiæ, Affricæ & Americæ respectivè, uti & qualia iidem Rex, & Ordines respectivè habent: comprehensis sub iisdem locis quæ à Lusitanis ab anno 1641 Dominis Ordinibus surrepta sunt, aut ea loca quæ à posthac absque infractione hujus tractatus acquirent. Porro conventum ut Hispani continuent suas navigationes tali modo ut adhuc in Indiâ orientali habent & utuntur; ita ut ulterius eas non extendant, sicut vice-versa incolæ unitarium Provinciarum abstineant à frequentatione, locorum, castellorum, in Indiâ orientali Hispaniæ subditorum.

V I.

Et quantum ad Indiam occidentalem, subditi & incolæ Regnorum, Provinciarum & terrarum prædictorum Dominorum Regis & Ordinum respectivè abstineant à navigatione? & commerciis portuum, & locorum

rum quæ fortalitiis, habitaculis vel castellis possidentur, aliorumque omnium ab unâ vel altera parte possessorum.

VIII.

SUBDITI & incolæ prænominatorum dominorum Regis, & ordinum comerciâ exercentes in terris alter utrius non teneantur solvere plus juris & impositionum, quam proprii respectivè eorum subditi.

X.

SUBDITI prædictorum Dominorum, Regis & Ordinum reciproce fruantur in terris alter utrius antiquâ à teloniis libertate cujus in possessione pacatâ fuerunt ante belli initium.

XIII.

SAL album coctum proveniens ex unitis Belgii Provinciis in terram prædictæ suæ Majestatis, illic recipiatur & admittatur, nec plus oneretur quam sal crudum & crassum : vice-

versâ, ſal ex terris prædictæ ſuæ Majeſtatis proveniens, in unitis Provinciis admittatur & diſtrahatur ſine onere majore, quam quod ſali prædictorum Dominorum Ordinum eſt impoſitum.

X V I.

CIVITATES Hanſeaticæ, quoad navigationem & commercia in terris Hiſpanicis fruantur iiſdem juribus, quæ in preſenti tractatu ſunt conventa, aut poſthac convenientur in favorem ſubditorum, & incolarum Provinciarum unitarum; & vice-verſa, prædicti ſubditi & incolæ unitarum Provinciarum fruantur omnibus juribus, tam quoad conſtituendos conſules in capitalibus, & maritimis civitatibus Hiſpaniæ & alibi, ubi opus fuerit, quam pro mercatoribus, eodemque modo quo prædictæ Civitates Hanſeaticæ ante hac aquiſiverunt, aut in poſterum acquirent.

X V I I.

SUBDITI & incolæ terrarum præ-

dictorum Dominorum Ordinum gaudeant quoque eâdem ſecuritate & libertate in terris prædicti Domini Regis, quæ inducta eſt incolis Regis Magnæ Britanniæ, per noviſſimum Pacis tractatum.

XVIII.

MEMORATUS Dominus Rex curam neceſſariam adhibeat, ut honeſta deſtinentur loca ſepeliendis corporibus eorum quibus à parte prædictorum Dominorum Ordinum in terris prædicti Domini Regis mori contigerit.

XIX.

SUBDITI & incolæ terrarum memorati Domini Regis, in terras prædictorum Dominorum Ordinum, ubi in terras ſuas Majeſtatis venerint.

XX.

MERCATORES, magiſtri navium, naucleri ſocii navales, eorumque naves, merces, alienave bona ad eos pertinentia, ne ullo modo ar-

reſtentur; ſub quo tamen non intelli gantur arreſta juſtitiæ ex cauſa proprii debiti.

XXI.

COMMITTANTUR ab utraque parte Judices æquali numero, in forma Cameræ diſpartitæ, qui reſideans in convenientibus Belgii locis, idque per vices alternas, modo ſub unius, modo ſub alterius juriſdictione, qui ſecundum formulam certam ab utraque parte ea fine ſtatuendam videant, & agnoſcant, tractationem incolarum prædictarum Belgii Provinciarum, onerumque & impoſitionum quæ ab alterutra parte à commerciis exigentur & quodſi dicti Judices invenerint in eo excedi, exceſſum reparent, ac moderentur: porro etiam dicti Judices examinent lites ex inexecutione tractatus orituras, ut & contraventiones ejuſdem, ſi quæ in futurum provenerint, tam in hinc, quam aliis longe diſſitis terris, regnis, Provinciis & inſulis in Europâ, & ſuper iis ſummarie pronuntient; ſententiæ autem executioni mandentur per ordinariam juſtitiam loci

in quo contraventio evenerit intra ſex menſium tempus.

XXIII.

ADVENIRE, intrare, aut manere in portubus, finibus, plagis, aut ſtationibus terrarum alter utrius partis, cum bellicis navibus & militibus, eo numere qui ſuſpicium creare poſſit ſine concenſu ſubquo dicti portus, fines, plagæ, ſtationes que ſunt, non ſit licitum, niſi tempeſtate, vel alia neceſſitate ad evitanda maris pericula cogantur.

XXIV.

QUORUM bona belli confiſcata fuerint, ii vel eorum hæredes, actionem ve habentes iis fruantur bonis, & poſſeſſionem eorum adeant, nec opus habeant recurrere ad juſtitiam : bona reſtituta aut adhuc reſtituenda proprietariis liberum ſit vendere, abſque ullâ particularis conſenſus impetratione.

XXV.

QUOD etiam locum habeat ad

commodum heredem defuncti Domini Principis Guilielmi Auriaci (Orange.)

XLIII.

QUANTUM ad bona ecclesiastica, collegia, aliosque pios locos in unitis provinciis sitæ quæ erunt membra, ecclesiarum, beneficiorum & collegiorum prædicto Domino Regi subjectorum, quidquid antè conclusionem præsentis tractatûs non fuerit venditum iis reddatur; sed quoad ea quæ ante tempus illum vendita fuerint, reditus pretii annuus iis solvatur ad rationem denarii de sedecim unius à Provincia quæ ea vendiderit; ita assignatur ut securi sint: similiter fiat observetur que à parte præmemorati Domini Regis.

XLIX.

PRÆDICTUS Dominus Rex cedat omnibus prætensionibus de urbe Gravia, terrâ Cuykiâ vel ab iis dependentibus, antiquo etiam Baronatu Brabantiæ, antehac Domino

Principi defuncta oppignorato, cujus pignoris redemptio cessa in commodum defuncti Domini Principis Mauritii fuit in Decembri anno 1611 à Dominis Ordinibus Generalibus uniti Belgii, virtute cujus cessionis præsens Dominus, Princeps ejusque hæredes plena proprietate prædictæ urbis hactenus, cum appartinentiis & dependentibus fruantur.

L.

CEDAT item Dominus Rex Hispaniæ, juribus de urbe, comitatu & dominio, Lingæ, item de urbe, & dominiis, Bevergeerdæ & Clopenbergi, ut in perpetuum maneant penes prædictum Dominum Principem Auriacum ejusque hæredes.

LII.

SUPERIOR Tractus Gueldriæ permittetur aliquo equivalente; & si de eo mutuo non possit conveniri, remittatur ad Camæram dispartitam, ut intra sex à rato habito tractatu menses decidatur.

L I I I.

PRÆDICTUS Dominus Rex obliget ſe ad procurandam confirmationem neutralitatis, nomine ſuæ Cæſareæ Majeſtatis & Imperii, cum prædictis Dominis Ordinibus.

L I V.

MOBILIA confiſcata, fructus que elapſi ante concluſionem præſentis Tractatûs, reſtitutioni ſubjecta non ſunt.

L V I.

TEMPUS quod cucurrit durante bello, ab anno 1567, uſque ad initium duo decennalium induciarum, ut & quod cucurrit poſt finitas dictas inducias, uſque ad concluſionem hujus tractatus, ne computetur in cujus quam detrimentum.

L V I I I.

NOVA fortalitia in Belgio nec ab unâ, nec ab alterâ parte ex-

truantur; nec novi canales, aut ſoſſæ, per quas alter alterum arcere aut ſiſtere queat, fodiantur.

LXI.

OMNES exhæredationes & diſpoſitiones in odium belli factæ pro non factis habeantur.

LXII.

SUBDITI & incolæ terrarum dictorum Dominorum Regis & Ordinum, ſunto capaces ad ſuccedendum alter utri, tam ex teſtamento, quam ab inteſtato.

LXVII.

LIMITES in Flandriâ & alibi diſponantur.

LXIX.

OMNIA regiſtra, tabulæ publicæ & cauſæ proceſſuum aliquot Unitarum Provinciarum, ditionum aſſociatarum, aut privatas incolas earum

concernentia, quæque, in locis dicto Domino Regi subjectis extant, tradantur iis qui à parte dictarum Provinciarum respective erunt deputati ad ea exigenda, similiter à parte dictorum Dominorum Ordinum fiat in usum provinciarum, urbium & privatorum dicto Domino Regi subjectorum.

LXXII.

In hoc Tractatu Pacis, ii qui ante ratificationem extraditionem, vel post eam intra tres menses ab una vel altera parte nominabuntur, includantur à Dominis Ordinibus, nominantur Princeps Landgravius Hasso Casselensis, Comes Oostfrisiæ, Civitates Hanseaticæ & specialiter, Lubena, Brema & Hamburgum.



TRAITÉ

De Marine, conclu à la Haye le 17 Octobre 1650, entre Philippe IV, Roi d'Espagne, & les Provinces-Unies.

ARTICLE I.

Lès Habitans dès Provinces-Unies pourront naviger & trafiquer dans tous lès Pays qui ſont en paix ou neutralité avec l'Etat dès Provinces-Unies.

I I.

Et ne pourront être troublés dans cètte libèrté, à l'occaſion dès hoſtilités qui ſe rencontrent entre ledit Seigneur Roi & lès ſuſdits Pays, qui ſeront en amitié ou neutralité avec lèſdits Seigneurs Etats dès Provinces-Unies.

V.

Aux Pays étant en amitié ou

neutralité avec lèſdites Provinces-Unies, bien qu'elles ſe trouvent en guèrre avec ledit Seigneur Roi, n'y pourront être portées marchandiſes de contrebande.

V I.

MARCHANDISES de contrebande ſeront toutes armes à feu & aſſortiment d'icelles; eſt encore prohibé le tranſport dès gens de guèrre, de chevaux, de harnachemens, baudriers & aſſortimens façonnés à l'uſage de la guerre.

V I I.

SOUS ledit nom de marchandiſes défendues ne ſeront compris le froment-bled, ſel, vin, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture, ſauf aux Places aſſiégées ou inveſties.

V I I I.

LES navires, avec les marchandiſes dès Habitans dèſdites Provinces-

Unies, étant entrés en quèlque hâvre dudit Seigneur Roi, & voulant delà paſſer à ceux dèſdits ennemis ſeront obligés de produire aux Officiers du hâvre d'Eſpagne leurs paſſe-ports, contenant la ſpécification de la charge de leurs navires, avec déclaration du lieu où ils ſeront deſtinés.

I X.

S'ILS ſont rencontrés en pleine mer par lès navires dudit Seigneur Roi, lèſdits navires, demeurant éloignés de la portée du canon, pourront envoyer lès chaloupes à bord du navire dès Habitans dès Provinces-Unies, & faire entrer en icelui deux ou trois hommes auxquèls ſeront montrés lès paſſe-ports.

X I I.

AU cas que, dans lèſdits vaiſſeaux dès Sujèts dès Provinces-Unies, ſe trouvent quèlques marchandiſes de contrebande, èlles ſeront déchargées & confiſquées pardevant lès Juges compétens, ſans que pour cela le

navire ou autres biens retrouvés au même navire puiſſent être confiſqués.

XIII.

Tout ce qui ſe trouvera chargé par lèſdits Habitans dès Provinces-Unies en un navire dès ennemis dudit Seigneur Roi ſera confiſqué.

XIV.

Mais ſera libre tout ce qui ſera dans lès navires appartenans aux Sujèts dèſdits Seigneurs Etats, encore que la charge fût aux ennemis dudit Seigneur Roi, ſauf lès marchandiſes de contrebande.

XV.

La réciprocité ſera en tout, de part & d'autre, au cas que ledit Seigneur Roi eût amitié & neutralité avec aucuns Etats qui vinſſent à être ennemis dèſdites Provinces-Unies.

TRAITÉ DE PAIX

ENTRE lès Cantons Suisses Catholiques & Protèstans ; fait à Bades le 7 Mars 1656.

NOTUM sit, postquam inter Civitates Tigurum, ac Bernam ex unâ, quinque item Cantones Helvetiæ, Lucernam, Uraniam, Suitiam, Sylvaniam superiorem & inferiorem ex altera parte, dissidium est exortum, quod tandem in apertum bellum erupit, singulari curâ Civitatum Basileæ, Friburgi, Solodusi, ac Scaphuriæ, Legati dictum dissidium hunc modum composuerint.

Principio statutum, ut dehinc in fœderatâ Helvetiâ omnis hostillitas cesset, ut in ejus locum pax æterna & fraterna amicitia secundum tenorem firmatorum jurejurando fæderum Helvetiorum succedat, ac propterea omnibus, acerbis explorationibus, forte exprobationibus, convitiis mordacibus religionis negotium cum

primis concernentibus quibus hactenus odia oborta ſunt, omnibus cujus cumque ſtatûs & conditionis ſint, ſeverè interdictum ſit.

I I.

Utrique parti liberum ſit, ſumptus bellicos petere, ac opera arbitrorum uti.

I I I.

Utraque pars exercitus ſuas dimmittas; munitiones exorto bello extractæ demoliantur; turgoia, ejuſque regimen priſtino ſtatui reddatur.

I V.

Dehinc omnes Helvetiæ Cantones & quilibet, ſigillatim in propriis territoriis, ſuam religionem, ſuperioritatemque ſartam retineat; in Provinciis autem communibus cuilibet liberum religionis ſuæ exercitium ſine ullo impedimento permaneat.

V.

Hujusve, illiusve Cantonis cives, ac subditi, si emigrare, & in alterius Cantonis diversam religionem profitentis ditione sedem figere cupiant, uterque Canto suam consuetudinem retineat.

Actum Badæ-Aergogæ $\frac{29}{7}$ Febri/Mart. anni 1656.



SUMMARIA

PRÆCIPUORUM ARTICULORUM

CONVENTIONIS inter Joannem Cazimirum Regem & Rempublicam Poloniæ ab unâ, & Fredericum Vichelmum Electorem Brandeburgicum ab alterâ parte ; die 19 Septembris anni 1657, Velaviæ Borussorum initæ.

ARTICULUS V.

DUCATUM Prussiæ iis finibus circumscriptum quibus Serenissimus Elector olim jure feudi ante hoc bellum exortum possidebat ; ipse deinceps & descendentes ejusdem masculi ex thoro ejus legitimè procreati, indeque descendentes omnes, donec quisquam supersit descendentibus masculis, sua Serenitas Electoralis, jure supremi dominii, cum summâ, atque absolutâ potestate

ſibi habebunt, poſſidebunt, regentque, abſque omnibus ante hac præſtitis oneribus.

VI.

Quamquam vero Sereniſſimus Elector, ejuſque deſcendentes omnes maſculi omni pronus vaſſalagii nexii quo hactenus Regi & Reipublicæ Poloniæ obſtrictia fuerunt, iiſque omnibus quæ inde dependent liberentur : non tamen perpetua feudi alienatio inde ſequetur, ſed, deficientibus maſculis ex præmemoratâ linea Electorali deſcendentibus, Sereniſſimis Regibus & Reipublicæ Poloniæ jus ſuum integrum, in præfatum Ducatum à Republica Poloniæ non avelletur, quæ tamen reſervatio interim, ante caſum exiſtentem, jure ſupremi domini Serenitatis ſuæ Electoralis, ejuſque deſcendentium nullo modo præjudiciabit : promittit etiam ſua Regia majeſtas, tam pro ſe quam pro ſucceſſoribus ſuis, ſe in caſu non exiſtentium deſcendentium ſpecialem habituros rationem agnatorum Serenitatis ſuæ Elec-

toralis, nimirum Domus Culmbacensis & Onolsbacensis & officia collaturos apud regni comitia, ut casu caducitatis existente, etiam illi aliis præferantur & ad successionem præfati Ducatûs admittantur, sub iisdem feudi conditionibus & obligationibus, quibus ante hac Serenissimus Elector, ejusque antecessores illum vigore investituræ possederunt, &c.



SUMMARIA

Tractatus Pacis inter Regiam Majestatem Sueciæ, & Regiam Majestatem Daniæ, die 26 Februarii, anno 1658, initi Roschildæ.

Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Ludovicus XIV Galliarum ac Navarræ Rex Christianissimus, Serenissimus Dominus Protector Angliæ, Scotiæ & Hyberniæ, mediatores, industriam tamdiu Impenderunt, donec in certa quædam puncta consensum fuerit, quæ nunc Roschildæ in solemniorem quamdam formam redacta sic se habent.

I.

Sit inter utrumque Regem & eorum successores, regna, subditos & incolas Sueciæ & Daniæ, ac Norvegiæ perpetua Pax.

I I.

TOLLANTUR omnes Confederationes cum aliis Regibus, Statibus, ac rebus publicis, in alter utrius partis detrimentum ſancitæ; ſicut etiam in poſterum una pars contra aliam nulla fædera feriat, nec alter utrius hoſtibus auxilium mittat.

I I I.

PROMISIMUS nos numquam conceſſuros ut peregrina quædam claſſis inimica per fretum Ore-ſundinum, aut Balthicum, in mare Balthicum tranſeat.

I V.

OMNES naves S. R. M. Sueciæ ejuſque ſubditorum, cum mercibus cujus cumque generis, non ſolum in Oreſundâ & freto Baltico, ab omnimodis vectigalibus, viſitationibus, ac oneribus immunes, ſed & nulla tenus obſtrictæ eſſe debeant, ut ſecum habent certificationes quaſdam

de mercibus impositis, si tantummodo, in R. M. Daniæ telonio Helsingoræ & Neoburgi legitimas suas salvi passus nautici litteras exhibeant : verum cum bonis istis, atque mercibus, quosquidam ad S. R. M. ejusdemque successorum subditos pertinent, sed peregrinis navibus imposita sunt juxta tenorem pactorum Bromsebroencium observetur ; in eum quidem sensum, ut si tandummodò legitimas suas certificationes ostenderint, tum sine impedimento, aut vectigalium exactione, per oresundum, ac fretùm Balthicum, ultrò citroque libere transire possint, ac bona Suedica peregrinis navibus imposita quæ legitimas certificationes suas ostendere nequeunt, vectigali in freto Oresundico, ac Balthico obnoxia sint.

V.

S. R. M. Daniæ consensit pro se, suis successoribus Daniæ & Norvegiæ Regibus, ac Regnis, ut S R. M. ejusdem successoribus, Sueciæ Regibus, ac Regnis ut S. R. M. ce-

dantur Provinciæ Halland Scannia, Blekingia, Boruholmia, unà cum omnibus ad dictas provincias pertinentibus urbibus, arcibus, insulis, Regalibus vectigalibus, reditibus, ac juribus.

V I.

SIMILITER ceditur S. R. Majestati, ac Regno Sueciæ, à Regia Majestate Daniæ Arx & Præfectura Bahus, ut & Domûs & Præfectura Truntheimensis, una cum omnibus urbibus, oppidis, arcibus & appartinentiis.

V I I.

CEDITUR itidem, S. R. M. ejusdemque successoribus ac Regno Sueciæ à S. R. M.^e omnis illa jurisdictio tam ecclesiastica, quam sæcularis, in quantum eamdem, habuit super bona quædam in principatu Rugiæ sita.

X I.

S. R. M. Sueciæ, omnes istæ Provinciæ, & loca quæ durante bello occupata sunt restituantur.

XII.

XXII.

Contra S. R. M. ejuſque ſucceſſores, ac Regna Sueciæ cedunt S. R. Majeſtati, Regnoque Daniæ, omnia fortalitia, inſulas, provincias, urbes, atque territoria quæ in hoc bello occupavit, quomodocumque nominari poſſunt, & in hac tranſactione per expreſſum excepta non ſunt.

XXIII.

Eodem modo cedit S. R. M. pro ſe ſuiſque ſucceſſoribus ac Regnis Sueciæ, omnia ſua jura & prætenſiones, quas S. R. M. ratione Ducatûs Bremencis habet, aut habere poteſt in comitatum Delmenhoul, & Dilhmaniam, transfertque illa, ſua jura, in S. R. Majeſtatem Daniæ, ejuſque ſucceſſores, & Duces è Domo Holſaticâ Regiæ & Gottorpienſis Lineæ : quodſi etiam S. R. Majeſtas Sueciæ, ratione dicti Ducatûs Bremencis, prætentionem quandam obtineret in bona quædam nobilium in Holſatiâ, eadem ſimul

F

vigore hujus tractatûs Regi Daniæ cedit.

X X I.

PRIORES transactiones & parta; videlicet Stelinensia, Siocredensia & Bromsebroensia quæ inter inclita Hæve Regna, olim inita sunt, valorem obtinebunt, nisi in quantum hic expressè immutato sunt.

X X I I.

S. R. Majestas Daniæ tenebitur secundum æquitatem satisfacere Serenissimo Principi Friderico, Sterivici, Holsatiæ, Gottorpiensi Duci, quæ deve utriusque partis, tam R. M. Daniæ quam sua celsitudinis Commissarii tractabunt.

X X V.

QUICUMQUE Reges, sive Respublicæ potestates & Principes Pace hâc comprehendi cupiunt, apud utrosque Reges id requirere debebunt.

XXVII.

HOCCE Pacta ab utriusque Regni Regibus, Carolo Gustavo Rege Sueciæ & Friderico III, Rege Daniæ, manuum subsciptione & sigillorum impressione confirmabuntur.

XXVIII.

CONCLUSUM quod ab utraque parte unus Regni Senator cum Secretario circa secundam diem Aprilis, Helsingoræ convenient, & hujus tractatus ratificationem utriusque partis subscripsione, & sigillorum impressione roboratam modo prædicto secum afferent, invicemque permutabunt.



SOMMAIRE

DU TRAITÉ DE PAIX,

ENTRE LES COURONNES DE FRANCE ET D'ESPAGNE,

CONCLU par Monſeigneur le Cardinal Mazarin & le Seigneur Dom Louis Mendes de Haro, Plénipotentiaires de Leurs Majèſtés Très-Chrétiènne & Catholique, en l'Iſle dite des Faiſans, en la rivière de Bidaſſoa, aux confins dès Pyrénées, le 7 Novembre 1659.

ARTICLE III.

POUR éviter que lès différends qui pourroient naître à l'avenir entre aucuns Princes ou Potentats alliés dèſdits Seigneurs Rois ne puiſſent altérer la bonne intèlligence de Leurs Majèſtés, il a été convenu qu'arrivant ci après quèlque différend entre leurs Alliés; qui peut lès porter à

une rupture ouvèrte entr'eux, aucun dèsdits Seigneurs Rois n'attaquera l'Allié de l'autre, sans que, avant toutes choses, ledit Seigneur Roi, n'ait Traité en la Cour de l'autre sur le sujèt dudit différend jusqu'à ce que, par le jugement des deux Rois, si leurs Alliés s'en veulent remettre à leur décision ou par leur entremise, ils aient pu accorder ledit différend à l'amiable; après quoi si l'autorité des deux Rois & leur entremise n'ont pu produire l'accommodement, chacun dèsdits Seigneurs Rois pourra assister son Allié de ses forces; sans que, pour raison de ce, l'on viènne à aucune rupture entre Leurs Majestés; comme pareillement toutefois que quèlque Prince ou Etat allié de l'un dèsdits Seigneurs Rois se trouvera attaqué par lès forces de l'autre Roi en ce qu'il possédera lors de la signature du présent Traité, ou en ce qu'il devra posséder en exécution de celui-ci, il sera loisible à l'autre Roi d'assister le Prince ou l'Etat attaqué; & en cas qu'il arrivât que l'un dès deux Seigneurs Rois fût le premier

attaqué en ce qu'il poſſède préſentement, ou doit poſſéder en vertu du préſent Traité, par quèlque autre Prince ou Etat que ce ſoit, l'autre Roi ne pourra joindre ſès forces audit Prince ou Etat agrèſſeur, quoique d'ailleurs il fût ſon Allié.

V I.

Les Villes & Sujèts dès Etats appartenans au Roi Très-Chrétien jouiront dès mêmes priviléges dans le Royaume d'Eſpagne & autres Etats appartenans au Roi Catholique dont lès Anglois ont eu droit de jouir par lès dèrniers Traités faits entre lès deux Couronnes d'Eſpagne & d'Anglétèrre. Le même traitement ſera fait dans toute l'étenduë de l'obéiſſance dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, à touts lès Sujèts dudit Seigneur Roi Catholique.

X X I V.

Pour mieux aſſurer le commerce entre lès Sujèts dèſdits Seigneur Rois, il a été convenu, qu'arrivant

ci-après quèlque rupture entre lès deux Couronnes, il ſera toujours donné ſix mois de temps aux Sujèts de part & d'autre, pour retirer & tranſporter leurs effèts & perſonnes où bon leur ſemblera.

XXVI.

LESDITS Seigneurs Rois pourront établir, pour la commodité de leurs Sujèts trafiquans dans lès Etats de l'un & de l'autre, dès Conſuls de la nation de leurſdits Sujèts, lèſquèls jouiront dès droits qui leur appartiènnent par leur emploi; l'établiſſement en ſera fait au lieu où, de commun conſentement il ſera jugé néceſſaire.

XXVII.

IL ne pourra ci-après être donné dès Lèttre de marque & de repréſailles par l'un dèſdits Seigneurs Rois au préjudice dès Sujèts de l'autre, ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifèſte, déni de juſtice, duquèl & dès ſommations qui en

auroient été faites, ceux qui pourſuivront lèſdites Lèttres ſeront obligés de faire apparoir.

XXVIII.

Tous lès Sujèts d'un côté & d'autre, tant Eccléſiaſtiques que Séculiers, ſeront établis en leurs biens, honneurs & dignités, en la jouiſſance dès bénéfices dont ils étoient pourvus avant la guèrre; ſans pouvoir toutefois rien demander des fruits perçus, dès le ſaiſiſſemens dèſdits biens immeubles, rentes & bénéfices, juſqu'au jour de la publication du préſent Traité.

XXXIII.

Afin que cètte paix ſoit d'autant plus fèrme, lèſdits deux principaux Miniſtres, Cardinal-Duc, & Marquis-Comte-Duc, en vertu du pouvoir, ont arrêté le mariage du Roi Très-Chrétien avec la Séréniſſime Infante Dame Marie-Thérèſe, fille aînée du Roi Catholique, & ce même jour, date dès préſentes, ont

fait un Traité particulier, lequèl & capitulation de mariage ſont de même force que le préſent Traité de paix, comme en étant la partie principale.

XXXV.

Le Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera ſaiſi de tous Bailliages & Châtellenies du Comté d'Artois, à la réſèrve d'Aire & de Saint-Omer.

XXXVI.

Dans le Comté de Flandre, dès Places de Gravelines, dès Forts Philippe, l'Ecluſe, Hammeim, Bourgbourg & ſa Châtellenie, & de Saint-Venant & leurs appartenances.

XXXVII.

Danl la Comté de Hainault, dès Places de Landrecy & du Queſnoy, & de leurs appartenances.

XXXVIII.

Dans le Duché de Luxembourg

de Thionville, Montmédy & Damvilliers & leurs appartenances, de la Prévôté d'Ivoye, de Chavanney & de Marville.

XXXIX.

Sa Majèſté Très-Chrétiènne, rendant à Sa Majèſté Catholique lès Places de Baſſée, de Berg-Saint-Vinox & ſa Châtèllenie, & Fort Royal, avec leurs appartenances, Sa Majèſté Catholique fera mèttre entre lès mains de Sa Majèſté Très-Chrétiènne lès Places de Mariembourg & de Philippeville & leurs appartenances.

X L.

Sa Majèſté Catholique s'oblige de remèttre entre lès mains de Sa Majèſté Très-Chrètiènne la Ville d'Avennes avec ſès appartenances; & d'autant que l'on a ſu que dans ladite Place la Juriſdiction, lès rentes & autres profits appartiènnent au Prince de Chimay, il a été déclaré que tout ce que lès fortifications de ladite Place enſèrrent demeurera

à Sa Majèſté Très-Chrétiènne, lui étant ſeulement réſèrvé, tout ce qui lui a appartenu hors de la Ville, dans lès Villages, plats Pays & bois, dèſdites dépendances d'Avennes, bien entendu auſſi que la Souveraineté en appartiendra à Sa Majèſté Très-Chrétiènne, ledit Seigneur Roi Catholique s'étant chargé de dédommager ledit Prince de Chimay.

XLI.

LESDITES Places demeureront audit Seigneur Roi Très-Chrétien & à ſes ſuccèſſeurs irrévocablement & avec lès mêmes droits de ſouveraineté, propriété, droits de régale, patronage, gardienneté, juriſdiction, nomination & prérogatives qui ont ci-devant appartenu audit Seigneur Roi Catholique.

XLII.

COMME lès monts Pyrénées qui avoient anciènnement diviſé lès Gaules dès Eſpagnes, feront auſſi dorénavant la diviſion dès deux Royaumes, il a été convenu que

le Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera en la possèssion de toute la Comté & Viguerie de Roussillon, & de la Comté & Vigueries de Conflans; & demeureront au Seigneur Roi Catholique la Comté & Viguerie de Cèrdana, & tout le Principal de Catalogne; bien entendu que s'il se trouve quèlques lieux de la Comté & Viguerie de Conflans seulement, & non de Roussillon, qui soient dans lès monts Pyrénées du côté d'Espagne, ils demeureront aussi à Sa Majèsté Catholique, comme pareillement, s'il se trouve quèlque lieux de la Comté & Viguerie de Cèrdana seulement & non de Catalogne, qui soient dans lèsdits monts Pyrénées, du côté de France, ils demeureront à Sa Majèsté Très-Chrétiènne; pour convenir de ladite division seront députés dès Commissaires de part & d'autre.

XLIII.

TOUTE la Comté & Viguerie de Roussillon, Comté & Viguerie de Conflans, à la résèrve dès lieux

qui se trouveront être dans lès monts Pyrénées, du côté d'Espagne; comme aussi la partie de la Comté de Cerdana qui se trouvera être dans les monts Pyrénnées du côté de France, appartenances & annèxes, avec tous lès hommes, Vassaux, Sujèts, Bourgs, Villages, Hameaux, Forêts, Rivièrres, Plats-Pays, & autres choses quèlconques qui en dépendent, demeureront à toujours incorporés à la Couronne de France, pour en jouir par ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, ses hoirs & succèsseurs & ayant causes, avec lès mêmes Droits de Souveraineté, Propriété, Droit de Régale, Patronage, Jurisdiction, Nomination, Prérogatives, & Prééminences sur lès Evêchés, Eglises Cathédrales, & autres Abbayes, Prieuries, Dignités, Cures, ou autre quèlconque Bénéfice, sans que Sa Majesté Très-Chrétiènne, puisse être à l'avenir troublée ni inquiètée par quèlconque voie que ce soit, de droit ou de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses succès-

ſeurs, ou par qui que ce ſoit; nonobſtant toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Conſtitutions, & Conventions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par ſerment, en éxcluant à pèrpétuité toutes éxcèptions, nommément cèlles que l'on voulût ou pût prétendre à l'avenir, que la ſéparation de ladite Comté de Rouſſillon, Viguerie de Conflans, & partie de la Comté de Cerdana en la manière ſuſdite fût contre lès conſtitutions du principal de Catalogne; & que par tant, ladite ſéparation n'a pu être réſolue ſans le conſentement éxprès de tous lès Peuples aſſemblés en Etats généraux; déclare ledit Seigneur Roi Catholique que lèſdits hommes, Vaſſaux, Sujèts de ladite Comté de Rouſſillon, Viguerie de Conflans, & partie de la Comté de Cerdana ſoient quittes dès foi, hommages, ſèrvices, & ſèrments de fidélité, qu'ils pourroient, tous & chacun d'eux, lui avoir dû, & à ſès prédécèſſeurs Rois Catholiques.

XLIV.

Ledit Seigneur Roi Catholique rentrera dans la possèssion du Comté de Charolois, pour en jouir lui & sès succèsseurs, & le tenir sous la souveraineté du Roi Très-Chrétien, comme il le tenoit avant la présente guèrre.

XLV.

Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, rèstituera audit Seigneur Roi Catholique dans lès Pays-Bas, Ypres, Oudernade, Dixmande, Furnes, avec lès Postes fortifiés, de la Fintelle, & de la Quénogue, Merville-sur-Lys, Menin & Commines; comme aussi Sa Majèsté Très-Chrétiènne, remèttra entre lès mains de Sa Majèsté Catholique, lès Places de Berg-saint-Vinox, & son Fort-Royal, & cèlles de la Bassée, en échange de cèlles de Marienbour & de Philipeville, comme il a été dit ci-dessus, à l'article XXXIX.

XLVI.

Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien rèſtituera en Italie audit Seigneur Roi Catholique, lès Places de Valence ſur-le-Pô, & de Mortane, leurs Appartenances & Annèxes.

XLVII.

Dans la Comté de Bourgogne, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien rèſtituera audit Seigneur Roi Catholique lès Places, & Forts de Saint-Amour, Bleterans & Joux, & leurs Appartenances, & tous lès autres Poſtes fortifiés, ou qui ne le ſoient pas, que lès armes de Sa Majèſté Très-Crétiènne avoient occupé dans ledit Comté de Bourgogne, ſans y rien réſèrver.

XLVIII.

Du côté d'Eſpagne, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, rèſtituera audit Seigneur Roi Catholique lès Places & Fort de Rozes, Fort de

la Trinité, cap de Zuer, le ſeau d'Urgel Toxen, le château de la Chaſtide, la ville & place de Baga, la Ville & Place de Ripſol, & la Comté de Cerdana, dans lequèl ſont Belves, Puicerda, Caſal, & le château de Cerdana, en l'état qu'ils ſe trouveront à préſent, avec toutes lès appartenances & annèxes.

XLIX

LEDIT Seigneur Roi Catholique rèſtituera audit Seigneur Roi Très-Chrétien, les Villes & Places de Rocroy, le Caſtellet & Linchamp, avec leurs appartenances & annèxes.

L.

LA rèſtitution rèſpective déſdites Places ſe ſera de bonne foi, ſans y rien démolir.

LIII.

SADITE Majèſté Catholique, ni ſès ſuccèſſeurs Rois, en aucun temps, ne pourront faire aucunes fortifications nouvelles, entre Aveſ-

nes, Philipeville & Marienbourg, par le moyen dèſquèlles fortifications lèſdites Places vinſſent à être coupées d'avec la France, ou leur communication entre èlles embaraſſée.

L I V.

Tous lès Papiers, Lèttres & Documents concèrnants lès Pays, qui doivent demeurer audit Seigneur Roi Très-Chrétien ſeront délivrés dans trois mois.

L V.

Tous lès Catalans & autres Habitans de ladite Province, pourront rentrer en la poſſèſſion de tous leurs biens, honneurs, privilèges, droits & libèrtés, ſans pouvoir être rechèrchés pour raiſon de tout ce qui s'eſt paſſé depuis la naiſſance de la préſente guèrre ; & à ces fins, Sa Majèſté Catholique fera publier, ſès Déclarations d'abolition & de pardon.

L V I.

Lès ſuccèſſions teſtamentaires,

ou autres, quèlques Donations entre-vifs, ou autres dès Habitans de Catalogne, & du Comté de Roussillon réciproquement lès uns aux autres, leur demeureront pèrmises.

LVII.

Lès Prélats, & autres pourvûs pendant la guèrre de Bénéfices Ecclésiastiques demeurant dans lès tèrres de l'une dès parties, jouiront dès fruits dèsdits Bénéfices qui se trouveront être dans l'étendue dès Tèrres de l'autre partie.

LX.

Sa Majèsté Très-Chrétiènne, souhaitant de voir le Royaume de Portugal jouir du même repos, qu'acquèrront tant d'autres Etats Chrétiens par le présent Traité, auroit proposé à cètte fin bon nombre de partis qu'èlle jugeoit pouvoir être de la satisfaction de Sa Majèsté Catholique, ce que Sa Majèsté Catholique n'ayant pas voulu accèpter, auroit seulement offert

qu'èlle consentiroit à remèttre lès choses dudit Royaume de Portugal au même Etat; qu'èlles étoient avant le changement qui y arriva au mois de Décembre 1640.

Il a été finalement convenu qu'il sera accordé à Sa Majèsté Très-Chrétiènne trois mois, pendant lèsquels èlle puisse envoyer audit Royaume de Portugal, pour tâcher d'y disposer lès choses ensorte que Sa Majèsté Catholique en demeure satisfaite, après lèsquèls trois mois expirés, si lès soins de Sadite Majèsté Très-Chrétiènne, n'ont pu produire l'èffèt qu'on se propose, Sadite Majèsté s'oblige de ne donner audit Royaume de Portugal aucune aide publique ni secrètte, dirèctement ou indirèctement, d'hommes, d'armes, munitions, vivres, vaisseaux, ni argent sous aucun prétèxte que ce soit; comme aussi de ne permèttre, qu'il se fasse dès levées en aucun endroit de son Royaume, & de sès Etats, ni d'accorder le passage à aucuns qui pourroient venir d'autres Etats au secours dudit Royaume de Portugal.

L X I.

Sa Majèſté Catholique renonce, tant en ſon nom, que de ſès hoirs, ſuccèſſeurs & ayans cauſe, à tous lès droits qu'èlle peut ou pourroit ci-après avoir ſur la haute & baſſe Alſace, le Sundgau, le Comté de Fèrrètte, Briſſac & ſès dépendances, & ſur tous lès Pays, Places & droits qui ont été délaiſſés & cédés à Sa Majèſté Très-Chrétiènne par le Traité fait à Munſter le 24 Octobre 1648, Sa Majèſté Catholique approuvant pour l'effèt de ladite rénonciation le contenu audit Traité de Munſter, & non en aucune autre choſe, pour n'y avoir intèrvenu audit Traité ; moyennant laquèlle préſente rénonciation Sa Majèſté Très-Chrétiènne offre de ſatisfaire au paiement de trois millions de livres, qu'èlle eſt obligé par ledit Traité de payer à MM. lès Archiducs d'Inſpruck.

L X I I.

M. le Duc Charles de Lorraine,

ayant témoigné grand déplaiſir de la conduite qu'il a tenue a l'égard du Seigneur Roi Très-Chrétien, Sa Majèſté Très-Chrétiènne, en conſidération dès puiſſans offices de Sa Majèſté Catholique, ſans s'arrêter aux droits qui pourroient lui être acquis par divers Traités faits par le feu Roi ſon père, avec ledit ſieur Duc, après avoir fait préalablement démolir lès fortifications dès deux Villes de Nancy, qui ne pourront plus être refaites, remèttra ledit ſieur Duc Charles dans la poſſeſſèſſion du Duché de Lorraine, & même dès Villes Places & Pays qu'il a autrefois poſſédés dépendans dès Trois Evêchés, de Mètz, Toul Vèrdun, à la réſerve de Moyenvick, lequèl, quoique enclavè dans ledit Etat de Lorraine, appartenoit à l'Empire, & a été cédé à Sa Majèſlé Très-Chrétiènne par le Traité de Munſter.

LXIII.

En ſecond lieu, à la réſèrve de tout le Duché de Bar.

L X I V.

En troisième lieu, à la réserve du Comté de Clèrmont & dès Places, Prévôtés & Tèrres de Stenay, Dun & Jamès, avec lès tèrritoires qui en dépendent, lèsquèlles demeureront incorporés à la Couronne de France.

L X I X.

Ledit sieur Duc Charles donnera acte en bonne forme à Sa Majèsté Très-Chrétiènne, par lequèl il s'oblige, tant pour lui que pour tous sès succèsseurs Ducs de Lorraine, d'accorder en tout temps lès passages dans sès Etats, tant aux pèrsonnes qu'aux troupes que Sadite Majèsté & sès succèsseurs Rois de France voudront envoyer en Alsace ou à Brissac, Phylipsbourg, &c. & de faire fournir auxdites Troupes, dans lèsdits Etats, lès vivres, logemens & commodités nécèssaires, en payant par lèsdites Troupes leurs dépenses aux prix courans du Pays.

L X X.

Ledit sieur Duc Charles mèttra

entre lès mains de Sa Majéſté Très-Chrètiènne un acte en bonne forme, par lequèl ledit ſieur Duc s'oblige, pour lui & pour tous ſès ſuccèſſeurs, de faire fournir par lès Fèrmiers & Adminiſtrateurs dès Salines de Roſière, Château-Salins, Dième & Marſal, la quantité de minots ou muids de ſèl qui ſera nécèſſaire pour la fourniture de tous lès greniers qu'il ſera beſoin de remplir pour l'uſage dès Sujèts de Sa Majèſté dans lès Trois Evêchés Mètz, Toul & Vèrdun, Duché de Bar & Comté de Clèrmont, Stenay, Jamèts & Dun; & cela au même prix pour chaque Minot que ledit ſieur Duc Charles avoit accoutumé de fournir aux Greniers de l'Evêché de Mètz au temps de paix, pendant la dèrnière année que ledit ſieur Duc a été en poſſèſſion de tout ſon Etat, ſans qu'il puiſſe, ni ſès ſuccèſſeurs, augmenter le prix dèſdits minots ou muids de ſèl.

LXXI.

Et d'autant que depuis que le feu Roi

Roi Très-Chrétien a conquis la Lorraine par lès armes, grand nombre dès Sujèts de ce Duché ont sèrvi Leurs Majèſtés, il a été convenu que ledit ſieur Duc Charles ne leur en ſauroit aucun mauvais gré.

LXXII.

Il a été convenu en outre que ledit ſieur Duc ne pourra apporter aucun changement aux proviſions dès Bènéfices qui ont été donnés par lèſdits Seigneurs Rois.

LXXIII.

En outre a été arrêté que toutes procédures, Jugemens & Arrêts donnés par le Conſeil, Juges & autres Officiers de Sa Majèſté Très-Chrétiènne, durant le temps que lèſdits Etats ont été ſous l'obéiſſance dudit Seigneur Roi Très-Chétien & du feu Roi ſon père ſortiront leur entier effèt, & ne pourront être lèſdits Jugemens & Arrêts révoqués en doute : bien ſera loiſible aux Parties de ſe pourvoir par réviſion de la cauſe.

LXXV.

De plus eſt auſſi accordé que tous autres dons, grâces, rémiſſions & aliénations faites par ledit Seigneur Roi Très Chrétien & le feu Roi ſon père, durant ledit temps dès choſes qui leur ſont échues, ſoit par confiſcation, autre pourtant que de guèrre, pour avoir ſuivi ledit ſieur Duc, ou révèrſions de Fièf ou autrement, demeureront valables & ne ſe pourront révoquer.

LXXVI.

Comme auſſi ceux qui, pendant ledit temps, auroient été reçus à foi & hommage par lèſdits Seigneurs Rois, à cauſe d'aucuns Fièfs & Seigneuries mouvantes dès lieux poſſédés par lèſdits Seigneurs Rois audit Pays, & d'iceux auroient payé lès droits ſeigneuriaux ou en auroient obtenu don, ne pourront être inquiétés pour raiſon dèſdits droits & devoirs.

LXXVII.

En cas que ledit ſieur Duc Charles

de Lorraine ne veuille pas accèpter ce dont lès deux Seigneurs Rois ont convenu, pour ce qui regarde ſès intérêts, ou que l'ayant accèpté; il manquât à l'avenir à l'éxécution du préſent Traité, Sa Majèſté Très-Chrétiènne, au premier cas, ne ſera obligée à exécuter de ſa part aucun dès articles dudit Traité; comme auſſi, au ſecond cas, Sadite Majèſté s'eſt réſèrvée tous lès droits qu'èlle avoit acquis ſur ledit Etat de Lorraine par divers Traités faits entre le feu Roi ſon père & ledit ſieur Duc, pour pourſuivre lèſdits de manière qu'èlle vèrra bon être.

LXXVIII.

Sa Majèſté Catholique conſent que Sa Majèſté Très-Chrétiènne ne ſoit obligée au rétabliſſement ci-deſſus dit audit ſieur Duc Charles de Lorraine, qu'après que l'Empéreur aura approuvé par un acte authentique tous lès articles ſtipulés, à l'égard dudit Duc Charles de Lorraine; & s'oblige même Sa Majèſté Catholique de procurer auprès de

l'Empéreur la prompte éxpédition dudit acte ; comme aussi, en cas qu'il se trouve que dès Etats, Pays, Villes, Tèrres ou Seigneuries qui demeurent à Sa Majèsté Très-Chrétiènne en propre par le présent Traité, il y en eût qui fussent Fièfs de l'Empire, pour raison de quoi Sa Majèsté eût besoin & desirant d'en être invèstie, Sa Majèsté promèt de s'employer auprès de l'Empéreur pour faire accorder lèsdites invèstitures audit Seigneur Roi Très-Chrétien.

LXXIX.

M. Le Prince de Condé, ayant fait dire à M. le Cardinal Mazarin, Plénipotentiaire du Roi Très-Chrétien son Souverain Seigneur, pour le faire savoir à Sa Majèsté, qu'il a une éxtrême douleur, d'avoir depuis quèlques années tenu une conduite qui a été désagréable à Sa Majèsté, & qu'aussi-tôt qu'il en aura pu obtenir la pèrmission, il envèrra une pèrsonne éxprèsse audit Seigneur Roi, pour lui protèster la vérité de sès soumissions, &

donner à Sa Majèſté tèl acte, ou écrit ſigné de lui, qu'il plaira à Sa Majèſté pour aſſurance, qu'il renonce à toutes ligues, traités & aſſociations qu'il pourroit avoir faites par le paſſé avec ſa Majèſté Catholique, & qu'il ne prendra, ni recevra à l'avenir aucun établiſſement, penſion, ni bienfaits, d'aucun Roi ou Potentat Etranger, & enfin pour tous lès intérêts qu'il peut avoir, il lès remèt entiérement au bon plaiſir de Sa Majèſté, Sadite Majèſté a conſenti que ſès intérêts ſoient terminés, dans ce Traité.

LXXX.

PREMIEREMENT, que ledit ſieur Prince déſarmera toutes ſès Troupes, qui compoſent le Corps d'Armée qu'il a dans lès Pays-Bas.

LXXXI.

EN ſecond lieu, que ledit ſieur Prince envoyant une pèrſonne éxprèſſe à Sa Majèſté, donnera un acte ſigné de lui, par lequèl il ſe

ſoumèttra à l'éxécution de cequi a été arrêté entre lès deux Seigneurs Rois, pour le regard de ſa pèrſonne, & de ſès intérêts, & pour lès pèrſonnes & intérêts de ceux qui l'ont ſuivi ; & en conſéquence déclarera, qu'il ſe départ & renonce, à toutes ligues & traités d'aſſociation qu'il a pu faire avec Sa Majèſté Catholique, ou quèlconques autres Rois, Potentats, ou Princes étrangers avec promèſſe de ne prendre à l'avenir dèſdits Rois ou Potentats étrangers, aucunes penſions, ou bienfaits, qui l'obligent à avoir dépendance d'eux, ni aucun attachement à quèlque autre Roi, ou Potentat qu'à Sa Majèſté ſon Souverain Seigneur.

LXXXII.

En troiſiéme lieu, que ledit ſieur Prince remèttra entre lès mains de Sa Majèſté Très-Chrétiènne, lès Places de Rocroy, le Caſtelet, & Linchamp.

LXXXIII.

Moyennant l'éxécution de ce

que deſſus Sa Majèſté Très-Chrétiènne recevra ledit Prince en ſès bonnes grâces, lui pardonnera tout ce qu'il a entrepris contre ſon ſèrvice, trouvera bon qu'il reviènne en France, même où ſera la Cour de Sa Majèſté; enſuite de quoi, Sadite Majèſté, remèttra ledit ſieur Prince en la libre poſſèſſion de tous ſès biens, honneurs, dignités, privilèges de premier Prince du Sang, ſans néanmoins que ledit ſieur Prince puiſſe jamais rien prétendre pour le paſſé à la réſtitution dèſdits biens, non plus que pour raiſon de ce qu'il pouvoit prétendre lui être dû par Sa Majèſté avant ſa ſortie du Royaume, ni pour lès démolitions ou dommages faits par lès ordres de Sa Majèſté, ou autrement dans ſès biens.

LXXXIV.

MOYENNANT que le Seigneu Roi Catholique, au lieu de ce qu'il avoit intention de donner audit Prince pour dédommagement, tire la garniſon Eſpagnole qui eſt dans

la Ville, Place, & Citadèlle de Juliers, pour laiſſer ladite Place & Citadèlle à Monſieur le Duc de Neubourg; comme auſſi moyennant que Sadite Majèſté Catholique mettra entre lès mains de Sa Majèſté très-Chrétiènne, la Ville & Place d'Avennes, ſitués entre Sembre & Meuze, avec ſès appartenances & dépendances, pour être unie & incorporée à jamais à la Couronne de France, Sadite Majèſté Très-Chrétiènne donnera audit ſieur Prince le Gouvèrnement de la Province de Brèſſe, & de Bourgogne, comme auſſi lui donnera lès Gouvèrnemens particuliers, du Château de Dijon, & de la Ville de Saint Jean de Laune, & à Monſieur le Duc Danguien ſon fils, la charge de grand Maître de France, & de ſa Maiſon.

LXXXV.

SADITE Majèſté fera éxpédier ſès Lèttres-Patentes d'abolition de tout ce que ledit ſieur Prince, ſès parens, Sèrviteurs & Domèſtiques,

ſoit Eccléſiaſtiques ou Séculiers, peuvent avoir entrepris contre ſon ſèrvice.

LXXXVI.

APRÈS que ledit ſieur Prince aura ſatisfait de ſa part au contenu dans les trois articles LXXX, LXXXI, LXXXII; tous Duchés, Comtés, Tèrres, Sèigneuries, & Domaines, même ceux de Clèrmont, Stenay & Dun, comme il les avoit avant ſa ſortie de France, & celui de Jamets, auſſi en cas qu'il ait eu, enſemble tous ſes autres meubles & immeubles, lui ſeront reſtitués, & ſera ledit ſieur Prince, réintégré en la vraie poſſèſſion dès ſuſdits Duchés, Comtés, Tèrres, Seigneuries, & Domaines, avec tèls Droits autorités, & Juſtice, Chancèllerie, Cas Royaux, Greniers, préſentations & collâtions de Bénéfices, nomination d'Office, grâces & prééminences, dont lui & ſes prédécèſſeurs ont joui: bien entendu, qu'il laiſſera Bellegarde, & Montrond, en l'état qu'ils ſe trouvent à préſent. Toutes procédures, Ar-

rêts, même celui du Parlement de Paris, du 27 Mars 1654, Jugements, Sentences & autres Actes, qui déja auroient été faits contre ledit sieur Prince, tant en matière civile que criminèlle abolis.

LXXXVII.

QUANT aux parents, amis, serviteurs adhérans & Domèstiques dudit sieur Prince, soit Ecclésiastiques ou Séculiers, ils pourront en conséquence dès pardons & abolitions, ci-dessus marquées revenir en France, & seront rétablis comme lès autres Sujèts dès deux Seigneurs Rois, en la paisible possèssion, & jouissance de leurs biens, honneurs, & Dignités, à la résèrve dès Charges, Offices, & Gouvèrnements qu'ils possédoient avant leur sortie du Royaume, sans pouvoir néanmoins prétendre aucune rèstitution dès jouissances du passé, comme pareillement seront rétablis en leurs Droits, noms, raisons, actions, successions & héritages à eux survenus, ou aux enfans, &

veuves des défunts pendant leur abſence du Royaume ; comme auſſi leurs meubles délaiſſés leurs ſeront rèſtitués, s'ils ſe trouvent en nature.

LXXXVIII.

SA Majèſté Catholique promèt de faire ſortir de la Ville, Citadèlle ou Château de Juliers, la Garniſon Eſpagnole, M. le Duc de Neubourg mettant entre les mains de Sa Majèſté Catholique, un écrit en bonne forme, ſigné de Sa Majèſté Catholique, par lequèl il s'oblige de ne pouvoir vendre, aliéner, ni engager ladite Ville, Citadèlle, ou Château à aucuns, ni aucuns autres Princes, ni à pèrſonnes particulières, & qu'il n'y mettra, ni établira aucune Garniſon, que de ſès propres ſorces, comme auſſi d'accorder à Sadite Majèſté Catholique quand elle en aura beſoin, le paſſage de ſes troupes, ſoit par ladite Ville, ſoit par l'état de Juliers, Sa Majèſté payant la dépenſe dès paſſages dèſdites troupes.

LXXXIX.

IL a été convenu que lès réſèr-

vations contenues aux articles XXI & XXII du Traité de Vervins, auront leur plein & entier effèt; en conſéquence d'icèlles, qu'audit Seigneur Roi Très Chrétien de France & de Navarre, ſès Succèſſeurs, & ayant cauſes, ſont réſervés nonobſtant quèlque préſcription, tous lès Droits qu'il prétend lui appartenir à cauſe dèſdits Royaumes, Pays & Seigneuries, auxquels n'a été par lui, ou par ſes prédécèſſeurs éxprèſſément renoncé, pour en faire pourſuite par voie amiable de Juſtice, & non par lès armes.

X C.

SERONT auſſi réſèrvés audit Seigneur Roi d'Eſpagne, ſès Succèſſeurs & ayant cauſe, nonobſtant quèlque prèſcription dans tous lès Droits qu'il entend lui appartenir à cauſe dèſdits Royaumes, Pays & Seigneuries, auxquèls il n'auroit été par lui, ou par ſès Prédécèſſeurs Rois éxprèſſément renoncé, pour auſſi en faire pourſuite par voie amiable de Juſtice, & non par lès armes.

XCI.

IL a été arrêté, qu'il y aura cèssation de toutes sortes d'hostilités entre Sa Majèsté Catholique, & le sieur Duc de Savoye, leurs enfans & héritiers succèsseurs, états, & Seigneuries; rétablissement d'amitié, & bonne corrèspondance entre lès Sujèts de Sa Majèsté, & dudit sieur Duc, & seront lèsdits Sujèts rétablis dans la posséssion de tous les biens, droits, noms, raisons, pensions, actions, immunités qu'ils possèdoient dans les Etats l'un de l'autre, sans pouvoir néanmoins demander aucune rèstitution dès jouissances du passé.

XCII.

LEDIT Seigneur Roì Catholique rèstituera aussi audit sieur Duc de Savoie, la Ville, Place & Château de Verceil, sès appartenances & annèxes, aussi le lieu de Tencio, avec sès dépendances & annèxes.

XCIV.

LES Traités faits à Quérasque en

1601, ſur lès différends dès maiſons de Savoie, & de Mantoüe, ſeront éxécutés.

X C V.

COMME le différend qui reſte entre lèſdits ſieurs Ducs de Savoie, & de Mantoüe, ſur la dot de la feüe Princèſſe Marguerite de Savoie, Ayeule dudit ſieur Duc de Mantoüe n'a pu être accommodé, il a été arrêté que lèſdits ſieurs Ducs feront aſſembler leurs Commiſſaires en Italie dans trente jours après la ſignature de ce Traité; afin qu'avec l'intèrvention dès deux Seigneurs Rois, ils travaillent à l'ajuſtement de cètte affaire.

X C V I.

MONSIEUR le Duc de Modène vivra en bonne neutralité avec lès deux Couronnes de France & d'Eſpagne; & ſès ſujèts pourront avoir dans lès Etats de France & d'Eſpagne un Commèrce libre.

X C V I I.

SA Majèſté Catholique promèt

de faire dès Offices très-prèſſants auprès de l'Empéreur à ce qu'il ait agréable d'accorder audit ſieur Duc l'inveſtiture de Corrègio, comme l'avoient lès Princes dudit Corrègio.

X C I X.

LÈS deux Seigneurs Rois intèrpoſeront leurs Offices auprès de Notre Saint Père le Pape, juſqu'à ce qu'ils aient pû obtenir de Sa Sainteté qu'èlle ait pour agréable de faire tèrminer, par accord ou par Juſtice, le différend que ledit ſieur Duc de Modène a avec la Chambre Apoſtolique touchant la propriété dès Vallées de Cornachio.

C.

LÈSDITS Seigneurs Rois intèrpoſeront leurs Offices auprès de Notre Saint Père le Pape, en faveur de M. le Duc de Parme, à cequ'il ait la faculté d'acquitter en divèrs intèrvalles de temps convenables, la dètte qu'il a contractée envèrs la Chambre Apoſtolique, &

que par ce moyen ; & avec l'engagement, ou l'aliénation dès parties de ſès Etats, de Caſtro & de Ronciglione, il puiſſe trouver l'argent qui lui eſt nécèſſaire pour ſe conſèrver la poſſèſſion du rèſte dèſdits Etats.

C I.

LEURS Majèſtés ont convenu d'envoyer leurs Ambaſſadeurs, pour ménager par leur entremiſe un bon accomodement tant de tous lès différends qui peuvent troubler le repos de l'Empire, que de ceux qui depuis quèlques années ont cauſé la guèrre dans lès autres parties du Nord.

C I I.

ET d'autant que l'on apprend, que nonobſtant l'accomodement qui fut fait il y a quèlques années dès diviſions ſurvenues alors entre lès Cantons dès ligues de Suiſſe, Catholiques & Protèſtans, il reſte encore ſous la cendre dès étincèlles de ce feu qui pourroient cauſer de

nouveaux troubles entre cès Peuples Alliés avec lès deux Couronnes, lès deux Seigneurs Rois ont jugé nécèssaire de s'appliquer à y procurer la concorde, & à faire que toutes choses y retournent à la paix, & à la fratèrnité avec laquèlle lèsdits Cantons avoient accoutumé de vivre par le passé.

C I I I.

LÈS différends survenus au Pays dès Grisons sur le fait de la Valteline, ayant divèrses fois obligé lès deux Rois, & plusieurs autres Princes de prendre lès armes, il sera convenu amiablement entre lès deux Couronnes de tous lès intérêts qu'èlles peuvent avoir en cètte affaire.

C I V.

MONSIEUR le Prince de Monaco sera remis en la paisible possèssion de tous lès biens, Droits & revenus qui lui appartiènnent, & dont il jouissoit avant la guèrre dans le Royaume de Naples, Duché de

de Milan, & autres de l'obéiſſance de Sa Majèſtè Catholique, avec libérté de lès aliéner, ſans qu'il puiſſe être troublé en la jouiſſance d'iceux, pour s'être mis ſous la protèction de la Couronne de France.

C V I I I.

Le Traité fait à Vervins, l'an 1598, èſt de nouveau confirmé en tout ce à quoi il n'eſt point dérogé par ce préſent Traité

C X.

Lès Commiſſaires travailleront à régler lès limites dans les Pays-Bas; & en cas qu'on ne puiſſe s'accorder, il ſera convenu d'arbitres, & lès Jugemens qui ſeront rendus par lèſdits Arbitres ſeront exécutés.

C X I I.

Outre Mèſſieurs lès Ducs de Savoie, de Modène, & le Prince de Monaco, lèſquèls, comme Alliés de France, ſont Principaux Con-

traċtants en ce Traité, en cètte Paix, & alliance de commun accord dèſdits Seigneurs Roi Très-Chrétien & Catholique, ſeront compris de la part de Sa Majèſté Très-Chrétiènne. Prémiérement Notre Saint Père le Pape le Saint Siége Apoſtolique ; Mèſſieurs lès Elèċteurs, & autres Princes de l'Empire, Alliés & confédérés avec ſa Majeſté, pour la manutention de la Paix de Munſter ; à ſavoir, Mèſſieurs lès trois Elèċteurs de Mayence, de Cologne, & Comte Palatin du Rhin, le Duc de Neubourg, lès Ducs Auguſtes Chriſtian, Louis & Georges-Guillaume de Brunſvich & de Lunèbourg, le Landgrave de Hèſſe-Caſſel, & le Landgrave de Hèſſe-Darmſtad, le Duc & Seigneurie de Veniſe, lès trèize Cantons dès Ligues Suiſſes, & leurs Alliés & Confédérés tous autres Rois, Princes, & Etats, Villes & pèrſonnes particulières, à qui Sa Majèſté Très-Chrétiènne accordera d'être compris en ce Traité, & lès nommera dans un an depuis la publication de la Paix.

C X X I I I.

De la part dudit Seigneur Roi Catholique ſera compris en ce Traité, Notre Saint Père le Pape, le Saint Siége Apoſtolique, l'Empéreur dès Romains, tous Archiducs d'Autriche, & tous lès Rois, Princes, Républiques, Etats & pèrſonnes particulières nommées en la paix faite à Vervins, auxquèls s'ajoutent maintenant lès Provinces unies dès Pays-Bas, & le Duc de Guaſtalle, commme auſſi tous lès autres, que l'on voudra nommer dans un an depuis la publication du Traité.

C X X I V.

Lesquels points & articles cideſſus énoncés lès Plénipotentiaires, ont promis, qu'ils feront par leurs Majèſtés, obſèrvés & accomplis, & de leur faire ratifier dans trente jours; en outre ont promis lèſdits Plénipotentiaires, que ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, le plû-

tôt qu'il se pourra, & en présence de tèlles pèrsonnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera solèmnèllement sur la Croix, Saints Evangiles, Canon de la Mèsse, sur son honneur, d'obsèrver pleinement & accomplir de bonne foi tout le contenu aux Articles du présent Traité, & le semblable sera aussi fait le plutôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roi Catholique; en présence de tèlle pèrsonne, ou pèrsonnes qu'il plaira audit Roi Très-Chrétien députer.

Fait dans l'Isle, appellée dès Faisans, située dans la rivièrre de Bidassoa, à demi lieue du bourg d'Andage, en la province de Guyenne, & autant d'Irum province de Guipuscoa, dans la maison bâtie dans ladite Isle pour le présent Traité, le sept Novembre, mil six cent cinquante-neuf.

Signé, le Cardinal MAZARIN.
DOM LOUIS MENDES DE HARO.

SUMMARIA

INSTRUMENTI PACIS,

INTER Sacram Regiam Majeſtatem Regnumque Sueciæ ab unâ, Sacram & Regiam Majeſtatem, & Rempublicam Poloniæ, ejuſque fœderatos; S. Cæſaream Majeſtatem, & Sereniſſimam Electorem Brandenburgicum ab altera parte, anno 1660, die 23 Aprilis 13 Mai concluſæ, & die 30 Aprilis, 10 Mai.

SUBSCRIPTÆ.

POSTQUAM à multis annis bella inter Sereniſſimos Reges, Regnaque Sueciæ & Poloniæ orta, & interdum induciis, præcipue vero ſexennatibus, anno 1629, deinde viginti ſexennalibus, anno 1635, ſopita fuerint; ac deinde inter Carolum Guſtavum Regem Suecorum, &

Joannem Casimirum Regem Polonicæ, deventum sit ad bellum quod & Leolpodum Electum Romanorum Imperatorem, nec non Fridericum Vilhelmum, Marchionem Brandeburgicum, involvit, tandem opera Ludovici XIV, Galliarum, & Navarræ Regis, olivæ Tractatus Pacis inchoatus est; & licet in ejus ferè decursu promemoratus Serenissimus Rex Sueciæ decesserit; tractatus tamen hic renovatis à Carolo Suecorum Rege Plenipotentiariorum tabulis continuatus est, ac tandem in mutuas Pacis leges convenerunt.

I.

Sit Pax perpetua inter Carolum Suecorum Regem, atque Joannem Casimirum Regem Polonicæ, Confederatos in primis Leopoldum Electorem Rom. Imp. ac Fridericum Wilhesmum, Marchionem Brandeburgensem ab alterâ parte.

§. 1. Sit utrique Amnestia.

3. Civitatibus Prussiæ Regalis quæ in possessionem Sacræ Regiæ Majes-

tatis Regnique Sueciæ hoc bello fuerunt, manebunt itidem omnia jura, libertates & privilegia: quibus sive in ecclesiasticis, sive in profanis positæ sunt, salvo libero, uti ante hoc bellum viguit in prædictis Civitatibus, Catholicæ & Evangelicæ Religionis exercitio, earumque territoria, magistratus, communitates, cives, incolas, & subditos Sacra Majestas Polonia, eâdem quâ olim clementiâ prosequatur.

I I I.

Joannes Casimirus Rex Poloniæ, pro se ac hæredibus posterisque suis: in perpetuum renuntiat omnibus prætensionibus, in Regnum Sueciæ, & Magnum Principatum Finlandiæ, & alias ipsi subjectas provincias, nec non in bona avita in Regno Sueciæ sita; Rex Poloniæ ad dies vitæ utetur integris titulis, & sigillis, insignibusque Regni Sueciæ in Poloniâ; & ad omnes Principes, status, privatosque extrà Sueciam; dictis vero titulis, & insignibus non utetur ad Reges Regnumque

rumque Sueciæ, sed observabitur ab utrinque receptus hactenus modus abbreviandorum titulorum, & cæterationibus.

I V.

§. 1. REX Ordinesque Regni Poloniæ, Magnique Ducatus Lithuaniæ, in perpetuum cedunt Regi, Regnoque Sueciæ, omnem illam Livoniam transdunanam, quam Sueciæ hactenus per tempus induciarum tenuit: ut & partes eis dunanas, & insulem Russen, in mari sitam, quas peridem tempus induciarum Suecia tenuit, nec non quidquid juris Regibus, & Reipublicæ Poloniæ in Esthoniam, & Osiliam (*l'isle d'Oestel*) hactenus competere poterat, cum omnibus suis pertinentiis, nec non juribus, eis dunam autem Reges, Regnumque Sueciæ non ulterius quam hactenùs fines suæ possessionis in Curlandiâ, aut Semi-Galliâ promoveant.

§. 2. Quod Religionem Catholicam ejusque exercitium in Livoniâ Suedicæ possessionis attinet, omnes

illi religionis addictis conſcientiâ liberâ religione, devotioneque ſuâ domi privati utantur.

V.

§. 1. PARS Livoniæ, eaque auſtralis quæ ante hæc bella, & temporibus induciarum ſubditione fuit Regni Poloniæ, magnique Lithuanus Ducatus, nempè Duneburgum, Roſitem, Luzen, Marienhuſem remanent in poſſeſſionem Regnum, Regnique Poloniæ, nec Sereniſſimi Reges, Regnumque Sueciæ, in iſtam partem Livoniæ, ut ab alterâ diverſam, neque in Ducatus Curlandiæ, Semi-Galliæque, & diſtrictum Piltenſem ullum unquam jus prætendent; cum vero magnus Dux Moſcoviæ, non modo dictam Livoniam Polonicam, ſed etiam partem Sueciæ occupatam armis nunc teneat, ideo conventum eſt, ut ſi Regnum Sueciæ, aliquid ex Livoniâ Polonicâ, armis, tractatibus, aut aliter receperit, teneatur totum id Poloniæ gratuito reſtituere, & viciſſim ſi Reſpublica Polonæ aliquid ex Li-

voniâ Suecicâ, à Moſchis, armis, tractatibus aut aliter receperit, teneatur totum id Sueciæ gratuito reſtituere.

§. 2. Titulis & inſignibus Livoniæ, tam Regia Majeſtas Poloniæ, ejuſque ſucceſſores, quam Regia Majeſtas Sueciæ ejuſque ſucceſſores, ſub titulo Ducatûs promiſcue utantur.

§. 4. Subditi fugitivi magni Ducatûs Lithuaniæ, Samogitiæ, Livoniæ, Poloniæ, Curlandiæ & Semi-Galliæ, quicumque in Livonia Suecica reperti fuerint, ſuis Dominis reddentur; quod etiam vice verſa obſervabitur, ſi qui ſubditi fugitivi, Livoniæ Suceicæ in magno Ducatu Lithuaniæ, Livoniâ-Polonicâ, & Curlandiâ Semi-Galliâque reperti fuerint, ſi qui etiam abducti ſunt reddantur ſuis Dominis.

V I.

Illustrissimus in Livoniâ, Curlandiæ & Semi-Galliæ Dux, cum Sereniſſimâ Conjuge, Prolecue ſuâ Ducali, ac totâ familiâ & aulâ,

Rigam ſiſtetur, inde ad fines Semi-Galliæ reducetur, omniaque ſua ſuorumque mobilia non diſtracta. Litteraria documenta extradentur, & Mitaviam reportabuntur; ante liberationem autem ſuam reverſalium Diplomate caveat de non offendendo, aut vindicando contra Sacram Regiam Majeſtatem, Regnumque Sueciæ, ſalva fidelitate Regibus, Regnoque Poloniæ & Magno Ducatu Lithuaniæ debita.

VII.

§. 1. REX Regnumque Sueciæ reſtituit Regi & Reipublicæ Polonicæ Marieburgum, Elbingamque cum ſuis fortalitiis, reliquaque in Pruſſia loca, quæ Suecicis Præſidiis tenentur Bauzum etiam & reliqua quæ ſint in Suecorum poteſtate loca in Curlandiâ, præſidiis Suedicis evacuabuntur.

IX.

RESTITUENTUR quoque à parte Suecorum omnia archiva, acta publica, nec nonc bibliotheca regia quæ ex Regno Poloniæ, magnoque

Ducatu Lithuaniæ avecta, quorum copia haberi poteſt.

X V.

§. 1. SIT liberum commerciorum exercitium, liberaque defluitatio mercium per fluvium Dunam, & Bulderaviam.

§. 3. Civitas quoque Gedanenſis, & aliæ Pruſſiæ Civitates, in Regno Sueciæ ſubjectis Provinciis aliis gaudeant ea libertate commerciorum & vectigalium, qua gaviſæ ſunt ante hoc noviſſimum bellum.

X X I I.

§. 2. CÆSAREA Majeſtas loca omnia, quæ in Promeraniâ, & Megapoli occupata præſidiis ſuis inſidentur Regi ac Regno Sueciæ, ea verò quæ in Holſatiâ, & Ducatu Sleſvicenſi Duci Holſatiæ Gottorpienſi reſtituat cum bellico apparatu, nec non mobilibus archivis, pro ut inibi reperta ſunt.

§. 3. Quidquid circa res Imperii controverſiæ intercesſerit, juxta imperii & pacis Germaniæ leges componetur aut decidetur, & ſtabitur

ab utraque parte diſpoſitioni pactorum Oſnaburgenſium, & Conſtitutionibus Imperii.

X X V I.

ELECTOR Brandeburgicus loca omnia quæ in Pomeranica hocce bello occupata præſidiis ſuis inſidentur Regiæ Majeſtati, & Regno Sueciæ, ea vero quæ in Holſatiâ & Ducatu Sleſvicenſi Duci Holſatiæ Gottorpienſi reſtituet cum apparatu bellico, nec non mobilibus item archivis, pro ut tempore occupationis inibi reperta ſunt.

X X X I.

LICET controverſiæ quæ Regi, Regnoque Sueciæ, cum Rege Daniæ, intercedunt, hic commode decidi non potuerint, & in ipſa Daniâ cum ſpe ſucceſſus tractentur, nihil ominus conventum eſt ut Daniæ Rex, ejuſque Regna, & ditiones in hoc tractatu concluſo in Danicâ pace comprehendentur.

X X X V.

§. 1. SI contingat unam partem

ab alterâ, vel plures à pluribus bello contra hanc pacificationem impeti, aggreſſor ejuſdem beneficio excidat, & tum altera reliquæque paciſcentium partes parti læſæ ad ſummum intra duos menſes à requiſitione partis læſæ, eidem communibus armis aſſiſtere bellum tamdiu contra agreſſorem proſequi, donec pax communi omnium partium conſenſu reſtituta fuerit in vicem teneantur.

§. 2. Si vero contingat unam partem ab alterâ, vel plures à pluribus gravi aliquâ injuriâ, citra tamen vim annorum, vexari, commiſſio generalis omnium paciſcentium nomine inſtituatur ad læſi confiniâ intra ſpatium quatuor menſium, in quo inter deputatos utrinque Commiſſarios negotium diſcutiatur.

§. 3. Si vero Lædentem refractarium ad æqua quæ proponentur media deprehenderint, tum læſis licebit juſſuum armis proſequi.

XXXVI.

Cum autem tam Rex Sueciæ,

quam Rex, & Respublica Poloniæ, & Elector Brandeburgicus postularint, ut Ludovicus XIV Galliarum & Navarræ Rex, executionis illius inter eosdem fide jussores existeret, Sacra Majestas Christianissima, votis eorum annuens eodemque animo pacis hujus perpetuitatem exceptans quo eam procuravit pro se ac successoribus suis Regibus Galliæ, spondet se executione horum pactorum omni meliori modo, etiam armis, ubi amicabilis ratio & amicabilia media non processerint asserturum.



SUMMARIA

PACIFICATIONIS Septentrionalis nupera transactione Roschildensi fundatæ, & conclusæ inter Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ, & Regiam Majestatem Regnumque Daniæ die 27 Maii anno 1660.

QUANDOQUIDEM post nuper Roschildæ, die 26 Februarii 1658, inter inclita duo hocce septentrionalia Regna, conclusam pacem variæ controversiæ inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Fridericum III, Daniæ & Norvegiæ Regem, Regnumque Daniæ ab una; & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Carolum Gustavum, quandam Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem gloriosissimæ memoriæ Regnumque Sueciæ, ab alterâ parte denuo sub ortæ, inde non solùm inter memoratam S. R. Majestatem appertum

bellum incenſum, verum etiam ſub Sereniſſimo ejus filio nunc Regni gubernacula tenente; in hunc uſque diem continuatum ſit eâque de cauſâ Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps, ac Dominus Ludovicus XIV Galliarum ac Navarræ Rex, tum vero Sereniſſima Reſpublica Angliæ, ac Celſi Præpotentes Domini Ordines generales Fæderati Belgii, conſuetum duxerunt, omni poſſibili modo id agere ut bellum hoc tam late ſerpens ſopiretur, tandem nomine SS. RR. MM. eorumque ſucceſſorum, ac Regnorum Daniæ & Sueciæ conventum in hæc pacta.

I.

Sit utrinque inter Reges, & eorum ſucceſſores, Regnaque, perpetua, & nunquam revocanda pax.

I I I.

Omnes S. R. M. Sueciæ, ejuſdem ſubditorum, tam ipſius Sueciæ, quam ſubjacentium provinciarum naves, cum mercibus cujuſcumque generis,

non ſolum in Oreſundâ & freto Baltico ab omnibus vectigalibus inquiſitionibus liberæ, ſed & nullatenus obſtrictæ eſſe debeant, ut monſtrent certificationes quaſdam de mercibus impoſitis ; tantum modo S. A M. Daniæ telonio Helſingore, & Neoburgi legitimas ſuas ſalvi paſſus nautici litteras exhibeant cum bonis iſtis atque mercibus ; quæ quidem ad S. A. M. ejuſdemque ſucceſſorum ſubditos ſpectant, ſed peregrinis navibus impoſitæ ſunt, obſervetur, ut ſi tantum modo legitimas ſuas certificationes oſtenderint, tunc ſine impedimento, aut vectigalium impoſitione per Oreſundam ac fretum Balthicum tranſire poſſint, at bona Suedica pereginis navibus impoſita quæ legitimas certificationes ſuas oſtendere nequeunt, vectigalini freto Oreſundino, ac Baltico obnoxia ſint.

I V.

QUEMADMODUM per pacta Roſchildenſia Regno Sueciæ ceſſa eſt Arx, & Præfectura Bahucienſis, ut

H vi

& Scania, Blekingia, & Hallandia Provincia cum omnibus ejus appartinentiis, cum Huenâ Insula post modum quoque cessa, ita hisce plane confirmatur.

V.

Et siquidem ex revisum, ut quod conventionem de Insulâ Boruholmiâ attinet, separato recessui inseratur iste recessus, ejusdem sit vigoris, ac si verbo tenùs hic comprehensus esset.

V I.

Quandoquidem ignium nocturnorum, qui inter Schagam & Falsterboo instituti sunt, quidam in S. R. M. Daniæ ditionibus impensis S. R. M. Daniæ, quidam vero in ditionibus S. R. M. Sueciæ ejus impensis ali debent istorumque ignium nomine vectigalium quoddam à singulis navibus præter navigantibus ad S. R. M. Daniæ solvitur, conventum est quod in refusionem sumpturum, S. R. Majestas Daniæ adstricta erit annuatim expendere summam 3500 im-

perialium, cujus ſumma dimidium ſingulis ſemeſtribus S. R. M. Sueciæ Miniſtro Helſingoræ, vel Elſinburgi adnumerabitur.

VII.

CONVENTUM quoque eſt, ut quotieſcumque Suecicarum bellicarum navium una, pluresve fretum Oreſundinum tranſeunt, è regione arcis Cronenburgenſis teſſeram Suecicam tormentorum exploſione edant ac viciſſim Danicâ teſſerâ ab arce editâ honorentur, ſed & navium bellicarum Danicarum, una, vel plures per fretum tranſeuntes, itidem ante Helſinburgi arcenæ teſſeram Danicam tormentorum exploſione edent, & ſimiliter teſſerâ Suecicâ ab arce honorabuntur: ſin vero acciderit ut naves Danicæ Sueciæque ſibi occurrant, nulla ex iis tenebuntur velum velave ſupremi mali demittere; verum conſueta tantum teſſera ſalvabuntur ſe mutuò.

VIII.

QUANDOQUIDEM contingetalter-

utrum Regnun copias militares, navesque armatas, ex Oceano in Mare Balticum, vel inde in Oceanum transferre, conventum quod siquidem copiæ militares quæ excedunt 1200, naves vero bellicæ superent numemerum quinarium : tribus ad minimum hebdomadibus utrinque id præcedenti notificatione, & quidem à S. R. M. Sueciæ vero Helsingoræ, aut Neoburgi significandum sit.

I X.

CEDITUR itidem à S. R. M. ejus successoribus; Regnoque Daniæ, S. R. Majestati ejusque successoribus, ac Regno Sueciæ, omnis jurisdictio super bona quædam in Principatu Rugiæ sita.

X V.

S. R. Majestati, ejusque successoribus & Regno Daniæ, S. R. Majestas, ejusque successores, & Regna Sueciæ cedunt omnia illa jura, ac prætentiones quas S. R. Majestas habere potest in omnia fortalitia, insulas, urbes, quæ in hoc bello

occupavit, nominatim Inſelandiam Lalandiam, Falſtriam, & Mæniam, cum omnibus quæ in hâc tranſactione per expreſſum excepta non ſunt.

XVII.

CEDITUR S. R. M. Regnoque Daniæ & Coronæ, Domus & præfectura Drundhemenſis, una cum omnibus juribus & appartinentiis fœdere Roſechildenſi S. R. Majeſtati Sueciæ conceſſis, ut Regno Norveſgiæ rurſum in perpetuam proprietatem coaleſcat.

XVIII.

CEDIT S. R. Majeſtas pro ſe; ſuis ſucceſſoribus & Regno Sueciæ, omnia ſua jura, & prætenſiones, quas S. R. M. ratione Ducatus Bremenſis, quocumque alio modo titulo ve unquam habuit in Comitatum Delmenhorſt & Ditmaniam; transfertque illa ſua jura in S. R. Majeſtatem Daniæ ejus ſucceſſores & Duces è Domo Holſatiæ Regiæ, & Gottorpienſis Lineæ; quod ſi

etiam, S. R. M. Sueciæ, ratione Dicti Ducatûs Bremensis, prætensionem quandam obtineret, in bona quædam nobilium in Holsatiâ, cedit eadem simul.

XXVI.

PRIORES Transactiones, pacta videlicet Stetinentia, Sioredinensia, Bromsebroensia & Roschildensia, tertio articulo excepto, inter inclita hocce Regna olim inita, vigorem suum in omnibus articulis obtinebunt, nisi in quantum hic expressè immutata sunt.

XXIX.

PACE hac includuntur Imperator Romanus, Rex Poloniæ, & Elector Brandeburgicus, ita ut S. R. Maj. Regnumque Sueciæ nullam querat prætensionem adversus Imperatorem, Regnumque Poloniæ, ac Electorem Brandeburgicum propter auxilium contra Regnum Sueciæ, ejusque confœderatos præstitum.

XXX.

INCLUDITUR quoque huic pacificationi Dominus Antonius Guntherus Comes in Oldenburg, & Delmenhores, Dynasto in Jevem; & Kniphaussem, ejusque successores feudales, & allodiales, uti & Dominus Joannes Princeps Anhaltinus, Lineæ Sernestanæ, de Herbst, ratione Dynastiæ Jeverensis, & Dominus Comes Antonius ab Oldenbourg, nobilis Dominus in Varek, & Kniphaussen: cum suis dynastiis, dominiis, bonis ac juribus.

XXXI.

CONVENTUM prætera est, omnes Hanseaticas Civitates includi, ut gaudeant liberis commerciis in utroque Regno.

XXXIV.

AD majorem horum omnium securitatem, S. R. M. Christianissimi Galliarum Regis, ut & Serenissimæ

Reipublicæ Angliæ, & Celſorum, ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, reſpective ordinarii Legati, Commiſſarii, & Deputati Plenipotentiarii nomine ſuorum Dominorum Principalium promiſerunt, & guarantiâ tam generali omnium trium ſtatuum, ſimul quam ſpeciali ſingulorum ſtatuum ſeorſim obſtrinxerunt, ut actorum tranſactorum ſponſores, fide-juſſores, vindiceſque ſint Actum Haſniæ, die 27 Maii, anno 1660.



ARTICULI

EX INSTRUMENTO PACIS,

Inter Regiam Majestatem & Regnum Sueciæ ab una, & Czaris Russiæ Majestatem ab altera parte, die 21 Junii anno 1661, conclusæ Pleismundæ.

III.

Sua Czarea Majestas omnes in Livoniâ urbes & munita loca iterim reddat.

XI.

Habeant mercatores utriusque partis, in urbibus certas ædes mercuriales, in quibus quoque Religionis suæ Sacra facere queant; sic tamen ut nova Templa extruere ipsis permissum non sit, soli Russi vero Ædem illam Sacram quam ab antiquo revalii tenuerunt sibi servent.

XII.

Quod si contingat ut circa flumina unius alteriusve principum navigia naufragium faciant, naufragio integrum sit naves illas soluto modico servationis pretio avehere.



ARTICULI PACIS

INTER Alphonſum Regem Portugaliæ ab unâ, & Ordines Generales Provinciarum Belgii unitarum ab altera parte, Hagæ-Comitis, die 6 Auguſti anno 1661, initæ & ibidem die 14 Martis anno 1663 publicatæ.

I.

REX unà Portugaliæ cum Regno, ſpondet ſoluturum ſemel Ordinibus fœderati Belgii ſummam quadraginta centum millium Cruratorum, æſtimantes unumquemque Cruzatorum duobus Florenis Carolæis pecuniæ Hollandiæ; eamque ipſam ſummam aut paratâ pecuniâ aut ſacharo, tabaco, & ſale, ſemel repræſentaturos.

II

QUOT annis prælaudatus Rex, cum dictis Ordinibus Confœderati

Belgii, de certo pretio ſalis ſtatuendo quo mercari incolis Confæderati Belgii, tantum prædictis ſalis ibidem quantum ipſis libuerit integrum ſit, ad invicem, convenient in qua conventione ad pretium quo eo tempore in Luſitaniâ inter Luſitanos ipſos ſal devendetur, cura intendetur.

I I I.

Liberum ſit incolis Confœderati Belgii negotiari, tam è Portugaliâ terris & regionibus Regno dictæ Portugaliæ ſubjectis Braſiliam verſus, quam rurſus è Braſiliâ verſus Portugaliam, terras & regiones Portugaliæ regno ſubjectas; poteruntve prædicti incolæ, trans & retro vehere omnis generis merces, excepto ſolum ligno Braſilienſi, ſic tamen ut antea ſolverent ea telonia quæ Luſitani ipſi in his oris negotia gerentes pendere obſtricti ſunt.

Incolis Fœderati Belgii integrum erit quoad iiſdem prærogativis, uti quibus Angli aut vi pactorum initorum, aut uſus quotidiani fruuntur, aut in poſterum fruentur.

I V.

ETIAM Belgis Fœderatis licitum ſit iter facere in colonias, inſulas, regiones, diſtrictus, portus, urbes, villas, imperia quæcumque in partibus Affricæ, imperio Regni Portugaliæ ſubjectis, ſub quibus etiam inſula St. Thomæ comprehenſa intelligetur; ſicut in poteſtate illorum ſit ibidem mercaturam exercendi, res ſuas & merces cujuſcumque generis venumexponendi; nec non inde in alias regiones tranſmittendi, idque eadem libertate qua Angli, aut alia quæcumque natio in præſente gaudet, aut olim gaviſa fuit, aut in poſterum gaudere deprehendetur.

V.

MEDIANTE ſolutione quadraginta centum millium Cruſatorum, & mediante fructu omnium in proxime præcedentibus tribus articulis comprehenſorum, ceſſabunt controverſiæ & actiones à Fœderatis Belgiis contra Regem & Regnum Portuga-

liæ, hujusque motæ siveque moveri poterunt omnes; quemadmodum etiam cessabunt omnes actiones & controversiæ quæ similiter à Rege, & Regno supra laudato contra Confœderatos Belgos intentæ sunt, & quæ moveri poterunt.

V I.

OMNES actus hostiles in Europa, post effluxum terminum duorum mensium à die inde quo fœdus hocce hinc inde subscriptum erit commemorandum, in aliis vero mundi plagis post factam ejus publicationem cessabunt; omnes regiones & loca, naves & bona quæ ab unâ ambarum partium erunt occupata, nec non quæ ante hac in Indiâ tam orientali quam occidentali, aut in districtibus capta fuerunt, maneant propria ejus qui in possessione eorumdem prædictis temporibus fuisse rereperietur. Reciproce subditis & incolis utrorumque non permissum sit sub commissione ullius Principis, seu status, alterius subditos aut incolas, eorumve naves, & mercimonia aggredi.

VII

VII.

Confœderati Belgæ in posterum omnibus prærogativis, & privilegiis gaudeant, quæ ulli nationi Regnove fœdera aut amicitia juncto unquam hactenus concessa fuere, aut in posterum concedentur; & pari modo Lusitanis quod commercia in Provinciis Confœderati Belgii tractentur, non secus ac Belgæ; & incolæ, de jure, & consuetudine ibidem tractantur.

IX.

Consules qui Confœderatis Belgis in Ditionibus Portugaliæ habitantibus, ut iis assistant præficientur, Ordines Confœderati Belgii creabunt constituti; etiamsi Religionem Romanam non profitentur, illius authoritatis nihil ominus sint, quæ uni consulum, alteriusve nationis, in Ditionibus Portugaliæ negotiationes exercentis hactenus tributa est, aut in posterum illic tribuetur; dein Judex Conservator constituetur, qui lites inter Confœderatos Belgos

dijudicet, à quo non appellabitur, nisi ad Tribunal Relationum, quod processus ad ipsum devolutos intra quartum post appellationem interpositum mensem terminet.

X.

Quod si quis Confœderatarum Belgarum in Ditionibus Regis Portugaliæ diem suum obierit, ratiocinia, bona, effectus ipsius defuncti illis tradantur quibus ut tradantur mortuus ante obitum mandavit; aut si quis forsan haud disposuit, tunc scripturæ, libri ratiocinia, & effectus jussu judiciis conservatoris à 2. vel 3. Mercatoribus, aut Institutoribus Belgis qui ad id per vota majora conterraneorum suorum cum consensu Belgici Consulis eligentur, in tutum collocentur.

X I.

Neque in Regis ipsius Portugaliæ, nec alicujus Ministrorum Regis facultate situm sit, Mercatores Belgas, nautos operarios, socios, & nava-

les aut illorum naves, aut mercimonia & effectus, ne quidam ſub prætextu belli cum hoſtibus gerendi, vel alterius expeditionis ſuſcipiendæ arreſto conſtringere.

XII.

INCOLIS Fœderati Belgii liberum eſto juxta varii generis mercimonia, arma quoque, inſtrumenta bellica, commeatus, tam ex portubus, & terris fœderati Belgii provinciarum, quàm aliis omnibus, tranſvehere in omnes mundi plagas ad populos quoſcumque, non attento an ipſi Regis & Portugaliæ hoſtes ſint, tandem que nullatenùs illorum negotiationes limitentur, aut ipſis regulæ quædam & leges præſcribantur.

XIV.

NULLI Prætorum, vel quorumque aliorum Regionum Miniſtrorum jus ſit aliquem Fœderatorum Belgorum, cujus conditionis etiam ſit, in jus vocare, in carcerem compingere, præterquam in cauſis criminalibus, &

ſi in flagranti delicto comprehenſus fuerit, niſi Judex Conſervator antea in ſcriptis poteſtatem id faciendi dederit; neque Fœderatis Belgiis, vel per litteras ſalvi conductus, vel alios quoſcumque modos advocatiæ à Rege ſubditis ſuis, aut aliis in Ditionibus Luſitaniæ habitantibus datas, impedimentum inferetur debita ſua exigendi; neque permittetur ulla detentio quorumcumque ad incolas aut ſubditos Fœderati Belgii pertinentium bonorum quæ inſtitoribus mandatariis, aut negotiorum ſuorum geſtoribus, & qui ex gente Luſitana ſunt, commiſerunt, aut etiam hi aliis in Ditionibus Portugaliæ habitantibus crediderunt in ſpecie, ſi quando, ut vocant Inquiſitio Eccleſiaſtica contra hos actiones intentaverit.

X V.

PRÆLAUDATUS Rex curam quoque tangeret, ut nulli incolarum ſive ſubditorum Fœderatorum Belgii provinciarum, cujus religionis etiam illi ſint ea propter ullum impedimentum, aut moleſtiâ creetur, præ-

tereaque Curiæ, Tribunali Judici, aut inquisitioni sistantur, aut eidem subjiciantur, nec ab ullo Regiorum Ministrorum, aut alio quocumque, sive ob id, sive quod forte Biblia secum portet, aut aliâ de causâ, ob diversitatem religionis accusetur; immo liberum erit incolis & subditis Fœderati Belgii, & ipsorum familiis, in Dictionibus Portugaliæ habitantibus religionis quam profitentur sacra, tam domi, quam in eorum navibus sine ullius obstaculo per agere, atque commodus locus ad sepulturam mortuorum ipsorum assignetur, ut tamen subditi & incolæ Fæderatarum Belgii Provinciarum qui dictam libertatem nacti sunt, caveant ne eâ abutentur.

XVI.

QUOD si forte ullo tempore contigerit inter dictum Regem & Regnum Portugaliæ ab unâ, & Ordines Fœderati Belgii ab ulterâ parte, aliquas suboriri controversias, quibus interruptio mercaturæ metui possit, cives unius alteriusve partis publice

de diſſidiis exiſtentibus certiores reddentur, & indulgeatur ipſis biennium à promulgatâ inde certiori ratione, ut interea de mercimoniis, navibus, & effectibus in alium tutum locum transferendi ſolliciti eſſe queant; & ſi forte una, alterave pars, in loco ubi negotiabatur debita quædam exigenda habeat, Judex procuret, ut creditores, ante elapſum tempus definitum, id quod ipſis debetur recipiant.

XVII.

Casu quo evenerit ut tractatus hicce, in unâ aut alterâ parte ab unius, aut alterius ſubditiæ nationis, in uno alterove loco violetur, nullo modo ob id, fœdus inter ambas nationes infringetur; & ſolum modo illi puniantur qui convincentur contra leges hujus tractatus quid commiſiſſe, iis vero quos damnum perpeſſos fuiſſe deprehendetur, ſatisfiet intra anni terminum; ſi quis in Europâ aut à freti gaditani anguſtiis, in oris maritimis, & partibus Americæ, atque Europæ, aut aliis in

locis terra marique à parte capitis bonæ ſpei fœdus violaverit, at illi, qui ab alterâ parte dicti capitis, in aliquibus locis fœderi huic contra veniſſe deprehendetur, ante octodecim menſium elapſorum tempus poſtquam armator de ſuper auxilium judicis imploraverit, ſatisfacere eidem adſtringentur.

XVIII.

QUOD ſi Viſitatores mercimoniorum, aut Miniſtri Regii contentiones contra mercatores, inſtitores, aut nautas Belgicos de pretio commeatus, vel aliorum mercimoniorum quæ in Ditiones Portugaliæ inferuntur, ſuſceperint, controverſia illa per arbitros ex natione Luſitanâ, partim à Magiſtratu loci, partim à Conſule nationis Belgicæ eligendos, decidetur.

XIX.

PERMISSUM eſto utrinque partium incolis in portus, tam cum navibus ſuis militaribus, quam mercatoris venire, ut tamen unâ vice

in eos cum pluribus quàm ſex navibus militaribus non intrent, in minoribus verò portubus, cum pluribus quam tribus haud penetrent; nec longiorem ibidem moram trahent, quàm quâ ad refectionem & comparationem annonariarum ſpecierum opus habebunt; etiam ſi quoque major numerus militarium navium forte conjunctim circum circa portus illos appropinquaverint, non tamen poterunt ſe in eos recipere, niſi prius veniam ab iis quorum fidei portus concrediti ſunt ad hoc impetraverint, & niſi vi tempeſtatum, aut aliis neceſſitatibus, ad hoc coacti fuerint.

X X.

REX & Regnum Portugaliæ, nec non Ordines Fœderati Belgii nulla tenus admittent ut naves mercimonia, & bona unius alteriuſve partium ab hoſtibus, piratis aut aliiſve intercepta, & in portum aliquem, vel aliquem locum hujus, vel illius ditionis illata, ibidem alienentur: verum reſtituent ea proprietariis, vel eorum mandatariis, ſi planum

fecerint, merces ad ipſos pertinere intra trimeſtre ſpatium à quo naves ceptæ ſunt, ſi id contigerit in Europa; in aliis vero mundi plagis intra terminum finiti anni.

XXI.

FŒDERATI Belgæ, qui in Ditionibus Portugaliæ negotiantur nullum vectigal, aut onus pro bonis & navibus ſuis ſolvent, quàm id quod Regi & Cameræ Olyſſiponenſi ab anno 1653 de jure ſolvi oportebat, ita ut immunes ab oneribus tractu temporis impoſitis, aut in poſterum introducendis ſint.

XXIII.

MERCATORIBUS utriuſque nationis, eorumdemque inſtitoribus, famulis & domeſticis, capitaneis, nautis, & operariis nauticis permiſſum eſto in ditionibus Regiis, & ordinum generalium, ſedes figere, poſſidere ædes, tanquam ſibi proprias: in eorumque poteſtate, præterea eſto gladii, ac cimetos incedere.

X X I V.

Omnia bona, ſive illa ad laudatum Regem, aut dictos Ordines, aut unius alteriuſve incolas pertineant; quando illa fidei navium, utriuſque partis hoſtium commiſſa ſunt, una cum navibus in prædam cedant, & fiſco addicentur: verum ad omnia bona quæ ad hoſtes utriuſque partium pertinent, & prælaudati Regis, & dictorum Ordinum, aut eorumdem incolarum navibus illatæ ſunt, fixus nullum jus habeat.

X X V.

Cum diverſi incolæ Fœderati Belgii, tam in Braſiliâ, quàm in Portugaliâ ipſâ, bona immobilia, & non parum nominum habeant, pro ut etiam ſubditi prælaudati Regis Portugaliæ, qui in Braſiliâ habitant, aut illic habitaverunt ſimiliter prætentiones quas in ditionibus adverſus incolas Fœderati Belgii inſtituant habere poterunt, hinc concordatum fuit, ut bona immobilia

priſtinis poſſeſſoribus reſtituantur, quod nomina quam citiſſimè à debitoribus diſſolvantur; quandoquidem etiam legatus Regis Portugaliæ declaravit quod mandato ſit inſtructus per amicabilem compoſitionem, tam de realibus quàm de perſonalibus incolis Fœderati Belgii ex hoc capite competentibus actionibus tranſigendi, omnes prætentiones illæ in ſcripturam redigentur, ut dein vel per ſpeciales tranſactiones, cum iis quorum intereſt, aut generalem conventionem inter prælaudatum Regem; & ante dictos ordines Confæderati Belgii ineundam, una vice decidantur: quod ſi vero actiones dictæ intra tempus ſex menſium componi nequeant, tres Delegati ab utraque parte conſtituantur, qui poſt efluxum terminum octodecim menſium Oliſypone convocentur: defertur prædictis Commiſſariis auctoritas ex æquo & bono de plano jus adminiſtrandi, ſi contingat per judicium hinc inde æqualem diverſitatem votorum actionem decidi non poſſe, tunc illi eligere queant Arbitratorem ſummum.

TRACTATUS PISANUS

INTER Sanctissimum Patrem Papam Alex. VII, & Serenissimum Gloriosissimum, & Potentissimum Principem Ludovicum XIV, Dei gratiâ Regem Christianissimum Franciæ & Navaræ, die 22 Febr. anno 1664, conclusus.

CUM detestabile illud attentum Romæ à militibus corsis die 22 Augusti anno 1662, contra Dominum Ducem Crequium, Christianissimi Regis Ambassadorem extraordinatim, Suæ Majestatis justæ indignationis causam præbuisset, Sua Sanctitas, ut de tali injuriâ Ecclesiæ primogenito illata satisfiat, cupiens; Domino Rasponi mandatum cum liberâ facultate omni modâ dedit agendi, cum Plenipotentiariis Christianissimi Regis de satisfactione Suæ Magistati debitâ, atque cum Domino Bouvremontices simili mandato cum

liberâ facultate à Majeſtate Suâ inſtructus deprehenſus ſit, memorati Plenipotentiarii concluſerunt.

I.

SANCTITAS Sua cum conſenſu S. Collegii deſincamerabit, hoc eſt revocabit àCamærâ, ſive fiſco Pontificio factam additionem ſtatuum caſtri & Romiglioni, cum omnibus annexis & concedet Domino Duci Parmenſi dilationem octo annorum intra quod temporis ſpatium dictos ſtatus redimere poterit reddendo millionem unam ſexcenties vigenti novem mille ſeptigentos quinquaginta coronatos Cameræ Apoſtolicæ debitos, in duobus ſolutionum terminis, tali modo ſi ſemel in uno liberaverit, quod pars dimidia dictorum ſtatuum habebitur pro redempta, & poterit ejus poſſeſſionem capere.

I I.

SUA Sanitas in gratiam Suæ Majeſtatis, atque vice compenſationis

cum valle Comachio, & aliis omnibus actionibus, quas Dominus Dux Munitensis contra Camaram Apostolicam habere poterit, in se recipiet, montem atestinum qui ad summam trecentorum milliorum coronatorum pertingit, nec non omnia debitorum reliqua quæ ferè summam 50000 coronatorum efficiunt, dabit insuper præmemorato Domino Duci 40000 coronatos, aut Palatium Romæ ejusdem valoris secundum optionem Suæ Sanctitatis.

III.

DOMINUS Cardinalis Chigius, in qualitate Legati profiscetur in Galliam, & in primâ Audientiâ, quam ipsi Majestas Sua concedet, alloquetur eamdem in expressimis illis terminis qui hîc sequentur.

» SIRA, Sua Sanctitas maximo
» dolore affecta fuit ob infelicem
» casum qui contigit, & causam
» offensionis quam Majestas Vestra
» exinde concepit; in ipsâ tam ex-
» tremam excitavit displicentiam,

» quantum animo concipere possibile fuerat aperito; quod Sanctitas » sua nec cogitationem, nec ullam » intentionem unquam habuerit, ut » Majestas Vestra, uti nec Dominus » Dux Crequius Legatus suus offen» derentur. Me quod in specie atti» net, testor Majestati Vestræ, hu» millimâ quantâ potero observan» tiâ, lætitiam quam inde concipio, » quod videant aditum hunc mihi » patefactum, Majestatem Vestram, » mediante maxime submissâ & sin» cerâ obedientiæ meæ testifica» tione, certiorem reddendi quanta » veneratione & ego, & universa » quoque domus mea teneamur » ergà gloriosum Majestatis Vestræ » nomen, quamque procul casus iste » qui Romæ contigit, alienus à nos» trâ cogitatione fuerit. »

V.

DIE quo Domina Ambassadrix Romam pervenerit, Domina Donna Berenice aut Dominus Princeps Farnesiæ obviam eat dictæ Dominæ Ambassadricis Pontemolam usque, & ipsi

exponet extremam displicentiam qua affligatur, cum universis quoque Domus suæ, ob casum 2° Augusti, & lætitiam quam ipsa ex reditu suæ Excellentiæ sentit.

X I I.

NATIO Corsa declaretur incapax in æternum, non tantum Romæ, sed etiam in universo statu Ecclesiastico ad servitia præstanda, atque Lictorum ante signanus in Urbe Romanâ ab officio suo removeatur.

X I I I.

ERIGETUR Romæ Pyramis è regione veteris stationis excubitorum, cum inscriptione in terminis conventis, quæ Decretum contrà Nationem Corsam factum complectatur.

X I V.

REX Christianissimus, immediate postquam coram Majestate Sua Legatus comparuerit, iterum immittet Papam in possessione Civitatis Avenionensis, & Comitatus Venossini.

Incolæ Civitatis Avenionensis & Comitatûs Venoſſini, ſub nullo prætextu inquietari poterunt ob facta quæquam patrata à die inde vigeſimo Auguſti anni 1662, uſque ad diem in quo Rex Chriſtianiſſimus Papam & Sanctam Sedem in poſſeſſionem dictæ Civitatis & Comitatûs iterum immittet; cum perpenderit Sua Sanctitas, quod non niſi unus Judex Avenioni, & unus in univerſo Comitatu exiſtat, Aſſeſſores iiſdem adjunget, quo in poſterium juſtitia ibidem meliùs adminiſtretur.



TRACTATUS PACIS

INTER Celsos, Præpotentesque Dominos Ordines Generales Fæderatorum Belgii Provinciarum ab unâ, & Reverendissimum, ac Celsissimum Dominum Dominum Christophorum Bernhardum Episcopum, & Principem Monasteriensum ab alterâ parte, Cliviæ die 18 Aprilis 1666 & conclusæ.

NOTUM sit quod cum annno proximè elapso orta sint dissidia inter Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fæderatorum Belgii Provinciarum ab una, & Reverendissimum, ut superius, ab altera parte, quæ in apertum bellum exarserint, tandem mediantibus Romanorum Imperatore, Rege Christianissimo, Sacri R. Electoribus, Moguntino Coloniensi, Brandeburgico, & Principibus Episcopo Pa-

derbornenſi, Palatino Rheni Neoburgico, Ducibus Brunſvico Luneburgicis, Vulſenbuctano, & Calenbergenſi, in mutuas pacis leges conſenſerunt, tenore ſequenti.

I.

PAX ſit perpetua inter Celſos & Præpotentes Dominos Ordines, uniti Belgii, & Reverendiſſimum ac Celſiſſimum Dominum Epiſcopum & Principem Monaſterienſem.

II.

DOMINUS Epiſcopus Monaſterienſis, Dominis Ordinibus Generalibus Confæderati Belgii reſtituit omnia ea loca quæ durante bello hoc occupavit, in eo ſtatu quo tempore reſtitutionis erunt ſpecialiter etiam caſtrum, & oppidum Braculoë.

VII.

CONVENTUM eſt ut Dominus Epiſcopus exercitum ſuum dimittat, retento ſolum modò eo milite qui

ad ſecuritatem Provinciæ ſuæ neceſſarius eſt, quod, cum Domini Mediatores, & ipſe Dominus Epiſcopus Judicent fieri poſſe cum 3000; ita & ille promittit ſe illum numerum non exceſſurum, quod in poſterum novum militem non conſcribet, niſi id neceſſitas Imperii, & circulorum, vel etiam fœdera huic tractatui non contraria requiſiverint.

V I I I.

RENUNTIABIT Dominus Epiſcopus, omnibus fæderibus huic paci contrariis, nunquam ſe de novo contra Dominos Ordines Generales cum aliis Principibus, aut Magnatibus devinciet, nec eorum Rempublicam novo unquam bello adorietur.

I X.

DOMINI Ordines Generales promittunt ſe nihil unquam hoſtile contra Domini Epiſcopi perſonnam, aut contra Epiſcopatûs Monaſterienſis territoria molituros, neque unquam ſe contra eundem, aut ejus

Episcopatum cum aliis Principibus aut Magnatibus devincturos.

X.

CONFŒDERATI & amici utrinque hoc tractatu comprehendentur.

X I.

QUANTUM Dominum de Braculoë attinet, Domini Ordines Generales non desiderant, ratione juris ad hoc, sive directi Dominii, sive utilis per hunc tractatum aliquid mutetur; renuntiat verò Dominus Episcopus juri superioritatis in dicto Dominio, cum consensu Capituli, ita tamen ut ista renuntiatio non præjudicet juri Imperii quod ipsum via amicabili decidetur.

X I I.

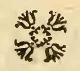
UTRINQUE omnibus prætentionibus, quæcumque tandem illæ sint, Domini Ordines Generales, & Dominus Episcopus, consentiente Monasteriensi renuntiant.

XIII.

Si quæ controversiæ inter prædictos Dominos, & Ordines Dominum Episcopum, ejusve successores unquam oriantur, non alio quam amicabili modo garantiæ super hoc tractatu præstitæ componantur, privatorum verò lites semper ad judicem competentem remittantur.

XIV.

Romanorum Imperator, Rex Christianissimus, Electores, Moguntinus, Colonunsiensis & Brandeburgensis, Episcopus Paderbornensis, Princeps Palatinus Rheni Neoburgicus, Augustus & Joannes Fridericus, Duces Brunsvicences & Luneburgences, super hoc tractatu guarantiam promittunt.



TRACTATUS PACIS

INTER Sereniſſimum Principem Dominum Carolum II, Magnæ Britannicæ Regem, ex una, & Celſos Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Provinciarum ex altera parte, Bredæ, die 31 Julii anno 1667, concluſæ.

POSQUAM ab aliquibus annis diſſidia inter Sereniſſimum Principem & Dominum Carolum II, Magnæ Britanniæ Regem ex unâ, & Præpotentes Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum ex altera parte exorta fuiſſent, quæ non ſolum in atrox bellum eruperint, ſed etiam Sereniſſimum Principem ac Dominum Ludovicum XIV, Chriſt. Regem Franciæ & Navarræ, nec non Sereniſſimum Principem & Dominum Fridericum III, Regem Daniæ & Norvegiæ, ratione fœderis ab iis, cum alte memoratis Dominis Or-

nibus Generalibus ſanciti in partem unam duxerint, quod tandem interventu Potentiſſimi Principis ac Domini Suecorum, Gothorum, ac Vandalorum Regis, cogitationes de pace ſuſceptæ, huicque fini urbs Bredana pro loco in quem Legati & Plenipotentiarii convenirent, denominata eſto, ſubſequenti modo pax reciproca, amicitia, & fœdus ſtabilita fuerit.

I.

AB hoc inde die ſit vera pax, amicitiâ ſincerior, confœderatio actior inter Sereniſſimum M. Britanniæ Regem, atque Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciarum eorumque ſubditos.

I I I.

UTRAQUE partium pleniſſimo ſuperioritatis jure poſſideat omnes alterius partis poſſeſſiones, ditiones, inſulas, urbes, contra, loca & colonias, quotquot eorum aliquo abhinc tempore

tempore hucusque, vi aut aliis quibuscumque modis, ab altera cepit, aut detinuit eo in statu quo ipsa die 10 Maii proxime præcedentis mensis possedit.

V.

OMNES actiones & prætensiones, quæ altissimè memoratus Rex, & altè memorati Domini Ordines Generales, aut eorum subditi reciprocè ab unâ parte, aut altera intentare poterunt, aut velint, peremptæ sunt.

VI.

SI quando una aut altera pars, post 16 diem Maii in articulo tertio expressum, aut post stabilimentum pacis aliquas Regiones, insulas, urbes, castra, colonias, aut alia loca ceperit, ea eo in statu statim restituet, in quo eo tempore reperientur, quam primum conclusio pacis in locis manifesta facta fuerit.

VII.

OMNES naves, mercimonia, aut alia mobilia bona quæ post publicationem hujus instrumenti, capta

& occupata erunt, intra terminum 12 dierum in Mari Britannia, in Mari Septentrionali intra 6 Septimanarum, & ab oris Maris Britannici usque ad Caput Sancti Vincentii intra 10 septimanarum spatium, ultra dictum caput in partibus Lineæ Equinoctialis, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi intra 8 menses, à Lineâ hâc inde prædictâ in universo mundo, ejus sint qui ea cepit & occupavit.

I X.

UTRAQUE prædictarum partium, & earumdem incolæ, eadem libertate mercaturam exercendi, & navigandi, tam in Africâ, quam Americâ gaudeant, quâ gavisæ, aut de jure gaudere poterant cum tractatus de anno 1662 subsignabatur.

X I.

ALTISSIME memoratus Dominus Rex, & altè memorati Dominum Ordines Generales maneant confœderati, & adstricti ad defendenda subditarum uniuscujusque jura, contra unumquemque qui pacem

utriusque status violare attentaverit.

X I I I.

NEQUE laudatus Rex, neque dicta Respublica, neque ullus ex subditis alter utrius, alter utrius Rebelles, quorumque subsidio adjuvabit.

X I V.

ITEM altissimè memoratus Rex altè memoratique Ordines Generales sibi mutuò contrà alterutrius Rebelles opem invicem ferent.

X V.

ITEM quod neque altissimè memoratus Dominus Rex, neque prælaudata Respublica, aut alterius subditi ullum profugum Rebellem, qui pro tali declaratus, in ejus dominia recipiet.

X V I.

QUOD si una utrarumque partium alteri significaverit aliquem vel aliquos suorum profugum Rebellem, aut Rebelles in ejus Dominiis commorati, tunc pars illa quæ hujusce modi litteras acceperit, obstricta

esto intrà spartium 28 dierum à die notitiæ sibi factæ computandorum, prædictis Rebelli, vel Rebellibus mandare, ut ex mandatis Dominiis excedant; & si quis prædictorum Rebellium intra quintum diem post hujusmodi præceptum non discesserit, tunc morte & confiscatione bonorum suorum ii mulctabuntur.

X V I I I.

INDIGENIS utriusque partis mercimonia exercentibus in alterius ditionibus subjectis locis, in posterum graviora vectigalia, aut alia tributa quam alii extranei illic locorum mercaturam exercentes solvunt haud imponentur.

X I X.

ALTE memoratarum Fœderatarum Provinciarum naves, quæ aliquibus navibus militaribus altissimè memorati Regis M. Britanniæ in Oceano Britannico obviam venerint, vexillum suum è malivertice demittent, eo modo quod id ipsum olim factum fuerat.

X X.

Altissime memoratus Rex M. Britanniæ & altè memorati Domini Ordines Generales in portus ſuos venire non permittent aliquos Piratas, nec commeatum præbeant.

X X I.

Fas non erit ſubditis, & incolis ab hoc, vel illo Principe, aut ſtatu quorum unus ex ambobus Fœderatis bellum gerit, impetrare aliquas litteras patentes quæ commiſſiones indigitantur, aut repreſalias, multò minùs vi hujuſmodi litterarum ſubditos alterius partis fœdere junctos damno afficere; quemadmodùm quoque permiſſum non erit, ut hi, vel illi, memoratarum partium loco extraneorum qui maria peragrant, & ab aliquibus principibus litteras patentes habent, naves in unius, alteriuſve partium portubus inſtruere, aut bona per hos capta illic vendere; quemadmodum & illi ipſi copioſiorem commeatum non comparent, quam quo opus habebunt,

eiſque diem ad proximè adjacentem portum ejus Principis à quo dictas commiſſiones impetraverunt, appulerint.

X X I I.

Si quando altiſſime memoratus Dominus Rex M. Britanniæ, aut altèmemorati Domini Ordines Generales Fœderati Belgii quaſdam pactiones, fœdus aut amicabiles tractatus cum aliquibus Regibus ineant alter alterum, ipſiuſque ad eum pertinentia dominia, iis & ſingulis eorumdem ab hoc inde tempore includet, ſi in hiis comprehenſus eſſe voluerit, atque alter alterum de omnibus hujus modi talibus fœderis pactionibus ſemper certiorem reddet.

X X I I I.

Quod ſi acciderit, ut durante hoc fœdere à ſubditis, aut incolis aliquibus, alterutrius patrium contra hoc fœdus quidquam attentabitur, propterea tamen hæc amicitia, ut & fœdus inter fœdus non infringetur, at illi ſolummodo qui contra prædic-

tum hoc fœdus quidquam commiſerunt punientur ; inſuper juſtitia adminiſtrabitur contra omnes, qui adverſus hoc fœdus, in quibuſcumque Europæ partibus aut alibi intrà fretum gaditanum, aut in Americâ, aut citrà Affricæ littora, aut aliis qnibuſcumque locis citrà Caput-Bonæ-Spei, intra ſpatium unius anni à quo officium judicis de ſuper imploratum fuerit, & in omnibus aliis locis intra 18 menſes.

X X I V.

ITEM quod altiſſime memorati Regis ſubditi, ſecure in Provincias Fœderati Belgii, & omnes ejus in Europa Ditiones iter faciant, & commeabunt ; & ſiquidem ſub earumdem juriſdictione mercatores ſunt, aut in poſterum erunt, in omnibus prædictis locis negotiationes facient, una cum eorum inſtitoribus, armati ſive ineuntes, armati tamen non plures 40 ſimul ; ſic quoque incolæ Fœderatorum Belgii Provinciarum eadem libertate frui poterunt in omnibus dicti Domini Regis Ditionibus in Europa.

X X V.

Quandocumque naves mercatoriæ alterius ſubditorum neceſſitate coacti in portus unius aut alterius Domini confugient, ex iis iterum eædem naves cum mercimoniis ſolvent, ſineque ulla vectigalium ſolutione, dummodo illata bona non vendent.

X X V I I I.

Unius alteriuſve partium naves militares, omnis generis naves, mercatores ad alteram partem pertinentes, quæ idem iter peragent, & iiſdem obviam venient, tuebuntur contra omnes qui eaſdem offendent.

X X X I.

Quando injuriæ quædam ab uno alterove Domino, aut ſubditis eorumdem, aut incolis, ſubditis aut incolis alterius Domini illatæ erunt, propterea Litteræ repreſſaliarum, pignorationumve non impertinen-

tur, priusquàm justitia secundum legum ordinationem implorata fuerit; & si quando causa per 3 mensium spatium à tempore intentatæ actionis sine decisione in suspenso relinquetur, tum pignorationum litteræ concedentur.

XXXIII.

Si quantocumque tempore evenerit, ut jam sopita dissidia inter Altissime memoratum Dominum Regem, & Præpotentes Domini Ordines Generales reviviscant, ut in bellum prorumpant, concedetur subditis utrinque tempus 6 mensium integrorum intra quod bona ad illos pertinentia avehere poterunt.

XXXIV.

In portus alter utriusque partium subditi, & incolæ utrumque liberè poterunt venire, non solùm navibus suis mercatoriis, sed & militaribus; si modo naves militares plures quam numero octo non concurrant, diutiùs in iis portubus quàm ad refec-

tionem navium ſuarum aut ad comparandum commeatum requiretur, non commoventur: quod vero fortè fortuna major numerus navium militarium ad eumdem portum venire intendat, tunc permiſſum haud eſto in portum eumdem ſe conjicere, ſine præcedente veniâ, & permiſſione illius ad quem portus ille pertinet.

XXXVII.

REGIA Majeſtas Sueciæ, cum omnibus ſuis Ditionibus huic Tractatui comprehenſa ſit.

XXXVIII.

ACTUM Bredæ, die 31 Julii anni 1667.



TRACTATUS

EJUSDEM anni & urbis, inter Sereniſſimum M. Britanniæ Regem, & Celſos Præpotenres Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, interventu Dominum Legatorum Extraordinariorum Regiæ Majeſtatis Sueciæ, vi ſeparatorum horum articulorum conventum fuit.

I.

OMNIA Edicta & Decreta, quæ una partium, occaſione hujus belli, in præjudicium alterius, contra libertatem commerciorum promulgavit, aboleantur.

II.

IN majoris explicationis gratiam edicti, ex parte Regis Magnæ Britanniæ, anno 1660 promulgati, vi cujus peregrinis interdicitur, ne ullæ

res aliæ Angliæ importentur, quam hujus modi quæ in unius cujus vis regionibus ſuis creſcunt, aut manibus opificum perficiuntur; Dominis Ordinibus Generalibus, eorumque ſubditis permiſſum eſto navibus ſuis Angliæ præterea etiam importare omnia hujuſce modi mercimonia, quæ in inferiori Germaniâ & ſuperiori provenerint, aut manufacta ſunt, non aliter ac ſi per tractus terrarum, & viarum tranſitus Fœderati Belgii, ſive terra, ſive ſecundum fluminum ductus ad portus, pro commoditate eorum maximâ, & modo uſitatiſſimo tranſmitti conſueverunt, ut ab hinc trans maria veherentur.

Bredæ, die 31 Julii 1667.



TRACTATUS

PACIS ET FŒDERIS,

INTER Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum XIV, Franciæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum ex una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Carolum II Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defenſorem, &c. ex altera parte, initus Bredæ, die 31 Julii 1667.

NOTUM ſit, poſtquam exoruit bellum inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Ludovicum XIV, Galliarum & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum ab unâ parte, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum Carolum II. Magnæ Britanniæ Regem, & Celſos Præpotentes Domi-

nos Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciarum, tandem Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe, ac Domino Carolo Suecorum, Gothorum, ac Vandalorum Rege officia interponente, in mutuas pacis leges conſenſerunt, tenore ſequenti.

I.

PAX ſit perpetua, & ſincera amicitia inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Regem Chriſtianiſſimum, & Sereniſſimum & Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem, eorumque Hæredes, & Succeſſores, nec non utriuſque Regna, Status, & Subditos.

I V.

LIBER ſit uſus navigationis, & commerciorum inter Subditos, utriuſque dictorum Dominorum Regum.

V I.

OMNIA Edicta quæ ratione hujus belli alterutra pars in præjudicium alterutrius, contra libertatem navi-

gationis, & commerciorum promulgavit, abrogentur.

VII.

REX Chriſtianiſſimus Magnæ Britanniæ Regi illam inſulæ Sancti Chriſtophori partem quam Angli Calendis Januariis anni 1665, ante nuperrimi belli denuntiationem poſſidebant, intra 6 menſes reſtituat.

X.

REX Magnæ Britanniæ, Regi Chriſtianiſſimo, Regionem quæ Acadia dicitur in Americâ ſitam, quâ dictus Dominus Rex Chriſtianiſſimus olim potiebatur, reſtituat.

XII.

REX Chriſtianiſſimus Magnæ Britanniæ Regi, inſulas, quæ Antigoa & Montſerrat nuncupantur reſtituat, atque etiam quaſvis alias inſulas, regiones, arces & colonias quas Rex Magnæ Brittanniæ poſſidebat antequam cum Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii

bellum iniret; & vice-versâ, Rex M. Britanniæ insulas omnes, regiones, arces, & colonias, quas ante Calendas Januarias anni 1665, Rex Christianissimus possidebat, illi restituat.

X V I.

LITTERÆ repressaliarum nullæ habeantur, nec ullæ in posterum ab alterutro Dominum Rgem, adversus alterius Subditos concedantur, nisi prius de juris denegatione constiterit, nec aliter de juris denegatione constet, nisi illius qui repressaliarum litteras sibi concedi petit libellus suplex Regi ministro, Regis illius nomine contra cujus Subditos illæ litteræ postulantur ibidem degenti editus fuerit, & is intra 4 mensium spatium in contrarium inquirere possit aut procurare, ut ex parte rei actori satisfiat; si vero nullus minister ibi degat, repressaliarum litteræ non concedantur, nisi post spatium 4 mensium, computandorum à die quo libellus supplex Regi contra cujus Subditos repressaliæ petuntur, aut ipsius consilio oblatus fuerit.

XVII.

CONVENTUM, omnes naves, merces aliaque bona mobilia, quæ poſt ſubſcriptionem, & publicationem præſentis pacti utrinque occupari poterunt, intrà ſpatium 12 dierum in maribus proximis, intrà ſpatium 6 hebdomadum, à dictis maribus uſque ad Sancti Vincentii promontorium, intrà ſpatium 10 hebdomadum, ultrà dictum promontorium eis Æquatorem, tam in Oceano, & Mari Mediteraneo, quam alibi, denique intrà ſpatium 6 menſium trans terminos prædictæ lineæ occupantium maneant.

XVIII.

SI ſimultates inter dictos Dominos Reges recruderunt, & in bellum erumpant, naves, merces, aut bona quævis mobilia alterutrius partis, quæ in ditione partis adverſæ extare deprehendetur, fiſco ne addicantur, ſed ſubditis alterutrius partis, ſemeſtre ſpatium integrum

hinc inde concedatur quo res avehenrunt.

X I X

SACRA Regia Majeſtas Sueciæ, cum omnibus ſuis Ditionibus tractatui ſit incluſa.



TRACTATUS PACIS

INTER Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem, ac Dominum Fridericum III, Daniæ & Novergiæ Regem ab unâ; & Sereniſſimum & Potentiſſimum Dominum ac Principem Carolum II, Magnæ Britanniæ Regem ab altera parte, Bredæ die 31 Julii anni 1667, concluſus.

NOTUM ſit, poſtquam exoruit bellum inter Sereniſſimum & Potententiſſimum Principem ac Dominum Fridericum III, Daniæ & Norvegiæ, Vandalorum & Gothorum Regem, ex unâ; &Potentiſſimum Principem ac Dominum Carolum II, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regem ex alterâ parte, occaſione belli inter prædictum Regem Magnæ Britanniæ, & celſos Præpotentes Ordines Generales Fœderati Belgii exorti, tandem Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe, ac Domino Ca-

rolo, Suecorum, Gothorum ac Vandalorum Rege officia interponente, in ſequentes Pacis articulos conventum fuit.

I.

PAX ſit perpetua & inviolabilis, inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Regem Daniæ & Norvergiæ Dominum Fridericum III; atque Sereniſſimum Potentiſſimumque Regem Magnæ Britanniæ Dominum Carolum II, inter eorumdem Hæredes, & Succeſſores, nec non utriuſque regiones ſubditos & incolas.

II.

HOSTILITATES ceſſent in Oceano Septentrionali, ut & Mari Balthico, & Canalibus intra dies 21; ab oſtio dicti Maris aut Canalis ad promontorium, uſque Sancti Vincentii intra 6 ſeptimanas; intra ſpatium 10 ſeptimanarum ultrà dictum promontorium, & Lineam Æquinoctialem, tam in Oceano, quam Mari Mediterranea; tandem intrà 8 menſium ſpatium ultra teminos dictæ Lineæ

per universum mundum, à subscriptione hujus Tractatus, & publicatione hic Bredæ peracta.

V.

QUIDQUID navium, mercium, &c flagrante belli incendio, vel unus alteri eripuit; aut quidquid pars una ad alteram nationem pertinens fisco addixit, mutua abolitione compensentur; ut tamen id intelligendum veniat, de ejusmodi debitis, quæ usque ad diem 10 secundum stilum veterem, vel 20, juxta stilum novum, mensis Maii à subditis solita aut acceptata erant; scilicet, ea omnia extincta sunto. Verum hujusmodi debitorum, quædicto die nec soluta nec acceptata sunt solutionem, creditores Regis Magnæ Britanniæ subditi, ordinaria juris viâ postulare poterunt; exceptis tamen 120000 plùs minùs imperialium, quæ nempè originem debent dissidiis quibusdam inter Christianum R. Daniæ & Norvegiæ Regem, & Parlamentum Anglicanum ob Carolo I. gloriosæ memoriæ, Magnæ Britanniæ Regi auxilium la-

tum exortis, quorum nomine Serenissimus Rex Daniæ & Norvegiæ fidem suam interposuit, & obligationem Societati quorumdam Anglicorum mercatorum qui Hamburgi commercia exercent ad manus tradidit; quæ prætensio extincta sit, sic, ut creditores dicti debiti nil quicquam exigent; regiones & immotæ res sub hâc sublatione non comprehendentur, sed iis restituentur qui ante denuntiationem præsentis belli eorum veri possessores, & proprietarii fuerunt.

VII.

REGIA Majestas Sueciæ, cum omnibus ditionibus suis, huic tractatui sit inclusa.

Declaramus, nos, tractatibus Bredæ initis, & die 21, 31 Julii præsentis anni subscriptis, à parte nostra & communi omnium partium consensu, comprehendi velle Celsissimum Principem Dominum Christianum Albertum Ducem Slesvici Holsatiæ.

Datum in Palatio nostro de Wictheal, 29 die mensis Julii stili veteris, anno Domini 1667.

ARTICULI PACIS

Sancitæ inter Regnum Hispaniæ ab unâ, & Regnum Portugalliæ ab alterâ parte, Ulissiponi, die III Februarii 1668.

I.

Reges Catholici, ut & Portugaliæ declarant, quod nominibus suis, suorum Regnorum, ut & subditorum, firmare intendant perpetuam Pacem.

I I.

Regno Portugalliæ, omnia, durante hoc bello armis Regis Catholici occupata ejusdem loca restituentur, similiterque Regi Catholico omnia, durante hoc bello armis Regis Portugalliæ capta ejusdem loca iterùm cedentur, eodem modo, & suis cum limitibus, quibus ante bellum gavisa fuerunt, bonaque immobilia in manus pristinorum Dominorum, eorum proprietariorum,

aut eorumdem heredum tradentur.

Res tormentaria in omnibus locis, pro ut ea tempore deditionis ac occupationis exſtitit, relinquatur, integrumque eſto incolis qui illic manere nolunt, omnia eorumdem mobilia alio avehere. Sub hâc vero reſtitutione locorum, civitas Septa (Ceuta *en Afrique*) non comprehendetur, ſed eapenès Regem Catholicum maneat.

III.

SUBDITI, & incolæ commercia invicem, cum terrâ tum mari, eodem modo quo tempore Regis Sebaſtiani in uſu erat, ſecum habeant.

V.

DISSITIS in locis prædicta pax intra unius anni ſpatium, à die publicationis ejuſdem in Hiſpaniâ factæ initium capiat, ſi quando verò notitia pacis ad dicta loca citiùs pervenire queat, hoſtilitates ab hâc ipſâ horâ ceſſent.

VIII.

HÆREDITATES quæ tanquam commiſſæ

commiſſæ ad Regium fiſcumvenerunt, proprietariis ad quos eæ, niſi intercediſſet bellum, pertinuerunt reſtituentur. Fructus vero talium bonorum relinquentur uſque ad diem publicatæ pacis, iis qui durante hoc bello ea poſſederunt.

X.

CONCESSUM eſto Regno Portugaliæ ob intereſſe quod ipſum inviolabiliter cum Regno Angliæ habet, talibus unionibus offenſivis & defenſivis Fœderibus ſe jungere, quæ Anglia & Hiſpania invicem, cum omnibus ſuis Confœderatis, coadunatis conſiliis pangent.

XIII.

PAX à Sereniſſimo Rege Magnæ Britanniæ, tanquam mediatore, & conſervatore in gratiam utriuſque partium, intrà ſpatium quatuor menſium rati habebitur, & accepta feretur.

TRACTATUS PACIS

INTER Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum XIV, Galliæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, itemque Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum Carolum II Hiſpaniarum Regem Catholicum, nec non Dominam mariam Annam Auſtriacam, Hiſpaniarum Regentem, Reginam Catholicam, &c. . . . ex unâ alterâque partibus, Aquiſgrani, die 2 Maii anni 1668, concluſæ.

NOTUM ſit quemadmodum authoritate, paternâque ſollicitudine, Sanctiſſimi noſtri Patris Papæ Clementis IX, inter Sereniſſimum, Potentiſſimum, excellentiſſimum Principem Ludovicum XIV, Dei gratiâ, Franciæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, ſimiliterque Sereniſſi-

mum, Excellentiſſimum & Potentiſſimum Principem Carolum II. Dei gratiâ Hiſpaniarum Regem Catholicum, nec non Sereniſſimum, Excellentiſſimum ac Potentiſſimum Principem Mariam Annam Auſtriacam, Hiſpaniarum Reginam Catholicam, ejuſque Matrem tanquam Tutricem, concordatum fuerit, ut urbs Imperialis Aquiſgranenſis eligeretur ad tractandum in eâ de Pace.

I.

CONVENTUM fuit quod in poſterum Pax perpetua & amicitia erit inter Reges Chriſtianiſſimum, & Catholicum, eorum Hæredes & Succeſſores, ipſorum Regna & ſubditos.

III.

RETINEAT Rex Chriſtianiſſimus, Carolo Regium, Binchium, Athum, Duacum, Fortalitium, Scarpeum, Tornacum, Audenardam, Inſulas, Armenteriam, Cortracum, Montes, & Furniam, cum appertinentiis & annexiis,

I V.

Dicta loca penès altiſſimè memoratum Regem Chriſtianiſſimum, & ſuos Succeſſores, maneant irrevocabiliter cum juribus ſummæ poteſtatis, juribus regalium patronatûs, cumque aliis omnibus juribus quæ ante hac ad Regem Catholicum pertinuerunt, ſine exceptione aut reſervatione ullâ, non obſtantibus in contrarium factis legibus, conſuetudinibus, conſtitutionibus, etiamſi eæ juramento confirmatæ forent; declaratque præfatus Dominus Rex Catholicus, ut homines, vaſſali, & ſubditi præfatarum Ditionum, urbium & territorium Coronæ Franciæ, ex nunc in perpetuum abſoluti manebunt à fide, homagio, & fidelitatis juramento, & in univerſum ab omni obedientiâ.

V.

Dominus Rex Chriſtianiſſimus, copias ſuas ex omnibus locis comitatûs Burgundiæ abducet, dictum-

que univerſum comitatum ſine omni reſervatione Suæ Majeſtati Catholicæ reſtituet.

V I.

DOMINUS Rex Chriſtianiſſimus, curabit quoque ut reſtituantur omnia loca armis quæſita, exceptis tantummodo locis quæ Majeſtas Sua Chriſtianiſſima vi præſentis tractatus retineat; quemadmodum etiam Rex Catholicus curabit ut reſtituantur Regiæ Majeſtati Catholicæ omnia loca quæ uſque ad diem publicatæ Pacis ſuis armis occupari potuerunt, ubicumque etiam ea ſita fuerint.

V I I I.

CONVENTUM quod mens partium non ſit in tractatibus pyrendis conventa revocare, niſi quod in his ipſis ratione ſupra dictorum locorum ceſſorum, aliter diſpoſitum erit: ſic ut præjudicium aliquod quoad prætenſiones ipſorum in omnibus rebus quorum mentio expreſſa in hoc tractatu facta non eſt, ipſis inde illatum non fiet.

TRACTATUS

COMMERCIORUM & Fœderis conclusus Hagæ Comitis, die 3 Julii 1669, inter Dominum Franciscum de Mello, Serenissimi Principis Portugaliæ Regis Legatum Extraordinarium ab unâ; & Celsos ac Præpotentes Ordines Generales Provinciarum Unitarum ab alterâ parte.

QUANDOQUIDEM à conclusione Tractatus Pacis inter Regnum Portugalliæ ex unâ, & Ordines Provinciarum Uunitarum ex alterâ parte, die 6 August. anno 1661 sancitæ, quædam controversiæ super expugnatione locorum Cochin, & Cananor quæ Societas inde Orientalis dictarum Provinciarum in Indiâ in potestatem suam redegit, intervenerint, inter Dominum Franciscum de Mello, Legatum extraordinarium ad Generales Ordines Fœderatarum Provinciarum, virtute mandati cum

libera ratione concludenti à suâ Celsitudine Regiâ, Serenissimo Principe, Don Petro Sucessore, Gubernatore, & Regente Regni Portugalliæ ipsi dati ab una parte, & Dominos Plenipotentiarios Ordinum Generalium, Provinciarum unitarum Belgii ex altera parte, conclusum fuit.

I.

QUOD ad interim loca Cochin, & Cananor dictorum Dominorum Ordinium potestati subjecta maneant usque dum sulutio sex terminorum in tractatu anni 1661 expressorum, nec non refusio sumptuum quos in belligerationem quæ dicta loca expugnarentur impendi oportebat, quorum æstimatio adjustum pretium redigenda erit fiat.

III.

PRÆPOTENTES Celsitudines suæ ex unâ parte renuntiabunt, tam pro se quàm pro societate suâ Indiæ Occidentalis, & aliis Provinciarum

incolis juri per articulum 25 ipsiusmet tractatus pacis quæsito; atque ex alterâ parte Regnum Portugalliæ se obligabit ad solvendam Præpotentibus suis Celsitudinibus summam quingentorum millium crusatorum, id quidem mediante sale quod in civitate Setubal suppeditabitur.

X X I.

OMNES Incolæ Unitarum Provinciarum qui cupient versus Brasiliam negotiari, hoc rectâ viâ illuc facere nequeant; sed quod hac euntes, & illac redeuntes in Portus Portugalliæ apellere, & eadem onera quæ proprii Regni subditi in tali casu solvunt, dependant: spondentque dicti Domini Ordines Generales incolas harum Provinciarum severè se se esse mucitaturos qui contentis contraveniße deprehendetur.

TRACTATUS PACIS

INTER Sereniſſimum Principem, Dominum Michaelem Regem Poloniæ, ex unâ, & Sereniſſimum Principem Dominum Alexium Michaelovizium, Czarum & Magnum Ducem Ruſſiæ, ex alterâ parte, Moſcoviæ 9 Aprilis, anno 1672, concluſæ.

I.

PROMITTUNT Clementiſſimi Domini noſtri Pricinpales, ex patre utrâque, quod initos anno 1667, Andruſlovii tractatus, nec non id quod eo ipſo anno hic Moſcoviæ tranſactum fuit, unà cum concordatis inter iteratam, commiſſionem Andruſlovii, anno 1670, corroboratis, ſervent,

I I.

STABILIENDÆ perpetuæ amicitiæ gratiâ, ſua Czarea Majeſtas, tam

tres præcedentes, quam quartum hunc tractatum in præsentiâ nostrâ corporali juramento confirmare vult quam primùm nos ratificationem ad manus suas tradiderimus; similiterque Regia Sua Majestas Poloniæ primùm ambos Andrusorii initos tractatus, unà cum conclusis hìc Moscoviæ, & denique ultimum hunc tractatum in præsentiâ Czareæ solemnis legationis post exhibitam ratificationem jure jurando corroboret.

III.

Cum ratione diversorum punctorum, tam Andrusloviensium pactorum ut & Moscoviæ conclusarum, conventionum, non nulla gravamina & prætensiones subsecutæ fuissent; dicta puncta ad futuram usque commissionem quæ mense Junio, anno 1674 instituetur, ampliata sunt.

IV.

Civitas munita Kyovia, ad instantia Majestatis Suæ Czareæ desideria, sub ejusdem potestate usque

ad proximam commiſſionem in quâ terminus evacuationis determinetur, maneat: Majeſtatis Suæ Czareæ, exercitus, & ſpeciatim Coſaci Severienſes, ultrà Boriſthenem non excurrent.

V.

QUODSI Turcanus Sultanus Regiam Suam Majeſtatem, & Rempublicam Poloniæ armatâ manu invadet, aut ope Tartarorum quietem ejuſdem inter turbet, eum in caſum Czarea Sua Majeſtas ſuæ Regiæ Majeſtati, Calmucenſibus, Nogacienſibus, & aliis hordis terrâ mari verò domicis Coſacis aſſiſtet.

VIII.

CZAREA Sua Majeſtas libero arbitrio relinquit ſubjectæ Regno Poloniæ, & Magno Ducatui Lithuaniæ, nobilitati quæ in ditionibus Smolenſci, & Starobuli exiſtit, vel alibi in ejuſdem ditionibus habitat, ut unus quiſque cum uxore & liberis tranſire in partes Regiæ Majeſtatis Suæ & Reipublicæ, & mobilia ſecum aſportare queat.

I X.

Iis vero, qui ſub poteſtate Czareâ ſuâ manere voluerint, & Romanæ Religioni addicti ſint, permittit Czarea Sua Majeſtas, cultûs eorum Divini per agendi gratiâ, fines ditionum tranſgredi, & Eccleſias proximè adjacentes adire; nec ulli Romanæ Religioni addicto confeſſio fidei ſuæ apud Czaream Suam Majeſtatem ſit detrimento : ex adverſo vero omnibus quoque Ruſſorum Religionem colentibus, cujuſcumque ſtatûs etiam iis erunt, qui cum locis quæ per pacta Andruſlovicenſia Regno Poloniæ ceſſa ſunt, iterum ad Reginam Suam Majeſtatem pervenerunt, exercitium Grecæ Religionis liberum concedetur.

X I I I.

Majestas Sua Czarea Edictum promulgabit, cujus omnes ablati libri, documenta, ſcripturæ, acta judicialia, imagines, argentea ſuppellex Ecleſiaſtica, ornatus, & apparatus, ut & campanæ & ſimiles

res in Czareæ Suæ Majeſtatis ditionibus conquirentur, & quidquid harum reperietur intrà anni ſpatium, Regiæ Suæ Majeſtati tradetur.

XVIII.

UTERQUE Principum, evitandarum turbationum inter vicinos in confinibus degentes gratiâ, duos eligere vult Judices, qui ſtato termino anni ſemel, aut bis aſſeſores ſuos convocent, & actiones de injuriis limitaneis, & commiſſis exceſſibus, ut & de latrociniis, & homicidiis motas audient, læſæ parti juſtitiam adminiſtrent, delinquentes coerceant, & ſic fines quietos ſervent.



ARTICULI PACIS

INTER Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem ad Dominum Carolum II, Magnæ Britanniæ Regem ab unâ, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum, ab alterâ parte, die 19 Februarii 1674, concluſæ.

QUANDOQUIDEM Sereniſſima Domina Regina Regens Hiſpaniæ, operam adhibuit ut diſſidii inter Regnum Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii Provincias ſublatis, pax reſtitueretur; cumque prædicti Ordines Fœderati Belgii Sereniſſimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem; tum per litteras, quam per nuntia flectere conati ſunt ut conditionibus pacis aurem accomodare vellet, atque iis pacifica negotiatio ad exitum perduceretur, Illuſtriſſimo ac Excellentiſſimo Domino Petro Fer-

nandes, Marchioni de Fremo, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis, Domini Caroli II, Hiſpaniarum Regis, apud eumdem Sereniſſimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem Legato Extraordinario plenam poteſtatem dederint, ut eorum nomine pacem cum præfato Sereniſſimo Domino Magnæ Britanniæ Rege concluderet, memoratus Sereniſſimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex Commiſſarios, & Procuratores ſuos plena poteſtate munitos nominavit, qui Commiſſarii cum præfato Domino Marchione de Fremo, in hæc puncta, & articulos conſenſerunt.

I.

Sit firma pax & amicitia inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, ac Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque ſubditos, tam intrà quam extrà Europam.

I I I.

Post expirationem 12 dierum

publicationem hujus tractatus proxime ſequentium, nulla committatur hoſtilitas à termino in occidentali plaga canalis Britanniæ, uſque ad actorum terminum in Norvegiâ; neque poſt finem 6 ſeptimanarum, uſque ad Civitatem Tingitanam & Æquatorem; neque poſt finem 10 ſeptimanarum in Oceano, mari Mediterraneo, vel ullibi aliàs inter dictam Civitatem Tingitanam & Æquatorem; neque poſt finem 8 menſium, in ullâ orbis regione.

I V.

ORDINES Generales Unitarum Provinciarum declarant quod quæcumque navigia ad præfatas unitas Provincias ſpectantia, ſive naves bellicæ, ſive aliâ, eæque vel ſingulæ, vel in claſſibus conjunctæ in ullis Maribus à Promontorio finis terræ dicto, uſque ad medium punctum terræ Vanſtalden dictæ in Norvegiâ, quibus licet navibus ad Sereniſſimum Dominum M. Britanniæ Regem ſpectantibus ſe obviam dederint, vexillum ſuum è mali vertice detrahent & ſupremum velum demittent.

V.

QUANDOQUIDEM Colonia *Surinam* dicta, & articuli ſuper ejuſdem deditione facti anno 1667, multas diſceptationum occaſiones dederint, Ordines Generales cum ſuprà nominato Sereniſſimo Domino M. Britanniæ Rege, convenerint quod non ſolùm prædicti articuli plenam ſortientur executionem, ſed etiam majeſtati ſuæ Britanniæ liberum erit unum aliquem, aut plures eo deputare, qui conditionem ſubditorum ſuorum ibi manentium explorent, cum iis de tempore diſceſſûs ſui convenient, quodque majeſtati ſuæ licitum erit, unam, duas vel tres naves unâ vice eo mittere quæ majeſtatis ſuæ ſubditos unâ cum rebus ſuis accipiant, aſportentque.

VI.

CONCORDATUM eſt, quod quæcumque terræ, inſulæ, oppida, portus caſtella aut fortalitia ab unâ parte capta ſunt, ab ea priori Domino reſtituentur in eadem conditione qua

fuerint tunc cum pax iſta promulgabitur.

V I I.

TRACTATUS Bredæ concluſus, anno 1667, ſicut etiam omnes alii præcedentes Tractatus per illum confirmati maneant in plena vi.

I X.

QUOD à mutua commercii & navigationis libertate pax utriuſque nationis pendet, præcipuè in Indiis Orientalibus, Sereniſſimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex votis Ordinum Generalium accedere dignatur, ut ejuſdem conſideratio æquali numero Commiſſariorum ab utrâque parte parte nominandorum referatur; ſin autem poſt tres menſes quam congreſſi fuerint eorum conatus non tam feliciter ſucceſſerint ut tractatus inde concludatur, capita inter eos contra verſa ad arbitrationem Sereniſſimæ Dominæ Reginæ Regentis Hiſpaniæ referentur, quæ undecim Commiſſarios nominabit; & quodcumque major eorum pars

determinaverit, id utramque partem obligabit.

X.

MAJESTATI ſuæ Britaniæ Ordines Generales promittunt ſummam octies centenorum milliorum patacorum ſolvere.

XII.

SIMUL ac habitationes utrinque commutatæ fuerint, Pax promulgabitur Hagæ Comitis intra ſpatium 24 horarium.



TRACTATUS PACIS

INTER Celſos Præpotenteſque Dominos Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciarum, ab unâ, & Reverendiſſimum & Celſiſſimum Dominum Chriſtophorum Beruhadum, Epiſcopum & Principem Monaſterienſem, &c. ab altera parte, in Imperiali Civitate Coloniâ Agrippinæ, die 22 Aprilis 1674, initus.

POSTEAQUAM bellum inter Chriſtianiſſimum Galliarum Regem, ejuſque Confœderatos, ex unâ, & Celſos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines earumque Confœderatos ex unâ, & Celſos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines earumque ex Confederatos altera parte nuper exortum, eo uſque excreverit, ut Sacram Cæſaream Majeſtatem, totumque Romanum Imperium tandem involveret, & ſua Cæſarea Majeſtas

Reverendiſſimum & Celſiſſimum Dominum Epiſcopum & Principem Monaſterienſem adhortari fecerit ut à Fœdere Gallico recederet, & pacem cum alte memoratis Ordinibus iniret, cui adhortationi dictus Dominus Epiſcopus locum dare, & à Fœdere cum altè memorato Rege Chriſtianiſſimo ante hac inito, vi arbitrii ſibi in ipſo fœdere reſervati diſſedere paratus, quod hinc in ſequentes pacis leges tandem conventum ſit.

I.

PAX ſit inter Dominos Ordines uniti Belgii, & Dominum Epiſcopum, & Principem Monaſterienſem.

I I I.

RESTITUET Dominus Epiſcopus Dominis Uniti Belgii Ordinibus omnia ea loca quæ durante hoc bello occupavit, in eo ſtatu quo nunc reperiuntur, nominatim opida, arces & caſtella de Lingen, Lictenſfort & Burkelvo, ſalvis tamen juribus Imperii.

I V.

RESTITUET identidem omnibus nobilibus, vaſſalis & ſubditis Dominorum Ordinum, omnes diſtrictus & bona immobilia quæ durante hoc bello occupavit, nominatim caſtellum & dominium de Verth Comiti del Valdek reſtituat, renovatis tamen tam dicti Domini Epiſcopi Ecclcſiæ, quam Domino Comiti competentibus juribus coram competente judice decidendis; prout & curabunt Domini Ordines, ut vice verſa vaſſalis & ſubditis Monaſtrienſibus occupata omnia bona immobilia reſtituantur.

V I.

COMPREHENDATUR hac pace Familia Comitum de Benthein, & quæ ipſi durante hoc bello ablata fuerunt, utrinque reſtituantur.

V I I.

S. CÆSAREA Majeſtas, ac Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex requirentur, ut guarantiam hujus tractatûs præſtare velint.

TRACTATUS

INTER Cæſaream Majeſtatem, & Epiſcopum Principem Monaſterienſem, concluſus Coloniæ, die 22 Aprilis 1674.

DEPUTATI Domini Principis, & Epiſcopi Monaſterienſis nomina Suæ Celſitudinis & ex ſpeciali ejuſdem Inſtructione promittunt ſuam Celſitutinem pro defenſione vicinorum Imperii limitum fortalitia ſua præſidiis firmaturam, nec non ii quæ nuper in Comitiis Ratisbonenſibus ratione guarantiæ oppreſſis Imperii Statibus juxta Imperii Conſtitutiones præſtandæ ſtatutæ ſunt, ſe confirmaturam S. C. Majeſtati & Imperio cum debitâ ſuâ quotâ non defuturam, & ſi Majeſtas Sua ultrà id aliquas Celſitudinis Suæ copias deſideraret, Celſitudo Sua câ in re talem ſe præbebit, ut Suæ Majeſtati facillimum

ſit cognoſcere quod Suæ Celſitudinis nihil magis cordi ſint, quam ſuam ergà Cæſaream Majeſtatem devotionem re ipſa demonſtrare.



TRACTATUS

TRACTATUS PACIS

INTER Sereniſſimum Principem ac Dominum Maximilianum Henricum Archiepiſcopum Colonienſem, S. R. S. Electorem ab unâ; & Celſos Præpotenteſque Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab alterâ parte, Coloniæ Agripinæ, die 11 Mai 1674, concluſæ.

POSQUAM inter Chriſtianiſſimum Galliarum Regem, ejuſque Confœderatos ex unâ, atque Celſos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines eorumque Confœderatos ex alterâ parte, nuper exortum bellum eo uſque excreviſſet ut Cæſaream Suam Majeſtatem totumque Romanum Imperium tandem involverit, & altiſſime memorata Sua Cæſarea Majeſtas Sereniſſimum Principem Electorem Colonienſem, qui uti Chritianiſſimæ Regiæ Majeſtatis Confœderatus ad

M

dictum bellum accesserat, adhortari curasset, ut pacem cum alte memoratis Dominis Ordinibus inire vellet; huicque adhortationi Serenissima Sua Electoralis Celsitudo locum dedisset, in sequentes Pacis leges conventum sit.

I I I.

POSITO universalis Amnestiæ fundamento, restituet Serenissima Sua Celsitudo Electoralis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia quæ durante hoc bello occupavit, in statu quorum reperientur.

V.

CONTRA, prædicti Domini Ordines Generales renuntiant omnibus juribus, & prætentionibus quas habuerunt aut habere possent in civitatem Rhenobergam, ejusdem pertinentias, sic, ut in perpetuum maneat penès prædictam Serenissimam Celsitudinem Suam Electoralem.

V I I.

CÆSAREA Sua Majestas, & Serenissimus Rex Hispaniarum requirentur ut guarantiam hujus Tractatûs in se recipere velint.

TRACTATUS PACIS

Inter Majestatis Suæ Christianissimæ Legatos Plenipotentiarios ex unâ, & Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum Legatos Plenipotentiarios ex alterâ parte ; Neomagi, die 10 Augusti anno 1678, conclusæ.

Cum durante cursu belli, aliquos abhinc annis moti inter Celsimum, Excellentissimum & Potentissimum Principem Ludovicum XIV, Dei gratiâ Franciæ & Navarriæ Regem, & Dominos Ordines Generales Provinciarum Belgii Fœderatarum, Majestas Sua semper sincerum desiderium retinuerit dictos Dominos Status in pristinam amicitiam recipere, illi vero ardentissimum affectum Majestatem Suam venerandi, tandem contigit ut bonæ intentiones suffultæ officiis Celsissimi Excellentissimi & Potentissimi Principis Regis

M. Britanniæ, Majeſtatem Suam Chriſtianiſſimam & dictos Dominos Ordines Generales, neç non omnes alios Principes & Magnatos quarum res hoc bello agitur permoverint, ut conſentirent quod urbs Noviogamenſis eligeretur ad tractandum in eâ de Pace, ubi convenerunt de conditionibus Pacis ſequenti tenore.

I.

SIT Pax firma inter Suam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, ejuſdemque Succeſſores Reges Franciæ & Navarræ, & Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum.

II.

SI quædam prædæ, ab unâ aut alterâ parte, in Mari Baltico, aut Oceano Septentrionali, inde uſque ad extrema dicti (*la Manche*), ultra ſpatium 4 ſeptimanarum, & ab eâ extremis nominati illius (*la Manche*) uſque ad caput Sancti Vincentii ultrà ſpatium 6 ſeptimanarum, & in Mari Mediterraneo ad Æquatorem

usque ultrà spatium 10 septimanarum, & ultrà Æquatorem, & in aliis omnibus mundi plagis ultrà spatium 8 mensium à die Pacis Parisiis & hagæ Comitis promulgatæ computandorum capientur, præfatæ prædæ reddentur.

V.

Ii quibus bona in ficum redacta occasione dicti belli sunt, eorum hæredes, aut jus ad ea habentes, cujuscumque conditionis, aut Religionis esse poterunt, gaudeant iisdem bonis.

V I.

COMES d'Auvergne mittetur denuò in possessionem Marchionatûs Bergarum ad Romam ejusdem dependentiarum, utiquoque omnium ejus jurium quâ ante declarationem belli gaudebat.

V I I.

MANEAT unusquisque in possessione omnium regionum, civita-

tum, territorium, & dominiorum; tam intrà quam extrà Europam, quæ nunc poſſidet.

VIII.

CUM vero Majeſtas Sua Chriſtianiſſima animum induxerit cum Dominis Ordinibus generalibus priſtinam amicitiam exercere, ipſos immittet iterum in poſſeſſionem urbis trajecti ad Moſam, nec non comitatus Vroonboyenſis, atque comitatus Falkenburgenſis Dahlehemy, & Rotteduci ultrà menſam.

IX.

ALTE memorati Domini Ordines ex adverſo promittunt quod res omnes, exercitium Religionis Romano Catholicæ, & uſum bonorum eorum qui hanc profitentur concernit, conſerventur in eo ſtatu in quem per capitulationem anno 1632 redactæ ſunt, & quod ii quibus Eccleſiaſticis Beneficiis proſpectum jam eſt, in iis ſtabiles maneant.

XIV.

Si evenerit ut præsens Tractatus à parte dictæ Suæ Majestatis, aut Dictorum Dominorum Ordinum Generalium minùs exactè observetur, Pax tamen nihil quicquam remittet de suo integro vigore, sed promptè contraventio reparetur.

XV.

Si post hac amicitiæ diremptio inter Coronam Franciæ, & præfatos Dominos Ordines Fœderatarum Provinciarum Belgii intercedet, indulgeatur tempus 6 mensium subditis, quo intereà cum substantiâ suâ dissedere queant.

XVII.

Rex Magnæ Britanniæ cum Regnis suis in presenti Tractatu comprensus sit.

XVIII.

Presenti hoc Tractatu ex parte

Domini Regis Christianissimi comprehendentur Rex Sueciæ, Dux Holsatiæ, Episcopus Argentinensis, & Princeps Guilielmus à Furstenberg tanquam belli presentis participes. Præterea Princeps & Regnum Portugalliæ, Respublica Veneta, Dux Sabaudiæ, & Tredecim Helvetiorum Pagi, cum eorum Confæderatis, Elector Bavariæ, Dux Joannes Fridericus Brunsvicensis hanno veranus.

X I X.

Ex parte Dominorum Ordinum Generalium Rex Hispaniæ, ut & Tredecim Helvetiorum Pagi cum Confœderatis suis Civitas Emdana.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUEMADMODUM in consequentiam belli inter Regem Christianissimum, & Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Majestas Sua fecit ut omnia ad Dominum Principem Aurasionensem (*d'Orange*) tam in dicto Principatu, quam aliis Dominiis in

Galliâ ſitis, pertinentia bona apprehenderetur, Majeſtas Sua altè memorato Domino Principi promittit, quod in poſſeſſionem dicti Principatûs, & Dominiorum ad ipſum in Galliâ, Comitatu Burgundiæ, Caroleſiâ, Flandriâ, & aliarum ditionum à dominatu Suæ Majeſtatis dependentium, nec non omnium jurium immittatur eodem in ſtatu quo ille antequam ex eorumdem poſſeſſione deturbaretur, gaviſus fuerat.



TRACTATUS

COMMERCIORUM, Navigationis & rerum Martimarum, inter Mjeſtatis Suæ Chriſtianiſſimæ Legatos & Plenipotentiaros ex unâ, Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum Legatos, & Plenipotentiarios ex alterâ parte, Noviomagi, die 10 Auguſti anno 1678, concluſus.

I.

SUÆ Majeſtatis, & Dominorum Ordinum Generalium Provinciarum Belgii Fœderatarum ſubditi, eadem libertate quoad commercia, & navigationem gaudeant quâ ante hoc bellum gaviſi fuerunt.

II.

NEQUE fas eſto Majeſtatis Suæ ſubditis commiſſiones accipere ullas

ad instructum annorum privatum, aut litteras repressaliarum à Statibus alte memoratorum Dominorum Ordinum Generalium Hostibus, quod ipsum mutuò à Subditis Fœderatarum Belgii Provinciarum quoad Majestatis Suæ subditos observetur.

III.

Præda ab unâ aut alterâ parte capta in Mari Baltico, aut Oceano Septentrionali, inde in Norvegiâ usque ad extrema *de la Manche*, intra spatium 4 septimanarum, & ab extremis *de la Manche* dictæ usque ad Caput Sancti Vincentii, intrà spatium 6 septimanarum, & in Mari Mediterraneo usque ad Æquatorem intrà spatium 10 septimanarum, & ultrà Æquatorem, & in omnibus aliis mundi partibus intrà spatium 8 mensium à publicatione præsentis Tractatûs computandum, & damna ab unâ aut alterâ parte illatâ reddentur.

IV.

Omnes literæ pignorationum, &

repreſſaliarum ante hàc conceſſæ nullæ declarantur, neque fas eſto ejuſmodi porto ab aliquo præfatorum Fœderatorum in præjudicium ſubditorum alterius expediri, niſi in caſu manifeſto denegatæ juſtitiæ, quæ denegatio pro teſtata non habebitur priuſquam ſupplicatio ejus qui dictas expetit repreſſalias, miniſtro qui in loco ejus ſtatûs contrà cujus ſubditos concedentur exiſtit communicetur, quo intra terminum 4 menſium de contrario edoceri, aut Juſtitiæ ſubſidium procurare queat.

V.

Nec ſubditi arreſti conſtringentur ob ullam rem ad quam Majeſtas Sua tenebitur, nec etiam Dominorum Ordinum Generalium ſubditi, cum mercibus, & navigiis ſuis frequentare poterunt regiones, civitates, portus, arces & flumina unius, alteriuſve ditionis, & ibidem vendere, emere omnis generis merces; quarum invectio, aut evectio omnibus Suæ Majeſtatis, & altè memoratorum Dominorum Ordinum Ge-

neralium ſubdictis interdicta non eſt, ſic, ut permiſſum non ſit, uni alterive concedere ſubditis ſuis immunitates, beneficia, & alias prærogativas, in præjudiciorum illorum, utque unius alteriuſve partium ſubditi non teneantur majora onera, aut impoſitiones ratione ſuarum perſonarum, bonorum, mercium, navium, ſub quocumque titulo ſolvere, quam ea quæ naturales unius, alteriuſve ſubditi ſolvere obſtricti ſunt.

VIII.

NAVIBUS bellicis unius, alteriuſve pateant aperta littora, vadoſa, flumina, portus & oſtia ad ibidem ſtandum in anchoris tamdiu quam ipſis opus erit, abſque viſitatione omni, ſub conditione ut hoc ipſo moderatè utantur, nec cauſam aliquam ſuſpicionis per affectatam ibidem commorationem, dictorum locorum, & portuum gubernatoribus quos Capitanei memoratarum navium de cauſâ adventûs, & commorationis ſuæ certiores reddent, præbeant.

IX.

NAVIBUS militaribus Majeſtatis Suæ, ut & altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium, nec non utriuſque ſubditorum armis ad bellum inſtructis, prædas ab hoſtibus ſuis captas, quocumque ipſis placuerit, conducere integrum eſto, in tantum ut ad jura ulla Thalaſſiarchiæ, (*Amirauté*) aut ulli alio præſtanda obſtrictæ minimè ſint : contra iis, qui prædas ex Suæ Majeſtatis, aut altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium ſubditis fecerunt, in portubus, & oſtiis ſuis aſylum haud præbeatur, ſed ſi neceſſitate tempeſtatum, aut periculis maximis coactæ intraverint, curabitur ut quam citiſſimè fieri poterit ab hinc diſcedant.

X.

SUBDITI altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium ſoluti erunt jure Albinagii; (*Droit d'Aubaine*); ſimiliter ſine litteris

naturalitatis liberè fortunarum suarum sedem figere valeant subditi altè memoratorum Dominorum Ordinum in omnibus civitatibus Regni commerciorum excerdendorum gratiâ, & generaliter subditi Provinciarum Belgii Fœderatarum, tam favorabiliter quam Majestatis subditi proprii, & naturales tractentur; specialiter verò sub taxatione quibus peregrini censebuntur non comprehendentur; atque universus tenor præsentis articuli quoad Regis subditos in Regionibus alte memoratorum Dominorum Ordinorum ditioni subjectis valebit.

X I.

ONUSTÆ ab uno Fœderatorum naves, si prope plagas alterius vi tempestatum remittentur, haud cogentur mercimonia sua exponere, nec teneantur illic jura ulla solvere, nisi tunc cum sua sponte mercimonia ibidem venum exposuerint.

X I I.

DOMINOS navium, ipsorum Nau-

cleros, Præfectos, milites, nautas; naves ipſas, ut & res quibus onuſtæ ſunt, arreſtis conſtringere, nec ſub prætextu defenſionis ſtatus fas erit; ſub quo tamen non intelligentur arreſta autoritate judiciali, ob debita aut alias juſtas cauſas obtenta.

X I I I.

In omnium ſubditorum Galliæ ut & Provinciarum Belgii Fœderatarum poteſtate licitum eſto ſuis navibus in alto vehere, & cum mercibus ſuis negotia exercere versùs loca illorum qui jam hoſtes declarati ſunt; quemadmodum etiam iiſdem navibus ſuis in alto vehere, & cum mercibus ſuis negotia exercere poterunt ex locis eorum qui hoſtes alterutrius partium ſunt, non ſolum recta ex locis hoſtibus versùs locum neutralem, ſed etiam ex loco hoſtili uno versùs alium.

X I V.

Commercium hocce ſe extendet ad omnis generis mercimonia, exceptis mercibus interdictis.

X V.

Sub hujusmodi mercibus interdictis intelliguntur arma, & aliæ bello inservientes res.

X X I.

Casu quo in navibus destinatis; ad cursum versùs portûs hostium reperientur res quæ pro interdictis declaratæ sunt, illæ fisco addicentur, sic tamen ut propterea naves, ut alia bona & res in illis ipsis navibus repertæ, nullo modo in fiscum redigi queant.

X X I I.

Præterea conventum fuit quod omnia ea quæ reperientur navi cuippiam hostium illata, etiamsi mercimonia interdicta non sint, unà cum omni eo quod in dicta navi reperietur, in fiscum redigentur: quod ipsum, non solum si quando dictæ merces ante declarationem iisdem illatæ fuerint; sed etiam si id post

præfatam Declarationem factum fuerit, obtinebit, si modo id factum sit intra terminos sequentes; nempè quando illatæ sunt in Mari Baltico, aut Oceano Septentrionali, ab hinc in Norvegiâ usque ad extrema (*de la Manche*, intrà spatium quatuor septimanarum; aut in extremis præfatæ (*de la Manche*), usque ad Caput Sancti Vincentii, intrà spatium 6 septimanarum, & ab hinc in Mari Mediteraneo, & usque ad Æquatorem, intrà spatium 10 septimanarum; & ultra Æquatorem, & in omnibus allis mundi plagis, intrà spatium 8 mensium; quemadmodum constitutum est quod navis libera immunes quoque reddet res illatas; insuper concordatum fuit, quod libertas illa, etiam ad personam sese extendet, ut hostes, si in liberâ navi reperientur, inde extrahi nequeant, modo militares homines non fuerint.

X X V.

Capitanei, & armaturæ navali operam dantes obstricti sunto præstare ante abitum suum cautionem

coram competentibus Judicibus ad ſummam 15000 librarum turonenſium de reparando ab uno quoque eorum in ſolidum ea quæ malè in itineribus ſuis patrata erunt, & de violationibus præſentis Tractatus.

XXVI.

Si alieni Capitaneorum Gallicorum in prædam cedat navis mercibus interdictis onuſta, Capitaneo fas non erit facere ut ciſtæ, ſarcinæ, aut aliæ arcæ aperiantur, aut alienentur, priuſquam in continentem, in præſentiâ Judicum Thalaſſiarchiæ allatæ, & ab iis in inventarium relatæ ſint, niſi merces illæ interdictæ ſolum modo partem quandam oneris navalis effeciſſent, ut Domino ſive Patrono navis conſultum viſum fuiſſet, memoratas merces interdictas dicto Capitaneo tradere, & iter ſuum peragere.

XXVII.

Sententiæ quæ in cauſis captarum in mari prædarum ferendæ erunt, ſecundum Juſtitiæ normam, à perſonis haud ſuſpectis ferantur.

XXVIII.

Si quando Dominorum Ordinum Generalium aliquis miniſtrorum publicorum de hujuſmodi ſententiis conquereretur, Sua Majeſtas curet eaſdem in ſuo Conſilio revidere intra tempus 3 menſium ut intereà bona minimè vendentur, niſi id, cum conſenſu eorum quorum intereſt, ad præveniendum detrimentum mercimoniorum ſuorum fiat.

XXIX.

Si quando actiones inter illos qui prædas in mari egerunt, & inter eos quorum eo nomine intereſt, intentatæ erunt, & illi quorum intereſt favorabilem ſententiam obtinuerint, ea ſententia ſub cautione fide juſſoriâ non attenta appellatione executioni mandetur : at non contrà, & quid in præſenti articulo, ut & in antecedentibus dictum eſt, id ipſum quoque obtinebit apud Dominos Ordines Generales quoad prædas Suæ Majeſtatis ſubditis ereptas.

XXX.

In poteſtate Suæ Majeſtatis, & Dominorum Ordinum Generalium ſitum eſto curare ut in ditionibus alterutrius tantus navium numerus, ſive ad bellicum ſive ad commerciorum uſum extruatur, quantus ipſis conducere videbitur eodemque modo coëmere inſtructum bellicum; interponentque autoritatem ſuam ut pretio juſto emptio, venditioque celebretur, ut tamen neque Majeſtas Sua, neque Domini Ordines Generales eamdem permiſſionem hoſtibus unius alteriuſve impertiri valeant, ſi memorati hoſtes aggreſſores fuerint.

XXXI.

Si naves militares, aut mercatoriæ unius, alteriuſve naufragium patiantur, dictæ naves, apparatus, & mercimonia, & id, quod conſervatum erit, aut quod inde preveniet, ſi dictæ res utpote perituræ fuerunt venditæ, id omne, quoties intra annum & diem revocatum

erit, reſtituetur, dum modo impenſæ juſtæ, & id quod inter Fœderatos determinetur pro jure conſervationis, ſolutum erit.

XXXII.

MAJESTAS Sua, & Domini Ordines Generales non recipient in ullâ aliquâ ſibi parente Regione nullos aliquos piratos, aut eos qui nulli certæ parti abdicti maria infeſtant; ſed efficient ut illi puniantur, & naves eorum deprehendentur, & quæcumque in iis invenientur, proprietariis qui ea revocabunt reſtituentur.

XXXIII.

INCOLIS & ſubditis partis unius alteriuſve integrum eſto, uti operâ hujuſmodi advocatorum, procuratorum, notariorum, ſollicitatorum qui ipſis boni videbuntur, iiſque à Judicibus ordinariis adjungentur, ſi opus erit, & dicti Judices deſuper requiſiti erunt. Permiſſumque eſto dictis ſubditis, & incolis libros mer-

catorios ſuos conſcribere linguâ eâ quæ ipſis commoda videbitur.

XXXIV.

DOMINO Regi, ut & Dominis Ordinibus Generalibus liberum eſto, in commodum ſuorum ſubditorum in Regnis & Statibus alterius negotia exercentium conſtituere Conſules, qui juribus & immunitatibus iis competentibus fruentur; conſtitutioque eorum fiet in locis quibus communi ſuffragio eos neceſſarios fore cenſebitur.

XXXV.

MAJESTAS Sua, ut & Domini Ordines Generales, nequaquam permittent ut aliqua navis armis inſtructa vi obtentæ commiſſionis alicui Principum, aut civitati à ſervitiis exiſtens prædam capiat in portubus, oſtiis, aut aliquo flumine quæ ad ipſos pertinebunt de unius alteriuſve ſubditis.

XXXVI.

SI per negligentiam præſens trac-

tatus minus obſervetur, aut eidem quis contravenerit, non committetur tamen, quin is in vigore ſuo omninò perſiſtat, ſic ut propterea ad interruptionem Confœderationis non devenietur, ſed tranſgreſſiones promptè reparentur.

XXXVII.

Si poſthac contigerit, ut amicitia rumpatur inter Coronam Franciæ, & Dominos Ordines Fœderatarum Provinciarum, tempus 9 menſium à ruptione inde, utriuſque partis ſubditis detur, intrà quod ipſis integrum ſit aliorſùm ſe, cum ſuis ſubſtantiis, conferre.

XXXVIII.

Præsens Tractatus perduret 25 annos à die ſubſignationis.

ARTICULUS SEPARATUS.

Stipulatum fuit ex parte Chriſtianiſſimi Regis, & huic Ordines Generales aſſenſi ſunt, quod æqualitas

litas quæ quoad ſubditos unius alteriuſve cum naturalibus circa materiam jurium & gabellarum juxta articulum VII obſervari debet, minimè derogaret gabellæ quinquaginta ſeſtertium in Galliâ de qualibet tonnâ navibus peregrinis illatâ ſtatutæ, quod Dominorum Ordinum Generalium ſubditi eamdem ſolvere tenerentur; dicta gabella 50 ſeſtertium non exigetur à navibus Provinciarum Fœderatarum ſubditorum niſi unâ vice pro quolibet itinere, ſi quando ex portubus regni ſui ſolvens, ut naves ſale onuſtæ ſolum modo dimidium dictorum 50 ſeſtertium pendant; ſub hâc conditione, ut ſi Dominis Ordinibus Generalibus fuerit viſum ſimilem gabellum de navibus peregrinis apud ſe conſtituere, excedere quoad Majeſtatis Suæ ſubditos taxam quam in Galliâ ſolvunt, nequeant.



SUMMARIA

PACIS Neomagenſis, die 17 Septembris anno 1678, concluſæ inter Ludovicum XIV Franciæ & Navarræ Regem, & Carolum II, Hiſpaniarum Regem.

ARTICULUS PRIMUS.

PAX bona, firma, & perpetua amicitia erit.

I V.

REX Chriſtianiſſimus poteſtati Regis Catholici reſtituat Carolo Regium, Binchium, Athum, Audenardam & Cortracum, cum ſuis dependentiis.

V.

REX Chriſtianiſſimus ſe ſemet obſtringit denuò tradere Ducatum Limburgenſem, civitatem Gandavenſem, fortalitium Rothenhuſanum, regionem Varanam, urbem

Leceviam, urbem Sancti Gileni, atque civitatem Puicerdam, in Cataloniâ, cum dependentiis.

VII.

REX Christianissimus efficiat ut Regi Catholico restituantur omnes civitates, loca & fortalitia quæ in potestatem suam redegit, usque ad diem promulgatæ Pacis, in quibuscumque mundi partibus eæ sitæ sint; quemadmodum Majestas Sua Catholica efficiet quoque, ut Majestati Suæ Christianissimæ restituantur omnia loca, fortalitia, arces quæ in potestatem suam redegit, ad diem promulgatæ pacis usque, in quibuscumque mundi partibus eæ sitæ sint.

XI.

REX Christianissimus gaudeat, non solum universo Comitatu Burgundiæ, vulgo (*la Franche-Comté*) dicto, ut & Civitatibus & ditionibus hinc dependentibus, sub quibus comprehensa sit urbs Vezontium, sed etiam civitatibus Valencenâ,

Bochanio, Condato, Cameraco, & Cambrecio, Aria, Fano Sancti Audomati, Ipris, Visoviaco, Vastenâ prope Lyram, Properingua, Balliolo & Carleto, Bavaco, & Malobodio, cum suis dependentiis.

X I I.

DICTUS Comitatus Burgundiæ, civitates & ditiones ab eo dependentes sub quo civitas Vezontium comprehendatur, nec non præfatæ civitates & loca maneant penès Majestatem Christianissimam, & successores, irrevocabiliter & in perpetuum, cum summa potestate, aliisque juribus omnibus quæ antea ad Regem Catholicum pertinuerunt.

X I I I.

MAJESTAS Sua Catholica se obstringit obtinere à Domino Episcopo Leodiensi cessionem civitatis Dynanti, desuperque consensum Imperatoris, & Imperii, intra anni spatium à die ratificationis tractatus Pacis quæ inter Imperatorem, &

Regem Chriſtianiſſimum facienda erit, computandum. Poſitoque quod memorata Sua Majeſtas dictam ceſſionem obtinere nequeat, ea tunc ſe obligat ſe reſtituram poteſtati Suæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ civitatem Carolo-Montium.

Actum Noviomagi, die 17 Sept. anno 1678.



TRACTATUS PACIS

INTER Reges Galliæ & Sueciæ, nec non universam Domum Brunsvico Luneburgensem, Cellis, die 26 Januarii, anno 1679, conclusus.

I.

SIT Pax inter Majestates, & Coronas Galliæ, & Sueciæ, & eorumdem successores, interque Celsitudines Suas Brunsvico Luneburgenses, Cellenses, & Guelstobutanas, & eorumdem Successores, & universam Serenissimam Domum.

I V.

QUONIAM Tractatus Pacis Monasterii, & Osnabruggis die 24 Octobris anni 1648 conclusus, fundamentumtranquillitatisImperii esto ambæ Coronæ, & Celsitudines Suæ Serenissimæ eundem pro norma ha-

bent cum obligatione reciproca ſtudium omne eo conferendi, ut dicta Pax Veſtphaliæ, ſarta, tectaque conſervetur.

V I.

PROMITTUNT Celſitudines Suæ quod Regi & Coronæ Sueciæ reſtituent Ducatum Bremenſem, cum omnibus ſuis dependentiis.

V I I I.

SPONDENT Majeſtates Suæ Galliæ, & Sueciæ, quod copias militares, in ditiones ad Celſitudines Suas, aut Sereniſſimam Domum Brunſvico Luneburgenſem pertinentes, intrare non permittunt: illa vero ex ſuâ parte tranſitum, quamdiù præſens bellum durabit, iis non concedet qui hoſtes ſunt duarum Coronarum.

X I V.

AMBÆ Coronæ efficient ut præſens Tractatus illo quem cum Majeſtate Sua Imperiali, & Imperio eæ

inibunt, complectatur, & Serenissima Domus Brunsvico Luneburgensis eandem, inveniat securitatem, ac si illa conjunctim cum Suâ Majestate Imperiali eumdem pepigisset.

ARTICULI SEPARATI.

I.

MAJESTAS Sua Rex & Corona Sueciæ transferunt in præmemoratos Duces in perpetuum, cum omni potestate & juribus territorialibus:

1°. Præfecturam Doeverensem, & universum districtum, sive territorium quod inter flumina Virurgim, & Al. Alerum se extendit, & ad Ducatum Verdensem pertinet, ut tamen in illo districtu munimentum nullum extruetur, aut nulla de novo vectigalia à Celsitudinibus Suis & eorumdem successoribus illic stabiliantur.

2°. Præfecturam Tedhingausen.

3°. Omnia jura, reditus, summas principales, census & possessiones,

ſive in ruribus, ſive in ſilvis conſiſtant, quibus Epiſcopi, & Capitulares, & poſt Pacem Veſtphalicam Duces Bremenſes, & Verdenſes ad præſens bellum uſque in territoriis, Dominiis Celſitudinarum Suarum ſubditis, gaviſi ſunt. Pollicetur quoque Majeſtas Sua quod ipſa procurabit Imperatoris, ac Imperii conſenſum ad omnia ſuperius dicta; in ſpecie vero ambæ Coronæ operam dabunt ut territoria, jura, & reditus à Sueciâ in Celſitudines tranſlata ab Imperatore & Imperio, ipſis tanquàm allodiala, ad minimùm in qualitate feudi promiſcui, & quemadmodum ea Suecia poſſedit, relinquantur.

I I I.

DOMINUS Rex Chriſtianiſſimus vult promittere, quemadmodum per præſentem articulum facit, ſemet curaturum ut ſuis Celſitudinibus ſummæ trecentorum millium imperialium in civitate Hamburgenſi, in argento valoris in ramo publico receptis, eo ipſo tempore ſolva-

tur quo restitutionem ditionum Bremensium in actum deducent.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUONIAM concordatum est in Articulo decimo Tractatûs principalis, quod Majestates Suæ Serenissimum Domum Brunsvicensem & Luneburgensem tuebuntur contrà damna, quævis quæ ipsi ob causam Pacis cum Coronis confectæ à quopiam inferri poterunt; Majestates Suæ ampliùs per præsentem Articulum declarant, quod altè memorata Domus gaudeat particulari hâc tuitione contra Regis Daniæ, & Electoris Brandeburgici attentata.



PROTESTATIO

Legationis Cæsareæ, ob Tractatum Cæsarea Gallicum.

Postquam & rei æquitas, & variæ Christianissimi Regis ante hac factæ contestationes (forte protestationes) promittebant controversias quo Sacro Romano Imperio cum Sacrâ Regiâ Majestate Christianissimâ ratione decem Civitatum Unitatum, & immediatæ nobilitatis Alsatiæ, vassalorum trium Episcopatuum, Metensis, Tullensis, & Verodunensis, Episcopi & Diocesis Basilensis, Abbatiarum Murbacensis, & Luderensis, Civitatis Argentinensis, aliorumque intercedunt, si de eis in hoc Pacis Congressu conveniri non posset ad placitum ante hac arbitrium remissum iri; non dubitaverat Legatio Cæsarea quin Legati Gallici id admissuri fuissent. Cum vero eò induci non potuerint, maluit Legatio Cæsarea articulum

de renovando arbitrio omittere ; quam paci moram poni, prius tamen poteſtate per hanc omiſſionem nihil Imperii juribus præjudicari.

Noviomagi, die 3 Februario anno 1679.



SUMMARIA
INSTRUMENTI PACIS,

Cæsareo-Gallici, Neomagi, die 5 Februari, anno 1679, conclusi; inter Leopoldum Imperatorem, & Ludovicum XIV, annitente Carolo II, Britanniæ Rege, Plenipotentiarii fuerunt; Imperatoris, Johannes Episcopus Gurcensis, Gomes Khinsky à Stratmam, Regis Galliæ, Comes à Destrades, Colbert, Comes in Avaux, interventu; Hyde, Temple, Jenkius.

ARTICULUS II.

PAX Monasteriensis anno 1648 conclusa, pristino suo vigore restituatur.

IV.

REX Galliæ cedit in perpetuum Cæsari omne jus protectionis, per-

petui præſidii, & quidquid ſibi virtute Pacis Monaſterienſis in Caſtrum Philippiburgi competit.

V.

CÆSAR tam pro ſe, quam totâ Domo Auſtriacâ cedit Regi Galliæ, Caſtrum & Oppidum Friburgenſe, cum tribus ad illud ſpectantibus pagis, ſalvis tamen ejuſdem civitatibus & privilegiis : reſervatis etiam Epiſcopo Conſtantienſi jure Diocesſano, reditibus, aliiſque juribus.

V I.

PATEAT Briſaco Friburgum ordinariâ viâ innoxius tranſitûs.

V I I.

PLACUIT annonam ad victum, quæ ex quocumque Brirgoviæ loco Friburgum inferetur, nullis alias autem merces non gravioribus vectigalibus onerari, quam ſi in aliâ Cæſari ſubjecta loca transferentur.

IX.

CURET Rex Galliæ, Cæsari restitui omnia documenta quæ Friburgi reperta sunt, quæ dictum Oppidum Friburgense concernunt, inter Commissarios conveniat quo in loco servari debeant.

X.

LIBERUM erit Capitulo Basileensi, uti & omnibus & singulibus Austriaci regiminis, & universitatis Friburgensis membris, imo etiam civibus & incolis domicilium sine detractione intrà annum transferre.

XII.

DUX Lotharingiæ restituatur in liberam possessionem statuum, & bonorum quæ Dux Carolus anno 1670 possidebat.

XIII.

URBS Nanceii, cum suo banno,

maneat in perpetuum Coronæ Galliæ unita ; cum omnibus ſupremi Dominii juribus.

X I V.

Ut eo liberior ſit militi gallico tranſitus , viæ dimidiatam Lothinringiæ leucam in latum complectentes deſignentur ; prima quæ , ſi deſiderii , fano Nanceſum , alia quæ Nanceo , in Alſatiam , tertia quæ ab ipſammet Nancei urbe Verovium in Comitatu Burgundiæ ; quarta demum quæ Nanceo ad urbem Metenſem conducant.

X V.

Omnia loca , pagi , villæ , terræ, quæ in his dimidiatæ leucæ latitudinis viis jacent , cum omnibus Supremi Dominii & proprietatis juribus , ad Regem Galliæ pertineant.

X V I.

Urbs & præfectura Longivicenſis , cum Supremo Dominio & pro-

prietate, maneat penès Regem Galliæ; in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Rex Galliæ dicto Duci cedat in uno ex tribus Episcopatibus ejus valoris præfecturam.

XVII.

VICISSIM Rex Galliæ cedit in compensationem Urbis Nancei supremum Dominium, & proprietatem Urbis Tullensis, & ejusdem suburbiorum.

XIX.

REX Galliæ renuntiet ad manum Summi Pontificis, juri nominandi Episcopum Tullensem, sibi à Summo Pontifice Clemente IX indulto, ita ut liberum sit prædicto Duci pro eo obtinendo, ad Sedem Apostolicam recurrere.

XXII.

RESTITUANTUR Domino Duci Archiva quæ in Gasophylacio Nanceaneo, & Barensi, sive alibi, ablata fuerunt.

X X I I I.

CÆSAR consentit ut Princeps Franciſcus Egon, Epiſcopus Argentinenſis, ejuſque Fratres plenè reſtituantur.

X X I V.

RESTITUANTUR omnes utriuſque partis vaſalli & ſubditi.

X X V I I I.

CONTROVERSIA de Caſtro, & Ducatu Bullionenſi, inter Epiſcopum Leodienſem, & Duces ejus nominis amicabili viâ, vel per arbitros terminetur.

X X X V.

PACEM hoc modo concluſam promittunt utriuſque partis Legati, reſpectivè ab imperatore & Imperio, & Rege Chriſtianiſſimo, rati habitum iri intrà ſpatium octo Septimanarum à die ſubſcriptionis computandum.

SUMMARIA

INSTRUMENTI PACIS,

Cesareo-Sueci, Noviomagi, die 5 Februarii 1679, conclusi, inter Leopoldum Imperatorum ex unâ, & Carolum Suecorum Regem ex alterâ parte.

ARTICULUS PRIMUS.

SIT Pax Christiana ac perpetua.

III.

PAX Vestphalica sit firma basis hujus pacificationis, Pragmatica Imperii Sanctio, & Lex fundamentalis.

V.

BELLUM quod Regno Sueciæ, cum Rege Daniæ, Electore Brandeburgico, Episcopo Monasteriensi, & Ducibus Brunsvico Luneburgicis,

Osnabrugensi, Zellensi, & Guelpherbytano est componi, Imperator, & Imperium officia sua interponant, salvâ de hostibus mutuò non juvandis reciprocâ obligatione.

V I I.

IMPERATOR pro Duce Gottorpiensi officia interponat, ut inter Regem Daniæ, & prædictum Ducem controversiæ componantur.

Acta hæc sunt Noviomagi, die 5 Februarii, anno Domini 1679.



RATIFICATIO

SACRÆ Cæsareæ Majestatis Tractatus Pacis Cæsareo-Gallico-Sueciæ commutata, Noviomagi, die 5 Februarii, anno Domini 1679.

NOS Leolpodus, verbo imperiali promittimus pro nobis, nostrisque successoribus, & Imperio Romano, cujus status, Ratisbonæ modo per Deputatos congregati, memoratam Pacem in omnibus, & singulis Articulis vigore conclusi 23 mensis hujus facti approbarunt, & ratificarunt, omnes, & singulos Articulos firmiter servaturos. Datum Viennæ, die 19 Martis, anno 1679.

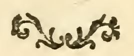


RATIFICATIO

PACIS inter Majestates Imperialem & Christianissimam, die 5 Februarii 1679 sancitæ, à parte Galliæ, Noviomagi, die 19 Aprilis commutato.

LUDOVICUS.

LEGATI nostri Extraordinarii, & Plenipotentiarii subsignaverunt, die 5 præsentis mensis Februarii in urbe Noviomago, cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis Dilectissimi Fratris Imperatoris Tractatus; eos, tam pro nobis, quam pro nostris successoribus ratificamus, datum in S. Germain ad Layam, die 26 Februarii anno 1679.



PROTESTATIO

DOMINI Præsidis Canonis, Ministri Plenipotentiarii Serenissimæ Suæ Celtitudinis Lotharingicæ, contrà Tractatum Pacis 5 Februarii 1679, Noviomagi conclusum, Mediatoribus, 20 Aprilis exhibita.

MINISTER & Plenipotentiarius Serenissimæ Suæ Celsitudinis Lotharingiæ ad conventus de pace ejusdem nomine exponit, quemadmodum conditiones hactenus Tractatus in hâc urbe, die 5 mensis Februarii præcedentis initi, in quantùm ipsam eæ concernunt, haud acceptandæ videantur, ita protestari eam contra dictum tractatum, & omnia quæ pro ipso à duodecimo inde articulo ejusdem, usque ad vigesimum secundum inclusivè spectata sunt, sic ut eidem ii nocere haud valeant.

Noviomagi, die 20 Aprilis, anno 1679

TRACTATUS PACIS

Inter Galliæ & Navarræ Regem Christianissimum ab unâ, & Dominum Episcopum Monasteriensem, & Paderbonensem ab alterâ parte, Noviomagi, die 19 Martii 1679, conclusus.

I.

Princeps Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis desistet ab omnibus conjunctionibus, quibus antecessores sui, tam contra Majestatem Suam Christianissimam, quàm contra Regem & Coronam Sueciæ se implicarunt.

II.

Alto præfatus Princeps Episcópus se obligat, quod avocet omnes copias, quas antecessor suus à servitiis sive Regis Daniæ, sive Electoris Brandeburgensis habuit.

III.

III.

Dictus Princeps Epiſcopus pollicetur ſervare conditiones ad quas ſtatus Imperii Tractatu pacis Noviomagi, die proximè præcedentis menſis Februarii ſub ſignato, comprehenſi adſtrictique ſunt; Majeſtas vero Sua Chriſtianiſſima ſe viciſſim obligat ad efficiendum, ut memoratus Princeps Epiſcopus omnibus reciprocè, in favorem præfatorum Principum & ſtatuum, in citato tractatu ſtipulatis gaudeat.

V.

Majestas Sua curabit ut ſtatim poſt ratificationem præſentis Tractatus, ipſi ſumma 100000 Imperalium Amſterdami, aut Hamburgi, in argento, in Banco publico valente ſolvatur.



TRACTATUS PACIS

INTER Sueciæ Regem, Regnumque ab unâ, & Episcopum Monasteriensem, & Paderbonensem ab alterâ parte, Noviomagi, die 19 Martii, anno 1679, conclusus.

QUANDOQUIDEM Serenissimus ac Potentissimus Princeps, ac Dominus Carolus Suecorum Rex nihil magis in votum habeat, quam ut pax quæ cum Sacrâ Cæsareâ Majestate, & Imperio Noviomagi, die 26 Januarii 15 Februarii, anni currentis sancita est, etiam ad residuas partes extendi possit, & Reverendissimus & Celsissimus Princeps DominusFerdinandus Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis à suâ etiam parte testatum velit quâ promptitudine feratur ad conformandum se cum Imperii capite, totoque corpore, adeoque ad illa dissidia sopienda quæ

inter Sacram Regiam Majeſtatem, & Suæ Celſitudinis præfatis predeceſſorem, quondam Reverendiſſimum ac Celſiſſimum Principem Dominum Chriſtophorum-Bernardum, occaſione nuperorum motuum exorta fuerunt; factum pro inde eſſe laudabili Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis, & Domini Caroli II, Magnæ Britanniæ Regis mediatione allaborante, ut in mutuas Pacis leges conſenſerint.

I.

SIT Pax Chriſtiana inter Suam Regiam Majeſtatem, & illius hæredes & ſucceſſores, Regnumque Sueciæ ab unâ, & Suam Celſitudinem Epiſcopum, Monaſterienſem & Paderbornenſem, ejuſque ſucceſſores ab alterâ parte.

I I I.

RECIPITUR utrinque Pax Veſtphalica Oſnuabrugis ſancita, pro firma bazi hujus Pacificationis.

I V.

OMNE id quod tempore horum

motuum in Ducatibus Bremensi, & Verdensi, armis Monasteriensibus occupatum fuit, S. R. Majestati Regnoque Sueciæ restituatur eo tempore quo post ratificatum hunc tractatum Sacra Regia Majestas eam sibi faciendam postulaverit.

V I.

S. R. Majestas Celsitudini Suæ aut ejus successori 100000 Thalesorum imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit; in cujus solutionis securitatem in hypothecam constituit præfecturam Vildhaussen.



TRACTATUS PACIS

INTER Majeſtatem Suam Chriſtianiſſimam, & Regem Sueciæ ex unâ parte, & Sereniſſimam Celſitudinem Suam Electoralem Brandeburgenſem ex alterâ, in S. Germain *ad Layam, die 29 Junii anno 1679, concluſus.*

I.

SIT Pax & amicitia inter Regem Chriſtianiſſimum, Regem Sueciæ & Electoralem Brandeburgenſem.

I V.

TRACTATUS Monaſterienſis, & Oſunabrugenſis anni 1648 repetiti cenſeantur in præſenti Tractatu, exceptis mutationibus quæ in ſequentibus articulis allatæ erunt.

V.

ELECTOR Brandeburgenſis promittit in manus Regis Sueciæ tradere

armis suis in Promeraniâ occupata, nominatim Civitatem Stralsundensem, & Stettinum, & generaliter omnia ea quæ nunc possidet territoria in Imperio Coronæ Sueciæ in Tractatu Westphaliensi, cessa.

VII.

OMNES Ditiones à Coronâ Sueciæ ultra flumen Oderam possessæ, sive eidem per Tractatus Westphalicos cessæ fuissent, aut adjudicatæ per Tractatum Stettinensem, anni 1653 erant, pertinebunt post hac ad Electorem Brandeburgensem, cum superioritate omnimodâ exceptis solummodo Civitatibus, Dam & Golnau.

VIII.

PENÈS Electorem Brandeburgensem dicta Civitas Golnau pignoris loco pro summa 50000 Imperialium relinquatur sub expressa hac conditione ut si quando Rex Sueciæ statuet dictam summam exsolvere, teneatur memoratus Elector restituere dictam Civitatem.

I X.

Sicut vi ſuprà mentionati Tractatus Stettinenſis Elector Brandeburgenſis adſtrictus fuit, ad diviſionem vectigalium quæ in Portu Colblenſi, & aliis oris Pomeraniæ ultrà Oderam recipiuntur cum Coronâ Sueciæ faciendam, concordatum fuit quod Rex & Corona Sueciæ renunciet omni juri diviſionis vectigalium quæ communia cum Electore Brandeburgenſi habere poterit.

X I I.

Odera Fluvius, vi diſpoſitionis in Tractatibus Weſtphalicis ſemper ſub ſupremo dominio Regis, & Coronæ Sueciæ permaneat, nec integrum eſto Electori Brandeburgenſi exſtruere ullum munimentum in diſtrictu Regionum per præſentem Tractatum ipſi ceſſarum.

X I I I.

Post commutationem ratificationum à Chriſtianiſſimâ Suâ Majeſtate

cum Electore Brandeburgico factam, Majestas Sua efficiet ut copiæ suæ militares ascendent ex locis Ducatus Clivensis Principatu Mindano, Comitatu Mariæ, & Ravensbergæ, & aliis omnibus territoriis dicti Electoris, excepto exercitu mille equitum quem servabit in locis Vesaliâ & Lipstat, usque ad plenariam præsentis Tractatûs cum Rege Sueciæ executionem.

XVII.

MAJESTAS Sua Christianissima se obligat ad procurandum consensum à Rege Sueciæ in præsentem Tractatum, & pro omnibus iis quæ Celsitudini Suæ Electorali vigore præsentis Tractatûs concessa fuere, fide jussor manet.

ARTICULUS SEPARATUS.

MAJESTAS Sua promittere vult quod curet ut Domino Electori, intrà terminum biennii, summa 3000000 Coronatorum solvatur in terminis æqualibus de 3 mensibus in 3 menses.

INSTRUMENTUM
PACIS

Gallico-Suecico-Danicum; *conclusum Fontibellaquei* (à Fontainebleau) *die 2 Septembris 1679.*

Postquam mutuus antiqui fœderis inter Galliam, & Sueciam nexus Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, ac Dominum Ludovicum XIV Galliarum Regem, bello in ſeptentrionalibus partibus orto implicarit, prædictuſque Rex Chriſtianiſſimus in ipſis hujus belli flammis ſingularem ſimper affectum ergà Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem Chriſtianum, Daniæ, & Norvegiæ Regem ſervavit, & quia Regis Chriſtianiſſimi rationes quoad præſens bellum à rationibus Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis, & Domini Caroli II, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis nullo modo ſeparari queunt, Rex Chriſ-

tianissimus, tam suo, quam Sueciæ Regis nomine, reconciliandæ mutuo concordiæ, ergo, de pacis conditionibus cum præfato Daniæ Rege ineundis Tractatus in se suscepit.

I.

Sit inter supra dictos Rges, eorum successiones, ditiones, & subditos Pax.

I V.

Tractatus Roschildensis, Hasniensis, & Vestphalicus pristino vigori reddantur.

V.

Rex Daniæ pollicetur se Regi Sueciæ omnia loca, durante hoc bello armis suis occupata, restiturum; nominatim urbes Landscroniam Heisinburgum, Marstrand, Wismariam, cum insulis Fugiæ, & Gothandiæ, & generaliter quidquid ditionum possidet, quæ per Tractatus Roschildensem, Hasniensem, & Vestphalicum Regi Sueciæ cessæ

ſunt, aut quæ ante eoſdem Tractatus ad Sueciam pertinuerunt.

V I.

VICISSIM Rex Sueciæ promittit ſe Regi Daniæ reſtiturum quidquid Ditionum ad Regem Daniæ pertinentium occupaverit.

X I I.

CUM comitatus Rex ingenſis ad Comitem ab Alfeld, Majeſtatis Daniæ Cancellarium ſpectans, occaſione hujus belli, fiſco Regis Chriſtianiſſimi addictus fuerit, præfatus Rex conſenſit quod prædicto Comiti Comitatus hic cum omnibus juribus quibus ante declarationem hujus belli fruebatur, reſtitui debeat.

ARTICULUS SEPARATUS.

CUM Dux Slervici Holſatiæ Gottorpienſis Regem Chriſtianiſſimum rogaverit, ut officia ſua impenderet, ut in amicitiam Regis Daniæ reciperetur, prædictus Rex ad requiſitionem Regis Chriſtianiſſimi

consentit in restitutionem præfati Ducis in ipsius ditiones, & urbes in eo quo nunc statu inveniuntur, uti & in souverenitatem, quæ ipsi vigore tractatuum Roschildensis & Hastniensis competit.



ARTICULI PACIS

INTER Reges Daniæ & Sueciæ, Lundini in Scania die 26 Septembris 1679 initæ.

POSTQUAM duo præfati Reges in bello exorto impliciti fuissent, Carolus II, Rex Magnæ Britanniæ operam dedit ut extingueretur, & Legatos suos Noviomagum mitterent, attamen hoc ipsum in loco successu caruerit, tandem eo se converterunt ut Regiæ Suæ Majestates consultius fore censueri Tractatus inter illos, Lundinum in Scania transferre, cumque eo ipso tempore Serenissimus Princeps ac Dominus Joannes Georgius II, Saxoniæ Elector partibus mediationem suam offeret, de felici exitu tandem amplius dubium restaret nullum, non obstante quod interea temporis conditiones Pacis in Galliâ 23 Augusti & 2 Septembris, anni hujus subsignatæ fuissent, tamen easdem utra-

rumque consensu sequenti modo plenius declarasset.

I.

SIT interutrumque, Regem & Regnum perpetua Pax.

I V.

ROSCHILDENSIS, Hafniensis, & Vestphalici Tractatus vim suam habeant.

V.

UTRISQUE Regibus urbes & loca quæ ante bellum possederunt, & ab unius vel alterius Regis subditis hoc in bello occupata sunt, restituantur.

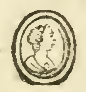
V I I I.

QUONIAM Sua Majestas Regia Daniæ demonstravit in quantum immunitates suecicis navibus in Sund, Mari Baltico concessæ variis abusibus causam præbeant, determinatum fuit quod Regia Majestas Sueciæ ad diem 22 Febr. proxime infe-

quentis anni certos Commissarios mittere velit, qui cum Suæ Majestatis Regiæ Daniæ ad hoc deputatis Commissariis in aliquo à partibus utriusque denominatis locis compediantur, ibique, præsente Regis Galliæ ad hoc deputato Ministro, hinc exortas controversias componant ut nihil ominùs immunitates suecicis navibus competentes suo in vigore maneant, abusus vero tollantur.

X I.

QUOD limites inter Sueciam, & Norvegiam nondum adhuc determinati, à Commissariis determinentur.



INTRUMENTUM
PACIS

INTER Regem Sueciæ, & Ordines Generales Fœderati Belgii, conclusæ die 12 Octobris 1679, Noviomagi.

POSTQUAM belli incendium etiam involvit Carolum Sueciæ Regem & Ordines Generales, ita ut se invicem pro hostibus gesserint, ea tamen mansit animorum inclinatio, ut ipso bello flagrante subditis suis plenam commerciorum & navigationis libertatem invicem concederint, unde factum est mediatione Caroli II, Magnæ Britanniæ Regis, ut in mutuas Pacis leges consenserint tenore sequenti.

I.

SIT Pax perpetua inter Regem Regnumque Sueciæ, omniumque

ejus ditionum, & Sereniſſimos Ordines Generales.

I V.

INTER eoſdem contrahentes inita fœdera vigorem priſtinum obtineant.

V I I I.

SERENISSIMUS Rex Magnæ Britanniæ huic Tractatui ſit incluſus, ut executionem ejuſdem ſuâ guarantiâ ſtabilire poſſit.



ARTICULI VIGINTI

ARMISTICII (Trèves) *Vicennalis inter Sacram Imperialem Majestatem, & Sacrum Romanum Imperium ex unâ, & Regiam Majestatem Galliæ ex alterâ parte, de quibus Ratisbonæ transactum est, die 16 Augusti, anni 1684.*

CUM pro comptandis differentiis quæ circa executionem Pacis, Noviomagi die quinta Februarii, anno millesimo, sexcentesimo septuagesimo nono, inter Leolpodum Imperatorem, & Ludovicum XIV, Franciæ Regem conclusa, intercesserunt, amicabilis transactus Francofurti ad Mænum institutus quidem fuerit, sed ad exitum perduci non potuerit, è re autem communi esse visum sit eum nunc Ratisbonæ resumere, utrinque constituti Plenipotentiarii consenserunt, ut sequitur.

I.

S. Cæsarea Majeſtas, & Imperium conſentiunt in armiſtitium 20 annorum.

I I.

Hujus armiſticii fundamentum ſint Pacis Veſtphalicæ, & Neomagenſis inſtrumenta.

I I I.

Sit vero amicitia inter S. C. Majeſtatem & totum Imperium ex unâ, & Sacram Chriſtianiſſimam Majeſtatem ex alterâ, adeò ut illæ nullis hoſtilibus, reunionibus vendicationibuſque nullo prætextu turbari queant.

I V.

Durante hoc viginti annorum armiſticio, Chriſtianiſſima Majeſtas permaneat in poſſeſſione Civitatis Argentinenſis, cum fortalitio Kehl, ut & omnium quarumcumque ditionum, & locorum, quæ uſque ad

primum Augusti 1681 vigore sententiarum tribunalium, Metensis, Brisacensis, ut & Verontini in Imperio occupata sunt.

V.

EXERCEAT Sacra Christianissima Majestas in iis locis jura superioritatis supremique dominii.

V I.

RESTITUET vero Sacra Christianissima Majestas Imperio omnia loca quorum possessionem post primam Augusti 1681 sibi vindicaverit. Si quid sine autoritate dictorum tribunalium, ante primam Augusti 1681, viâ facti occupatum esset, id quoque Sacra Christianissima Majestas restituet.

V I I I.

REX Christianissimus relinquit dominos proprietarios, eorumque successores, ac quoslibet, qui eidem juramentum fidelitatis præstiterunt in plenariâ perceptione fructuum ad

loca recensita proprie, & non ad superioritatem spectantium, ut & exercitio in ecclesiasticis, & politicis, prout instrumentis Pacis Monasteriensis, & Noviomagensis dispositum est.

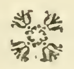
I X.

Concedit quoque Christianissima Majestas omnium locorum reunitorum incolis tum Catholicam Fidem profitentibus, quam Confessioni Augustanæ, aut Religioni Reformatæ addictis, liberum Religionis Exercitium, liberrimamque fruitionem omnis generis.

X V.

In hoc armistici Tractatu comprehendantur Pacis Vestphalicæ consortes, & etiam Rex Catholicus.

Actum Ratisbonnæ, die 15 mensis Augusti anno 1684.



TRACTATUS PACIS

INTER Regem Christianissimum ex unâ, & Rempublicam Gennensem ex alterâ parte, Versailliis, die 12 Februarii, anno 1685.

REX, sub datâ Majestati Suæ fide, à Domino Archiepiscopo Rennucio Sanctitatis Suæ Nuntio Extraordinario, quod Gennenses sese omninò conditionibus ab ipsa demandatis submittere cupiant, Domino Colbert hoc efficiendi autoritatatem impertiebatur, ipse, cum Domino Marini, mandato Reipublicæ Gennensis munito, sequentes articulos concluserunt.

I.

DUX, qui nunc hoc munere fungitur cum quatuor Senatoribus, qui quoque in officio sunt, circà finem proximi mensis Martii ad locum in quo Majestas Sua existet, pergent,

& poſtquam ad audientiam ſuam, veſtibus ſuis ſolemnibus induti, admiſſi erunt, dictus Dux, nomine Reipublicæ Gennenſis tædium ex eo conceptum quod ea Majeſtatem Suam offenderit exprimet verbis ſubmiſſis, quæ ſincerum deſiderium quo illa in poſterum benevolentiam Majeſtatis Suæ promerendi tenetur, denotent.

II.

Dux & Senatores quatuor poſt reditum Gennam exercitium munerum & dignitatum ſuarum iterum capeſſent, in tantum ut abſentibus illis, aut etiam poſt reditum illorum, iiſdem alios ſurrogare antequam tempus ordinarium functionum ſuarum exſpiravit, fas non ſit.

III.

Respublica Gennenſis intra menſis ſpatium omnes copias militares hiſpanicas exauctoret; renuntiet omnibus fœderibus, & aſſociationibus quæ à primo Januarii anni 1685 pactæ eſſe poterunt.

I V.

GENNENSES redigent trimeſtres ſuas ad eumdem numerum, quo triennio abhinc inſtructi fuerunt.

V.

CUMQUE Reſpublicæ Gennenſis ſe obtuliſſet ad reſtituendum Majeſtatis Suæ ſubditis omne id quidquid rerum ad ipſos pertinentium recuperare potuit, Majeſtas Sua dictam obligationem ratam habuit, ut invicem aliarum indemnitatum præfata Reſpublica ſe ſe obſtringeret, quemadmodum ſe obſtringit, ad impendendum in reparationem Eccleſiarum, & Locorum Sacrorum quæ per globos Pyrotechnicos ruinâ, damnove affecta ſunt, eam integram argenti ſummam quantam Sanctitas Sua adhoc ſufficere cenſuerit.

V I.

COMITI fierco ſumma 10000 Coronatorum in Gallicâ monetâ perſolvetur,

perſolvetur, ſine præjudicio jurium partibus competentium.

VII.

QUONIAM Majeſtas Sua ſatisfactionibus ſupra expreſſis acquieſcit Ducem & alios Senatores adeo favorabiliter excipere, ut ex eo redintegrationem benevolentiæ Regiæ denotare ipſis integrum erit.



TRAITÉ

De Paix & de Neutralité d'Italie, entre Sa Majèsté Très-Chrétiènne, & Son Altèsse Royale Monsieur le Duc de Savoie, conclu & signé à Turin ce 29 Août 1696, & délivré à la Haye aux hauts Alliés le 15 Août 1697.

I.

Il y aura une Paix stable, entre le Roi, & son Royaume, Sa Royale Majèsté le Duc de Savoie, & sès Etats; Son Altèsse Royale se départ de tous Traités faits avec l'Empéreur, lès Rois & Princes, contenues sous le nom de la Ligue, & se charge de faire tout ce qu'il pourra pour obtenir dèsdites puissances, au moins de l'Empéreur & du Roi Catholique son Allié, la neutralité pour l'Italie jusqu'à la Paix géné-

rale ; & faute par lès susdits Prin ces de donner le consentement à la neutralité d'Italie, Son Altèsse Royale s'engage avec le Roi à une ligue offensive & défensive jusqu'à la Paix Générale; Sa Majèsté promèt que la ville & citadèlle de Pignerol, & les Forts en dépendans seront démolis aux frais du Roi, & le tout sera remis entre lès mains de son Altèsse Royale, aussi bien que lès Domaines compris sous le nom du Gouvernement de Pignerol, pour lès tenir en Souveraineté.

Son Altèsse Royale s'engage tant pour lui que sès succèsseurs de ne faire rébâtir aucune dès susdites fortifications, ni en faire construire de nouvèlles, en quèlque lieu que ce soit cédé par le présent Traité, suivant lequel il sera seulement loisible à son Altèsse Royale ou aux Habitans de Pignerol de fermer ledit Pignerol d'une simple clôture de muraille non terrassée, & sans fortifications; qu'en outre, Sa Majèsté remèttra à Sadite Altèsse Royale, sès Pays & Places conquises, Châteaux de Montmelian, de

Nice, Ville-Franche, Suze & autres, ſans excèption, ſans démolition, & dans leur entier, avec la quantité de munitions de guèrre, & de bouche & Artillerie, tout ainſi qu'èlles étoient pourvues alors qu'èlles ſont tombées entre lès mains de Sa Majèſté; ladite rèſtitution dès Pays & Places d ſon Altèſſe Royale, & remiſe de Pignerol raſé ſe fera ſeulement après que lès Troupes Etrangères ſeront ſorties de l'Italie; juſqu'à l'éxécution de ce que deſſus, Sa Majèſté veut bien, pour la plus grande ſatisfaction de Son Altèſſe Royale, lui faire remèttre deux Ducs & Pairs, pour rèſter en ôtage entre lès mains de Sadite Altèſſe Royale.

I I.

Le préſent Traité ſera confirmé dans celui de la Paix générale, auſſi bien que ceux de Quéraſque, de Munſter, Pyrenées, & Nimégue, tant pour lès quatre cens quatre-vingt-quatorze mille écus d'or qui ſont mentionnés dans celui de Munſ-

ter à la décharge de Son Altèsse Royale, dont le Roi demeurera toujours garant envers Monsieur le Duc de Mantoue, qu'en tout ce qu'ils contiènnent qui n'èst point contraire au présent.

I I I.

Que le mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne avec Madame la Princesse, fille de Son Altèsse Royale, se traitera incèssament, pour l'éffectuer, lorsqu'ils seront en âge. Le contract de mariage sera considéré, comme partie éssentièlle du présent Traité, dans lequel ladite Princèsse fera lès renonciations accoutumées avec promèsse de ne rien prétendre au-delà de la Dot.

V.

Sa Majèsté promet, que lès Ambassadeurs de Savoie recevront à la Cour de France, tous lès honneurs que reçoivent lès Ambassadeurs dès Têtes couronnées, & que lès Ambassadeurs de Sa Majèsté dans toutes

les Cours de l'Europe, ſans nulle éxcèption, pas même de cèlles de Rome & de Viènne, traiteront auſſi lès Ambaſſadeurs, & Envoyés de Savoie de la même manière que ceux dès Têtes Couronnées.

V I.

Le commèrce d'Italie ſe fera comme il étoit établi avant cètte guèrre du temps de Charles Emmanuel II, Père de Son Altèſſe Royale.

V I I.

Son Altèſſe Royale fera publier un Edit, par lequel elle ordonnera ſous dès peines corporèlles aux Vaudois, de n'avoir aucune communication ſur le fait de la Religion avec lès Sujèts du Roi, & s'obligera Son Altèſſe Royale de ne point ſouffrir, de la date de ce Traité, aucun établiſſement dès Sujèts de Sa Majèſté dans lès Vallées Protèſtantes, ſous couleur de Religion & de Mariage, ou d'autres raiſons d'établiſſemens, héritage, ni

autre prétéxte ; Son Altèſſe Royale s'oblige de ne ſouffrir aucun éxèrcice de la Religion prétendue réformée dans la ville de Pignerol & Tèrres cédées.

La convention d'une cèſſation d'armes juſqu'à la Paix générale, a été faite entre Sa Majèſté Impériale, Sa Majèſté Catholique, & Son Altèſſe Royale le Duc de Savoie à Vigevano le 7 Octobre 1696.



TRAITÉ DE PAIX

CONCLU à Ryſwick le 20 Sèptembre 1697, entre lès Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majèſté Très-Chrétiènne, d'une part; & lès Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires dès Seigneurs lès Etats Généraux dès Provinces-Unies dès Pays-Bas, de l'autre part, par la médiation du Très-Haut & Très-Puiſſant Prince Charles II, Roi de Suède; & , après ſa mort, de cèlle du Très-Haut & Très-Puiſſant Prince Charles XII, Roi de Suède, ſon fils.

I.

IL y aura entre Sa Majèſté Très-Chrétiènne, & ſès Succeſſeurs Rois de France, & de Navarre, & ſès Royaumes d'une part, & lès Seigneurs Etats Généraux dès Provin-

ces-Unies dès Pays-Bas de l'autre, une paix bonne & inviolable.

III.

Si quèlques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou cèile du Nord jusqu'au bout de la Manche dans quatre semaines, ou du bout de la Manche jusqu'au Cap de Saint Vincent dans six semaines, & de là, dans la Mer Méditèrranée, & jusqu'à la ligne dans dix semaines, & au-delà de la ligne, & en tous lès autres endroits du monde dans huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris, & à la Haye, lèsdites prises, & lès dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portées en compte, & tout ce qui aura été pris sera vendu avec compensation de tous lès domages qui en seront provenus.

VI.

Ceux, sur lèsquels quèlques biens ont été confisqués, à l'occa-

ſion de ladite guèrre, leurs héritiers, ou ayant cauſe, de quèlque condition ou Religion qu'ils puiſſent être, en prendront la poſſèſſion, ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir recours à la Juſtice.

VII.

MONSIEUR le Comte d'Auvergne ſera remis dans la poſſèſſion du Marquiſat de Berg-Ob-Zoom, ſès appartenances & dépendances.

VIII.

TOUS lès Pays, Villes, Places, Tèrres, Forts, Iſles, Seigneuries, tant au-dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir été pris depuis le commencement de la préſente guèrre ſeront rèſtitués de part & d'autre, au même état qu'ils étoient pour lès fortifications lors de la Paix; & nommément le Fort & habitation de Pondichery ſera rendu à la Compagnie dès Indes Orientales, établie dans le Royaume de France.

X I.

POUR affèrmir d'autant plus ce Traité, il ſe fera comme ſe fait par celui ci, une renonciation, tant générale que particulière, ſur toutes ſortes de prétentions, tant du temps paſſé que du temps préſent, quèlles qu'èlles puiſſent être, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre.

X I I I.

SI par inadvèrtance, ou autrement, il ſubvenoit quèlque inobſèrvation du préſent Traité, cètte Paix ne laiſſera pas de ſubſiſter ; mais on réparera promptement lèſdites contraventions.

X I V.

ARRIVANT ci-après quèlque rupture entre la Couronne de France & lèſdits Seigneurs Etats généraux, il ſera toujours donné neuf mois de temps, après ladite rupture aux Sujèts de part & d'autre, pour ſe

P vi

retirer avec leurs effèts où bon leur ſemblera.

XVI.

COMME il importe à la tranquillité publique que la Paix conclue entre Sa Majèſté Très-Chrétiènne, & Son Altèſſe Royale le Duc de Savoie, le 9 Août 1696, ſoit obſèrvée, il a été convenu de la confirmer par ce préſent Traité.



TRAITÉ

DE Commerce, Navigation & Marine, conclu à Riſwick le 10 Sèptembre 1697, entre lès Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majèſté Très-Chrétiènne, d'une part; & lès Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires dès Seigneurs lès Etats Généraux dès Provinces-Unies dès Pays-Bas, de l'autre part.

(Lès ſept premiers Articles ſont copiès d'après le Traité de Commèrce, conclu entre lèſdites Puiſſances à Nimègue le 10 Août 1678.)

VIII.

LÈS Sujèts dès Etats Généraux ne pourront être traités plus mal, dans lès Droits de Connétablie, d'Ancrage, du Sol Pariſis, & autres Charges, ſoit ſous le titre du Droit d'Etranger, ou autrement que lès

Sujèts mêmes de Sa Majèſté Très-Chrétiènne, qui ne feront pas Bourgeois dans lès lieux où lèſdits Droits ſe lèvent.

I X.

Il ſera pèrmis aux Sujèts dès Etats Généraux de porter dès marchandiſes du Levant à Marſeille, & autres Plac s pèrmiſes en France, tant par leurs propres Vaiſſeaux, que dans lès Vaiſſeaux François; & ni dans l'un ni dans l'autre cas, lèſdits Sujéts ne feront aſſujétis au vingt pour cent, ſinon dans lès cas où lès François y ſont ſujèts.

X.

Il ſera pèrmis aux Sujèts dès Seigneurs Etats Généraux, d'apporter & débiter en France, & dans lès Pays conquis du harang ſalé, nonobſtant tous Edits & Arrêts à ce contraires.

X I.

L'on dépêchera réciproquement à la Douane, & aux Bureaux, lès

Sujèts de l'une, & de l'autre Nation auſſi-tôt qu'il ſera poſſible.

XII.

L'ON fera un nouveau tarif commun, & ſuivant la convenance réciproque dans le temps de 3 mois; & cependant le tarif de l'an 1667, ſera exécuté par proviſion; & en cas qu'on ne conviènne pas dans ledit temps dudit tarif nouveau, le tarif de l'an 1664, aura lieu pour l'avenir.

Lès Articles XIII juſqu'à l'Article XXXVIII incluſivement, ſont conformes aux Articles VIII & ſuivans, juſqu'à l'Article XXXIII dudit Traité de Commèrce de 1678: l'Article XXXIX déroge à l'Article XXXIV du ſuſdit Traité; il eſt conçu en cès tèrmes.

A l'avenir aucuns Conſuls ne ſeront admis de part & d'autre; & ſi on jugeoit à propos d'envoyer dès Réſidens, Agens, Commiſſaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure que dans lès lieux de la réſidence ordinaire de la Cour.

Lès Articles XL, XLI, XLII, sont conformes aux Articles XXXV, XXXVI & XXXVII du susdit Traité de 1678. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit empêcher dirèctement, ou indirèctement l'éxécution du présent Traité.

ARTICLE XLIV.

LE présent Traité de Commèrce, Navigation, & Marine, durera 25 ans, à commencer du jour de la signature.

XLV.

SERA le présent Traité publié, vérifié, & enregistré où on a coutume de faire lès publications, vérifications & enregistremens.

L'Article séparé de ce Traité déroge à l'Article séparé du susdit Traité de 1678. L'imposition de 50 sols par tonneau, établie en France sur lès Navires dès Etrangers cèssera entièrement à l'avenir à l'égard dès Navires dès Sujets dès Etats Généraux dès Provinces-Unies, & ne

pourra déformais être rétablie ; éx-cèpté feulement quand lefdits Navires prendront dès marchandifes en France, & qu'ils lès tranfporteront d'un Port de France en un autre Port de France pour lès y décharger.



TRAITÉ DE PAIX

CONCLU le 20 Sèptembre 1697 à Riswick, entre le Sérénissime & Trés-Puissant Prince Guillaume III, Roi de la Grande-Bretagne, d'une part; & le Sérénissime & Très-Puissant Prince Louis XIV, Roi de France & de Navarre, d'autre part.

NOTUM sit, quod postquam bellum accensum inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Guillelmum III, Magnæ Britanniæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Ludovicum XIV, Dei gratia Regem Christianissimum eò perductæ res sunt, studio Potentissimi & Gloriosissimi memoriæ Principis Caroli XI Regis Sueciæ, & Successoris ejus Caroli XII, ut in mutuas Pacis leges convenerint.

I.

PAX sit perpetua inter Potentissi-

mum ac Sereniſſimum Principem Guillelmum III Magnæ Britanniæ Regem, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Regem Chriſtianiſſimum eorumque Succeſſores, eorumque Regna.

I V.

REX Chriſtianiſſimus ſpondet pro ſe & ſucceſſoribus ſuis, quod nulla omninò ratione perturbabit prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ in libera poſſeſſione regnorum, regionum, terrarum, aut dominationum, vel dominiorum quibus in præſenti fruitur, honorem ſuum idcirco oppignorans, ſub fide & verbo Regis, quod nec Directè nec indirectè, alicui aut aliquibus ex inimicis prædicti Domini Regis Magnæ Britanniæ auxilium dabit, nec quoquo modò favebit conſpirationibus, aut machinationibus, quas contrà prædictum Regem ubivis locorum excitare aut meditari poſſunt rebelles, & malevoli: idem viciſſim ſpondet Dominus Rex Magnæ Britanniæ ſe facturum ergà

prædictum Regem Christianissimum pro se, & successoribus suis Regibus Magnæ Britanniæ.

V.

LIBER sit usus navigationis & commercii inter subditos dictorum Dominorum Regum, pro ut olim erat.

V I.

RESTITUET Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britanniæ omnes regiones insulas, arces, & colonias quas possidebant Angli ante hujus belli declarationem; & vice versâ Dominus Rex Magnæ Britanniæ restituet Domino Regi Christianissimo omnes regiones insulas, arces, & Colonias quas possidebant Galli ante ejusdem belli declarationem.

V I I I.

CONSTITUENTUR ab utrâque parte Commissarii, qui possint determinare prætentiones quas assert-

uterque Dominorum Regum in loca in ſinu Hudſoni ſita.

IX

OMNES litteræ, tam repreſſaliarum quam marcæ & contra marcæ, quæ hactenus conceſſæ fuerint, nullæ habeantur, nec ullæ in poſterum concedantur, niſi illius, qui repreſſaliarum litteras ſibi concedi petit, libellus ſupplex Miniſtro Regis, contrà cujus ſubditos litteræ poſtulantur, ibidem degenti editus fuerit; ut is intra 4 menſium ſpatium aut citius in contrarium inquirere poſſit, aut procurare ut ex parte rei actori ſatisfiat; ſi vero Regis illius contra cujus ſubditos repreſſaliæ poſtulantur, nullus miniſter ibi degat, repreſſaliarum litteræ non concedantur niſi poſt ſpatium 4 menſium, computandorum à die quo libellus ſupplex Regi, contrà cujus ſubditos repreſſaliæ petuntur, aut ipſius conſilio oblatus fuerit.

X.

OMNES naves, merces, aliaque

bona mobilia, quæ post subscriptionem & publicationem præsentis Tractatus, utrinque occupari poterunt, intrà spatium 12 dierum, in Maribus Britannicis & septentrionalibus; ultrà spatium 6 hebdomadarum à dictis Maribus usque ad Sancti Vincentii Promontorium, tum intrà spatium 10 hebdomadum ultra dictum Promontorium, Lineam Æquinoctialem, tam in Oceano, Mari Mediterraneo, quam alibi, denique intrà spatium 6 mensium trans terminos prædictæ lineæ per universum orbem occupantium maneant.

X I.

Si accidat per imprudentiam aut aliam causam, ut quivis subditus alterutrius Prædictorum Dominorum Regum committat aliquid quo præsens Tractatus effectum suum non sortiatur, Pax idcirco non interrumpetur, sed subditus iste solùm modo de suo facto proprio respondebit, & pænas persolvet.

X I I.

Sin sopitæ simultates inter dic-

tos Dominos Reges aliquando renovantur, & in apertum bellum erumpant naves, merces, & bona quævis mobilia alterutrius partis quæ in ditione partis adversæ extare deprehendetur, fisco non addicentur; sed subditis semestre spatium hinc inde concedatur quo quidvis ex suis facultatibus quo libitum erit transferant.

XIII.

QUANTUM ad Principatum Arausionensem, aliasque terras quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, articulus separatus Tractatûs Neomagensis inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales unitarum Belgii Provinciarum, 10 Augusti anni 1678 conclusi, effectum sortietur.

XIV.

TRACTATUS Pacis inter Regem Christianum & defunctum Electorem Brandeburgicum, ad fanum Sancti Germani in Laye, die 29 Junii 1679 conclusus, in pristino suo vigore manebit.

X V.

TRACTATUS inter Suam Majeſtatem Chriſtianiſſimam & Celſitudinem Regiam Sabaudiæ 9 Auguſti 1696 concluſus, confirmetur.

X V I.

SERENISSIMUS ac Potentiſſimus Princeps Carolus Rex Sueciæ cum omnibus ſuis ditionibus, huic Tractatui ſit incluſus.

ARTICULUS SEPARATUS

REX Chriſtianiſſimus ſpondet quod liberum ſit Imperatori, & Imperio uſque ad primam diem menſis Novembris proximè ſequentis, conditiones pacis à Rege Chriſtianiſſimo propoſitas accipere, niſi aliter conventum fuerit inter Cæſaream Majeſtatem & Imperium & Majeſtatem Chriſtianiſſimam; & ſi intra præfixum tempus Majeſtas Cæſarea non accipiat eas conditiones, non licitum erit Regi Magnæ Britanniæ, vel directè vel indirectè huic tractatui contrà venire.

TRAITÉ DE PAIX

ENTRE Sa Majèſté Très-Chrétiènne & Sa Majèſté Catholique, conclu par la médiation de Charles II, & Charles XII, Roi de Suède, à Riſwick le 20 Septembre 1697.

I.

IL y aura bonne & durable Paix entre lès Rois Très-Chrétien, & Catholique, leurs Succèſſeurs & Héritiers, leurs Royaumes & Sujèts; ils s'entraimeront comme bons Frères.

I V.

SERONT en la poſſèſſion de Sa Majèſté Chatholique lès Places de Gironne, Roze, & Belver en l'état qu'èlles ont été priſes, avec l'Artillerie qui s'y eſt trouvée, & & toutes lès autres Villes, Places, Forts, Lieux & Chatellenies généralement quèlconques qui ſont occupées par lès armes de Sa Majèſté

Très-Chrétiènne depuis le Traité de Nimégue dans la Principauté de Catalogne, où ailleurs en Eſpagne; ſera ainſi remiſe de même au pouvoir & ſouveraineté de Sa Majèſté Catholique, la ville de Barcelonne, forts & fortifications en dépendans, avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'eſt trouvé au jour de la Paix.

V.

La ville & forterèſſe de Luxembourg en l'état auquèl elle ſe trouve préſentement ſans y rien démolir, avec l'Artillerie qui s'y eſt trouvée au temps de la priſe; enſemble la Province de Luxembourg & Comté de Chyni, en toutes leurs conſiſtances, ſeront remis au pouvoir, ſouveraineté & poſſèſſion du Roi Catholique.

V I.

La Forterèſſe de Charles-Roi ſera parèillement remiſe au pouvoir & ſous la Souveraineté de Sa Majèſté Catholique; ſans y rien démolir, de même que l'Artillerie qui s'y eſt trouvée lors de la priſe.

VII.

SERA remiſe auſſi à la Souveraineté & poſſèſſion de Sa Majèſté Catholique la ville de Mons, avec ſès fortifications, dans l'état auquèl elle ſe trouve à préſent, enſemble l'Artillerie, qui s'y eſt trouvée au tems de la priſe, & la banlieue & la Prévôté de la même Ville, en toute ſa conſiſtance; de même que la ville d'Ath dans l'état ou elle étoit au tems de ſa dèrnière priſe, avec l'Artillerie qui s'y eſt trouvée audit jour; enſemble la banlieue châtèllenie & annèxes de la Ville; à la réſèrve dès lieux ci-après, ſavoir, le bourg d'Antoin, Vaulx, Gaurin, Ramcroix, Beders, Conſtantin, le Fièf de Paradis, lèſquèls dèrniers, étant dès enclavemens du Tournaiſis, & ledit Fièf de Paradis, en tant qu'il contribue avec le village de Cain, Havines, Melle, Meurcour, le Mont de Saint-Andeberg, dit de la Trinité, Fontenay, Maubray, Hergnies, Camèlle, & Wihers, rèſteront en la ſouveraineté de Sa Majèſté Très-Chrétiènne; la

Province de Hainault demeurant au ſurplus à Sa Majèſté Catholique.

V I I I.

SERA remiſe au domaine & poſſèſſion de Sa Majèſté Catholique, la Ville de Courtray dans l'état préſent, avec l'Artillerie qui s'y eſt trouvée au tems de la dèrnière priſe, enſemble la châtèllenie de ladite Ville & annèxes.

X I.

LEDIT Seigneur Roi Très-Chrétien fera auſſi rèſtituer à Sa Majèſté Catholique, toutes lès Villes, Places, Forts, Châteaux, Poſtes que ſès Armées peuvent avoir occupés juſqu'au jour de la Paix, & même depuis icèlle, en quèlque lieu du du monde qu'èlles ſoient ſituées. Comme parèillement Sa Majèſté Catholique fera rèſtituer à Sa Majèſté Très-Chrétiènne toutes lès Places, Forts, Châteaux, & Poſtes que ſès Armées pourroient avoir occupés durant cètte guèrre juſquau jour de la publication de la Paix, en quelque lieu qu'ils ſoient ſitués.

X.

Tous lès lieux, Villes, Bourgs, Places, Villages, que le Roi Très-Chrétien a occupés, & réunis depuis le Traité de Nimègue dans lès Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Hainault, & autres Province dès Pays-Bas, selon la liste dès réunions produite de la part de Sa Majèsté Catholique, demeureront à Sa Majèsté Catholique, à la réserve dès 82 Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la liste d'éxcèption qui en a été fournie aussi de la part de Sa Majèsté Très-Chrétiènne, & qui sont par elles prétendues pour raison dès dépendances dès Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cédées à Sa Majèsté Très-Chrétiènne par lès Traités d'Aix-la-Chapèlle & de Nimégue; à l'égard dèsquèls 82 Lieux on est demeuré d'accord qu'il sera nommé dès Commissaires de part & d'autre, tant pour régler auquèl dès deux Rois lèsdits 82 Lieux, ou aucun d'iceux devront appartenir, que pour convenir dès

échanges à faire pour dès Lieux enclavés dans la domination de l'un & de l'autre, & en cas que lèſdits Commiſſaires ne puiſſent demeurer d'accord entre eux, leurs Majèſtès en remèttront la déciſion au jugement dès Seigneurs Etats Généraux, moyennant quoi toute difficulté, tant à l'égard dèſdites réunions, que dès limites, demeureront entièrement aſſoupies.

X V I.

TOUS lès Papiers, Lèttres, Documens, concèrnant lès Pays qui ſeront cédés & rèſtitués, audit Seigneur Roi par le préſent Traité, ſeront délivrés de part & d'autre dans 3 mois, même ceux qui auront été enlevés de la Citadèlle de Gand, & de la Chambre dès Comptes de l'Ile.

X X I.

CEUX qui ont été pouvus dès Bénéfices par celui qui au tems de la collation, poſſédoit lès Pays où lèſdits Bénèfices ſont ſitués, ſeront maintenus en la poſſèſſion dèſdit Bénéfices.

XXIII.

Comme il y a dès rentes affèctées ſur la généralité de quèlques Provinces, dont une partie eſt poſſédée par Sa Majèſté Très-Chrétiènne, & l'autre par le Roi Catholique, chacun payera ſa quote part; & ſeront nommés dès Commiſſaires pour régler la portion que chacun deſdits Seigneurs Rois en devra payer.

XXV.

Si quèlques priſes ſe font de part & d'autre dans la Mèr Baltique, ou dans cèlle du Nord, depuis Tornenſé, en Norvège juſqu'au bout de la Manche dans 4 ſemaines; du bout de ladite Manche, juſqu'au cap de Saint-Vincent dans l'èſpace de 6 ſemaines; & au-delà dans la Mèr Méditèrrannée, & juſqu'à la ligne dans l'èſpace de 10 ſemaines; au-delà de la ligne & en tous autres endroits du monde dans l'èſpace de huit mois à compter du jour que ſe fera la publication du préſent Traité, lès priſes qui ſe feront de part & d'autre après le tèrme

préfix feront rendus avec récompenfe de tous lès dommages qui en feront provenus.

XXVI.

Il y aura en cas de rupture, un tèrme de 6 mois, pour donner moyen aux Sujèts de part & d'autre de retirer leurs effèts, & pèrfonnes où bon leur fembleta.

XXX.

Toutes lès procédures faites, & Jugemens rendus entre lès particuliers par lès Officiers de Sa Majèfté Très-Chrétiènne établis dans lès Places dont elle a joui en vèrtu du Traité d'Aix-la-Chapèlle, & qu'èlle a depuis cédé à Sa Majèfté Catholique, & dans cèlles qui appartiènnent au Roi Très Chrétien, en vèrtu du Traité de Nimégue, & dont il a été en poffèffion depuis ledit Traité fortiront leur effèt; bien ferat-il loifible aux parties de fe pourvoir par révifion de la caufe.

XXXI.

La Ville & Château de Dinant

feront remis par Sa Majèfté Très-Chrétienne à l'Evêque & Prince de Liège en l'état, qu'ils étoient lorfqu'ils ont été occupés par lès armes de Sa Majèfté.

XXXII.

Sa Majèfté Catholique fera remèttre l'Ile de Ponfa dans la Mèr Mèditèrranée au pouvoir de Monfeigneur le Duc de Parme.

XXXIII.

Il a été trouvé bon de confirmer, & comprendre dans le préfent Traité la Paix conclue à Turin, le 29 Août 1696, entre Sa Majèfté Très-Chrétiènne, & Son Altèffe Royale le Duc de Savoie.

XXXIV.

Sa Majèfté Suédoife, fès Royaumes & Etats feront compris dans le préfent Traité.

XXXVII.

Sera le préfent Traité publié, vérifié & enregiftré, tant au grand Confeil, & autres Confeils & Cham-

bres dès Comtes du Seigneur Roi Catholique ; comme semblablement ledit Traité sera publié, vérifiè en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlements du Royaume de France, &c.

XXXVIII.

Le Seigneur Roi Très-Chrétien, en présence de tèlles pèrsonnes qu'il plaira au Seigneur Roi Catholique députer, jurera solèmnèllement, sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Mèsse, & sur son honneur d'obsèrver tous lès articles du présent Traité ; & le semblable sera fait par Sa Majèsté Catholique en présence de tèlles pèrsonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrétien.

Article Séparé.

On est encore convenu que Sa Majèsté Très Chrétiènne accordera à l'Empéreur, & à l'Empire, jusqu'au premier du mois de Novembre prochain pour accèpter lès conditions de Paix proposées en dèrnier lieu par Sa Majèstè Très-Chrétiènne.

SUMMARIA

TABULARUM Pacis inter Imperatorem Leopoldum Primum, & S. R. Imperium ex unâ, & Regem Galliæ Ludovicum XIV, ex alterâ parte, in Palatia Ryſvicenſi in Hollandiâ, die 30 Octobris anni 1697, concluſæ.

ANNITTENTE Suecorum Rege, præſentibus ſuffragantibus, & conſentientibus, S. R. Imperii Electorum, Principum & Statuum Deputatorum Plenipotentiariis.

ARTICULUS I.

Sit vera amicitia inter Suam Cæſaream Majeſtatem Sa. R. Imperium ab unâ, & S. R. Majeſtatem Chriſtianiſſimam ab alterâ parte.

I I.

SIT perpetua utrinque amniſtia.

I I I.

PACIS hujus fundamentum ſit Pax Weſtphalica & Neomagenſis.

Q vi

I V.

RESTITUANTUR S. Cæſareæ Maj. & Imperio, ejuſque Statibus à S. Regiâ Maj. Chriſti. quævis tam durante bello, & via facti quam unionum, ſeu reunionum nomine occupata loca, & jura extrà Alſatiam ſita, Religione tamen Catholicâ Romanâ in locis ſic reſtitutis, in ſtatu quo nunc eſt remanente.

V I.

NOMINATIM reſtituendus Elector Trevirenſis, & Epiſcopus Spirenſis in urbem Trevirenſem.

V I I I.

RESTITUANTUR à Rege Chiſt. D. Electori Palatino, omnes ditiones, ſpectatim urbs & præfectura Germenshein, illâque comprehenſæ præpoſituræ, & ſub-præfecturæ, cum omnibus documentis litterariis, de Juribus D. Duciſſæ Aurelianenſis convenit, ut res ſecundum formulam compromiſſi, à S. Cæſ. Maj. & S. R. Maj. Chriſtianiſſimâ tanquam arbitris juxtà leges, & conſtitutiones Imperii decidatur; illis vero in

ſententiâ diſcordibus Papæ, tanquam ſuper arbitro decidenda defeٰratur, non minus tamen intereà amicabilis diſpoſitio, & compoſitio inter partes tentetur, & donec res finem accipiat annua ſumma 200000 librarum Turonenſium à D. Electore D. Duciſſæ Aurelianenſi ſolvatur.

I X.

RESTITUATUR Sueciæ Regi, ut Comiti Palatino Rheni Ducatus Bipontinus cum appartinentiis, & dependentiis, iiſque juribus quibus Comites Palatini gaudere potuerunt ad normam Pacis Weſtphalicæ.

X.

VELDENTIA & quæ ſub nomine Principatûs Lauteracenſis defunctus Princeps Leolpodus Ludovicus poſſederat reſtituantur, ſalvis cujuſcumque prætendentium juribus.

X I.

MAGNO Ordinis Teutonici Magiſtro & Epiſcopo Vormatienſi reddantur commendæ, loca, reditus, &. jura; fruaturque dictus Ordo ratione Commendatorum, & bono-

rum ſub dominio gallico ſitorum; iiſdem juribus, & immunitatibus, quibus Ordo S. Joannis Jeroſolimitani gaudere conſuevit.

X I I.

REDDATUR Epiſcopo Leodienſi, caſtrum & oppidum Dinantenſe, in ſtatu quo tempore occupationis fuit.

X I I I.

RESTITUATUR Domus Wurtenbergica ratione Principatûs, ſeu Comitatus Monpelgardenſis in eum ſtatum, jura, prærogativas, ac in ſpecie in eam immediatitatem ergà S. R. Imperium, quâ ante hâc gaviſa eſt, & qua cæteri Imperii Principes gaudeant annullatâ penitùs vaſſalitii recognitione Coronæ Gallicæ 1681 factâ.

Reſtituantur quoque in liberam poſſeſſionem, tam feudorum ſuorum Burgundicorum, Clerval & Paſſavant, quam Dynaſtiarum Granges, Hericours, Blamons, Chatelot & Clermont, terrarumque in comitatu Burgundiæ, & Principatu Monpelgardienſi ſitarum, cum omnibus juribus eo modo prout ante

Pacem Neomagenſem poſſederant.

XIV.

GAUDEAT etiam Domus Marchica Badenſis omni Beneficio Pacis hujus.

XV.

RESTITUANTUR eodem modo Principes & Comites Naſſovienſes, Hanovrienſes, & Leinengenſes, omneſque cæteri S. Reg. Imperii ſtatus.

XVI.

IMPERATOR, & Imperium cedunt Regi Chriſtianiſſimo, ejuſque in Regno Succeſſoribus urbem Argentinenſem, & quidquid ad illam civitatem in ſiniſtrâ Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate, & dominio; eaque omnia, & ſingula, abſque ullâ reſervatione, cum omnimodâ juriſdictione, & ſuperioritate in perpetuum Galliæ Coronæ incorporata intelligantur, ad cujus ceſſionis validitatem Imperator & Imperium derogant omnibus Imperatorum Sacrique Romani Imperii conſtitutionibus, derogant, & conſuetudinibus, etiam juramento firmatis, nominatimque Capitula-

tioni Cæſareæ, quatenus alienatio omnimoda bonorum, & jurium Imperii prohibetur, in que hunc finem dictam urbem Argentinenſem ab Imperii matriculâ expungi placet.

XVII.

Liberum maneat ejus urbis incolis, inde domicilium aliò cum mobilibus ſuis, ſine ullo impedimento, detractione, aut exactione intrà annum à ratihabitâ Pace, poſt quinquennium verò præſtitis præſtandis transferre; immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per ſe, vel per alios adminiſtrare; eadem quoque facultas retinendi, vel per ſe vel per alios adminiſtrandi, aut alienandi omnibus aliis Imperii membris, aut ſubditis mediatis vel immediatis, maneat, qui bona, reditus, debita, actiones vel jura in dicta urbe, ejuſque appertinentiis habent, ſalva etiam ſit juriſdictio eccleſiaſtica iis ad quod antiquitùs ſpectavit, nec eam, ejuſve exercitium impedire unquam liceat.

XVIII.

Vicissim Rex Galliæ reſtituet

Imperatori & Imperio munimentum Khel, integrum munimentum verò *de la Pile*, cæteraque in ipſo Rheno exſtructa ſumptibus Regis Galliæ, ſolo æquabuntur à neutrâ parte poſthac reædificanda; fluminis autem navigatio, aliuſve uſus utriuſque partis ſubditis, aut qui alias illac commeare, navigare, aut merces tranſvehere volent, æque patebit; nec quicquam ab alterutrâ parte illic, aut alibi unquam fiet, quo flumen divertatur, aut ejus curſus, aut navigatio difficilior reddatur; multo minus nova telonia, Portoria, aut Pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, naveſque quæ tranſeunt ad unam magis quam alteram ripam appellere, aut onera, ſeu merces exponere, vel merces recipere cogentur.

X I X.

CEDIT quoque Rex Galliæ Imperatori & Sereniſſimæ domui Auſtriacæ urbem, & arcem Friburgenſem, & quæcumque munimenta ibidem, aut alibi per Briſgoviæ diſtrictum erecta, aut reſtaurata, in ſtatu

quo nunc ſunt, abſque ullâ demolitione, aut deterioratione, cum villis Lehen, Mezhauſen, & Kiſchſart, cumque omni jure prout per Pacem Neomagenſem ceſſa fuerunt, ut & archivo.

X X.

TRANSFERT ſimiliter in Imperatorem & Domum Auſtriacam Rex Galliæ Briſacum integrum in moderno ſtatu, cum omibus dependentiis in dextrâ parte Rheni ſitis, iis quæ in ſiniſtrâ Rheni parte ſunt interque ea, fortalitio *le Mortier* dicto Regi Galliæ relictis; urbs tamen quæ nova dicitur, in eâdem ſiniſtrâ Rheni ripâ ſita, ut & pons, ac munimentum Inſulæ Rheni modificatum ſolo æquabitur à neutra parte ullo tempore modificanda.

X X I I.

REDDATUR Imperatori & Imperio, Philipoburgum illæſum, cum munimentis ei in dextrâ parte junctis, Epiſcopatus Spirenſis jure reſervato; munimentum verò quod in ſiniſtrum latus fluvii ædificatum eſt, unà cum ponte deſtruetur.

XXIII.

Curabit Rex Galliæ ſolo æquari munimenta è regione Hunningæ in dextrâ ripâ & Inſulâ Rheni exſtructâ fundo cum ædificiis Domui Badenſi reddendo, pons quoque illic Rheno ſuper ſtructus deſtruetur.

XXIV.

Destruendum ſimiliter munimentum quod in dextrâ parte Rheni ædificatum eſt è regione fortalitii *Fort-Louis* nuncupati, ipſo fortalitio, & inſulâ penes Regem Galliæ remanentibus; ſolum vero munimenti deſtructi, Domino Marchioni Badenſi cum ædificiis reſtituendum, deſtruetur etiam ea Pontis; pars quæ illuc ab Inſulâ pertingit.

XXV.

Demolienda prætereà à Rege Galliæ munimenta, poſt pacem Neomagenſem caſtro Tarbacenſi addita, nec non fortalitium *Mont-Royal* ad Moſellam à nullo poſt hac reædificanda, relicta tamen in priſtino ſtatu arce Trarbacenſi, & unà cum

urbe, & appertinentiis prioribus possessoribus plenaria restituenda.

X X V I.

Eadem quoque demoliendi ratio obtineat in munimentis arci Hyrburgensi additis, post quæ destructa arx hæc & reliqua ad Rheni Wildgravios spectantia bona illis reddantur.

X X V I I.

Idem etiam de destruendis munimentis arci Ebemburgensi adjectis, eaque Baronibus *de Sikingen* cum reliquis ad illos spectantibus bonis ab utraque parte reddendis cautum esto.

X X V I I I.

Dux Lothariæ restituetur in plenariam possessionem eorum statuum, locorum & bonorum quæ patruus ejus Dux Carolus anno 1670 possidebat, exceptis mutationibus explanandis.

X X I X.

Restituet Rex Galliæ Duci urbem Nanceii, cum omnibus appertinentiis, ea conditione ut integris vallis, & propugnaculis urbis vesemper notificatione tempestivâ, &

teris, uti & portis urbis novæ, hujus valla & propugnacula impensis S. R. Majestatis solo æquentur, nullo tempore reparanda.

X X X.

EVACUABIT Rex Galliæ castrum Bitsch, uti & castrum Homburg, destructis prius monumentis amplius non reparandis.

X X X I I.

RESERVAT sibi Rex Galliæ, fortalitia Saarlouis, cum dimidiâ leucâ in circuitu.

X X X I I I.

URBS quoque & Præfectura Hongroicensis, cum suis pertinentiis, maneat penès Regem Galliæ: in prædictæ urbis & præfecturæ permutationem Rex Galliæ aliam D. Duci cedet in uno ex tribus Episcopatibus.

X X X I V.

PATEAT semper regio militi ad loca limitanea pergenti, aut inde redeunti, transitus innoxius per ditionem D. Ducis, prævia tamen ut transiens miles viâ ordinariâ, & brevissimâ utatur annonamque, ac

alia necessaria à Commissariis Lotharingicis subministranda paratâ pecuniâ solvat, abolitis viis, & locis quæ Regi Galliæ per pacem Neomagensem reservata fuerunt.

XXXVII.

RESTITUANTUR Duci Archiva.

XL.

MANEAT antiqus usus commerciorum inter Lotharingiam, & Dionem Metensem, Tullensem, & Virodunensem.

XLIV.

D. CARDINALIS de Furstemberg restituetur in omnia jura & prærogativas quæ S. R. Imperii Principibus & membris competunt, tam ratione Episcopatûs Argentinensis à dextra parte Rheni, quam Abbatiæ Stalvelvensis aliasve; frueturque cum agnatis plenâ amnestiâ, eademque amnestiâ gaudebunt ex Canonicis Coloniensibus ii qui partes illius secuti, & Canonicatibus, Dignitatibus & Beneficiis privati fuerunt.

XLV.

LANDGRAVII Hassiæ Rheinfel-

denſes in arcem Rhinfels, totumque Comitatum inferiorem Catimelibocenſem reponantur, ſalvis juribus Landgravio Haſſo Caſſelano competentibus.

XLVI.

Restituentur omnes utriuſque partis vaſalli, & ſubditi in omnia jura, bona mobilia & immobilia; ita tamen ut nihil ratione fructuum ad diem uſque ratificatæ pacis perceptorum repetere poſſint: ſimiliter peti non ampliùs poſſunt debita, merces, & mobilia fiſco addicta.

XLVIII.

Pax concluſa Auguſtæ Taurinorum 29 Aug. 1696, inter Regem Galliæ & Sabaudiæ Ducem, exactè obſervetur.

L.

Reddantur prætereà omnia archiva, non ea tantum quæ ad loca Imperatori & Imperio, ejuſque membris reſtituenda pertinent, ſed & omnia illa quæ ex camerâ, & urbe Spirenſi, alibique in Imperio ablata ſunt.

L I V.

Utrique contrahentium parti liceat pacem hanc fœderibus, munimentis in proprio ſolo extruendis, præſidiiſque firmare.

L V I.

Pace hâc comprehendentur, præter nominata jam Imperii membra, etiam reliqui Electores, Principes, & membra Imperii, interque ea Epiſcopus Baſilenſis, tum & tredecim Helvetiorum cantones, cum eorum Fæderatis.

Acta ſunt hæc 30 die Octobris, anno Domini 1697.

Articulus Separatus.

Ut in proponendis, & decidendis D. Duciſſæ Aurelianenſis prætenſionibus habeatur ratio, 200000 librarum Turonenſium ſolutio fiat, ea lege, ut ea cum prætentionibus, ſi quæ ab arbitris eidem adjudicarentur compenſanda, vel ſi nihil aut minus ei debere decideretur, reſtituenda veniant.

Fin du Tome premier de la ſeconde Partie de la Bibliothèque Politique.

La Maillardière, Charles François Lefèvre
Abregé des prinipaux traités conclus depuis le commencement du quatorziéme siècle jusqu'à présent

